

# Radio-Télévision Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15531 - 7 F

DIMANCHE 1<sup>er</sup> - LUNDI 2 JANVIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Un commerce mondial mieux réglementé

Avec l'année 1995, une nouvelle institution voit le jour, qui devrait être porteuse de plus de justice économique : l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Aux pays soumis à la dure concurrence internationale et à ses coups bas, l'OMC apporte l'espoir qu'aux rapports de force vont se substituer progressivement des rapports de droit. C'est bien le moins que chaque nation puisse espérer après les huit années de négociations du cycle de l'Uruguay, closes par l'accord signé à Marrakech en avril dernier.

L'OMC eut ses règles, et celles-ci seront contraignantes. Nul pays n'aura plus le droit d'attaquer un concurrent par des pratiques déloyales ou de se faire justice lui-même, en décidant de taxer ses importations ou de les limiter quantitativement.

Si l'OMC tient ses promesses, le progrès sera important, car depuis une quinzaine d'années, en dépit des apparences, les mesures restrictives se sont multipliées aux frontières, annulant une bonne partie des progrès obtenus sous forme de réduction des droits de douane.

Déjà, en 1948, les grands pays avaient tenté de mettre sur pied une « organisation internationale du commerce » qui aurait été pour les échanges ce que le FMI ambitionnait d'être pour la monnaie. Mais le chef de La Havane adoptée en 1948 n'avait pas été ratifiée par le Congrès des États-Unis pour une raison dont l'actualité n'a pas disparu : le refus d'abandonner au seul président des États-Unis le pouvoir de faire adhérer son pays à une organisation émettrice sur la souveraineté nationale. Cette fois, le Congrès a finalement ratifié, au début de décembre, les accords de Marrakech. Mais l'OMC sera d'une certaine façon mise sous surveillance. Un comité de sages américains examinera les décisions rendues par l'Organisation, et les États-Unis menaceront de la quitter s'ils se jugent « injustement » traités.

L'OMC n'est plus un simple accord de bonne conduite, mais une institution fonctionnant avec des règles précises. Son champ d'action ne recouvre plus seulement les marchandises, mais aussi les services et les droits de la propriété intellectuelle. Les jugements qu'elle rendra en cas de litige s'imposeront à tous. En cas de contestation, une instance d'appel dira le droit. C'est un progrès important.

Reste que le successeur de Peter Sutherland comme directeur général de la nouvelle organisation n'a toujours pas été désigné. Reste aussi que l'OMC naissante est loin d'avoir les moyens financiers et humains qui lui sont nécessaires. Reste enfin que le libre-échange peut difficilement résoudre tous les problèmes nés d'un commerce mondial qui concerne de plus en plus des services ou des biens culturels très particuliers à chaque nation.

M 0146 - 0101 - 7.00 F

Alors que les combats ont gagné le centre de Grozny

## Le conflit tchétchène compromet les réformes en Russie

Des combats entre des soldats russes et tchétchènes ont éclaté, samedi 31 décembre, dans le centre de Grozny alors que l'aviation russe continuait de pilonner la ville. Des affrontements acharnés se déroulaient sur l'ensemble de la ligne de front, qui trace un large demi-cercle au nord de la capitale tchétchène. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime à 100 000 le nombre des personnes qui ont fui le pays. Le coût de la guerre renforce le poids du « lobby militaro-industriel » en Russie et menace la poursuite des réformes économiques.



« Il n'y a pas de voie pacifique »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Aucune réponse n'est venue de Moscou après l'appel à une « trêve du nouvel an », lancée, vendredi 30 décembre, par le général Djokhar Doudaïev dans un message personnel à Boris Eltsine. Le président tchétchène a demandé qu'un cessez-le-feu entre en vigueur samedi 31 décembre à 20 heures (heure locale), pour « mettre un terme à l'effusion de sang ». Il souhaite que la cessation des hostilités

s'accompagne d'un début de retrait des troupes de la ligne de front, et ajoute que l'acceptation de cette proposition « créerait les conditions d'un règlement des questions les plus difficiles ». Mais, au Kremlin, le ton est toujours celui de la guerre. « Il n'y a pas de voie pacifique pour un désarmement [des formations tchétchènes], ce serait irréaliste », a déclaré, vendredi, le chef de l'administration présidentielle, Sergueï Filatov. Et le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozirev, tout en poussant quelques

soupirs sur la « tragédie » en cours, a répété qu'il n'y avait pas d'autre voie que la force.

Il y aura tout de même une « trêve » de nouvel an, ce sera-ce que pour les ministres de la défense et de l'intérieur, les généraux Gratchev et Erine, qui sont restés à Moscou à la veille des fêtes de fin d'année, pendant que les quelques dizaines de milliers d'hommes qu'ils commandent continuent à battre la semelle autour de Grozny.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

## Les derniers vœux de François Mitterrand

Pour le chef de l'État, le 31 décembre a toujours été l'occasion d'un appel à l'unité nationale

« Les vœux que je forme pour vous ne varient pas avec le temps, je souhaite que la France sache s'unir quand elle le faut. » Depuis treize ans qu'il prodigue ses encouragements aux Français, chaque 31 décembre, François Mitterrand est resté fidèle à ce souhait qu'il formulait, ainsi, à l'orée de 1987. Chacun de ces rendez-vous télévisuels de fin d'année eut été une occasion de déplorer la pauvreté des pays en voie de développement, de s'insurger contre le chômage, d'appeler à la tolérance entre les Français, à la justice sociale, de rappeler qu'un pays est comme une famille, que les querelles ne doivent pas empêcher de s'y parler. Cette constance n'est guère surprenante, et il paraît improbable qu'un ce dernier jour de 1994, pour son quarzième et dernier rendez-vous, François Mitterrand déroge à la règle : veiller à l'unité des Français est l'essence même de la mission présidentielle.

Mais tout est dans la manière : la déclamation mitterrandienne de cet exercice, rendez-vous obligé avec leur peuple de bien des monarques et présidents à travers le monde, permet de reconstituer, avec une surprenante précision, réussites et mécomptes, évolutions et contradictions des deux septennats de François Mitterrand.

31 décembre 1981 : premiers vœux au pays d'un président socialiste ; la volontarisme et l'optimisme dominent. A peine

note-t-on une pointe d'inquiétude sur la maîtrise du chômage et de l'inflation. Comme la dit d'ailleurs M. Mitterrand, « chacun sait [...] que 1981 aura été l'année du changement ». Le président peut donc s'adosser à un premier bilan, notamment social, du gouvernement d'union de la gauche.

L'idée que la balance française a été menée à contretemps est encore loin d'élancer M. Mitterrand, qui se prévaut de la relance « de la consommation populaire, si nécessaire à notre économie ». Et le président insiste : « nous l'avons fait en attendant de pouvoir le faire davantage » - avant de se lancer dans une liste impressionnante de mesures, prévues pour le premier semestre de 1982, qui témoignent de la fièvre réformatrice de son gouvernement. « En tout cas, affirme un François Mitterrand plein de confiance, la reprise est là. C'est la première réponse à nos efforts communs. » La conclusion du message résume l'esprit de l'époque : « Que l'espoir et la volonté inspirent notre action ! »

Dès 1982, le changement de ton est radical. Certes, la grand tournant de 1983 n'a pas encore été pris, mais l'illusion lyrique des premiers mois est déjà dissipée. Les polémiques de la fameuse « politique de rigueur » sont contenues dans les mesures économiques prises à l'automne.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Lire la suite page 5

## Trêve incertaine en Bosnie

La représentation de l'ONU dans l'ex-Yugoslavie, M. Akashi, devait, samedi 31 décembre, joindre ses efforts à ceux du général Rose, commandant de la FORPRONU en Bosnie, pour tenter d'obtenir des belligérants un accord de cessation des hostilités pendant quatre mois. Les autorités bosniaques exigent des garanties relatives à l'enclave de Srebrenica, toujours bombardée.

page 16

## Les islamistes algériens face à la France

L'Armée islamique du salut (AIS), la branche militaire de l'EFIS, affirme, dans un communiqué rendu public vendredi 30 décembre, que « la guerre contre la France est devenue un devoir légal » après le récent détournement d'un Airbus d'Air France.

page 5

## La Bourse de Paris a perdu 17 % en 1994

La Bourse de Paris a baissé de 17 % en 1994. Elle a été victime, comme les autres places financières, de la remontée brutale des taux d'intérêt à long terme. Londres et Francfort ont ainsi perdu sur l'année respectivement 10 % et 7 %. Wall Street a beaucoup mieux résisté et même gagné 2 %.

pages 12 et 13

## Le galeriste Jacques Melki incarcéré

Jacques Melki, le marchand de tableaux de la rue de Seine, qui, après beaucoup d'années financières donnant lieu à diverses poursuites, avait quitté la France pour le Mexique au début 1993, est revenu à Paris à l'automne, contre toute attente. Mis en examen, il est aujourd'hui incarcéré à la prison de la Santé.

page 9

## Départ du dix-septième « Dakar »

Deux cent quarante-quatre concurrents à bord de motos, autos ou camions devaient prendre, dimanche 1<sup>er</sup> janvier à Grenada (Espagne), le départ de la dix-septième édition du « Dakar », dirigé pour la première fois par Hubert Auriol, dont l'arrivée est prévue le 15 janvier dans la capitale sénégalaise.

page 8

## Pérou : le difficile retour des « déplacés »

Victimes de quatorze années de guerre civile, ils avaient peuplé les bidonvilles des banlieues ; ils doivent devenir le fer de lance de la « pacification »

LIMA

de notre correspondant

La caserne de Castropampa surplombe la ville de Huanta, « la perle des Andes » du département d'Ayacucho, ex-bastion des insurgés « maoïstes » du Sentier lumineux. En contrebas, une fanfare fait résonner des airs de carnaval. « Ici, la guerre est finie ou presque, assure le commandant militaire de la région. Depuis que nous avons pris d'assaut leur base de Vicos, il y a quatre mois, les « terrucos » (terroristes) se sont repliés dans la forêt vierge. Sans ravitailler, ils ne resteront pas longtemps. Désormais, notre objectif est le repeuplement de cette région dévastée. »

En quatorze années d'une « sale guerre » civile, dont l'intensité a diminué depuis la capture en septembre 1992 du chef du Sentier lumineux, Abimael Guzman, 27 000 Péruviens ont été tués et près d'un million ont émigré vers les villes ou vers la capitale pour échapper à la violence. Le département d'Ayacucho compte environ 300 000 de ces « déplacés ». Le président Fujimori cherche à les renvoyer vers leurs terres natales parce que les villes sont saturées de chômeurs, tandis que les campagnes sont à demi abandonnées. Autre raison à peine avouée : ces émigrés doivent devenir le fer de lance de la « pacification ».

Un millier de comités d'auto-défense ont été ainsi créés dans l'arrosissement de Huanta. Armés de carabines, leurs membres montent la garde jour et nuit, transformant les hameaux fantômes en forteresses « antiterroristes » qui verrouillent le passage entre Ayacucho et la montagne. « Sans tirer une balle, nous avons gagné une bataille décisive », commente le commandant militaire.

Le premier « retour organisé » des « déplacés » s'est effectué à Marcaracay en juin 1993. L'Etat leur avait fait mille promesses, vite oubliées. Abandonnés sur leur bout de montagne pelée, la plupart d'entre eux déclarent forfait. L'expérience a été plus heureuse à Uchuracay, une communauté tristement célèbre : le 26 janvier 1983, huit journalistes et leur guide y furent sauvagement assassinés. Ils étaient partis enquêter sur le massacre de sept jeunes présumés « sentristes » dans le voisinage. Les militaires avaient ordonné aux paysans de « tuer tous les étrangers qui ne venaient pas du ciel » (en hélicoptère). La vengeance du Sentier lumineux fut implacable. A la fin de l'année 1984, il tua les cinquante habitants qui avaient refusé de quitter le village.

Le nouvel Uchuracay a été bâti sur le haut de la montagne. Les mesures de police aux toits de chaume ou de calamine abritent une soixante de familles sont groupées près de la base militaire Los Agrostivos. Des tourelles de

guet dominent les gorges. Le génie militaire a pris en charge le gros des travaux d'infrastructure ; il est en train d'achever une piste de 40 kilomètres qui relie le hameau à la route.

Pendant les premiers mois, le gouvernement a donné des aliments aux paysans. Il leur a fourni aussi des outils, des semences et leur a prêté des têtes de bétail. La Croix-Rouge et des ONG (organisations non gouvernementales) ont distribué des couvertures et des planches de calamine. Les débris ont été encouragés. Après une longue période de sécheresse, l'ichu, le fourrage naturel des hauts plateaux, a bien poussé. Mais les pluies sont en retard cette année. Elias Ceante, le responsable de la communauté, est préoccupé : « S'il gèle, nous allons perdre notre première récolte. Nous sommes contents d'avoir récupéré notre sol, mais nous ne savons pas si nous pourrions nous en sortir. »

Le programme officiel d'appui au repeuplement (PAR) a contribué à la reconstruction des infrastructures des dix-sept communautés d'Uchuracay. Elles sont cent soixante-huit à avoir sollicité l'aide gouvernementale. A Huanta, la répression militaire fut si féroce qu'un tiers de la population émigra à Ayacucho, Ica et Lima.

NICOLE BONNET

Lire la suite page 4

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,00 L ; Liban, 1,20 US\$ ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 2,10 FF ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 \$ (NY) ; 2,00 L.



Il y a trente-cinq ans

# L'emploi du nouveau franc devient obligatoire

par Christian de Boissieu

Dans l'opinion publique, la monnaie d'Antoine Pinay est restée, entre autres symboles, associée à l'introduction du nouveau franc. La conversion des anciens francs en francs « lourds » a fait partie des mesures d'assainissement monétaire et financier de la période 1958-1959 (forte dévaluation du franc en décembre 1958, retour à la convertibilité externe de la monnaie nationale rendue crédible par l'objectif de rigueur budgétaire, autres mesures structurelles, etc.), prises en application du « rapport sur la situation financière » (Comité des experts présidé par Jacques Rueff). Ce rapport dénonçait avec vigueur l'inflation, « le mal des finances françaises », et l'impasse budgétaire (c'est-à-dire le déficit des finances publiques), source d'alimentation de cette inflation. Par une lettre du 15 décembre 1958 faisant état de recommandations relatives à la monnaie, Jacques Rueff fait savoir à Antoine Pinay, ministre des finances et des affaires économiques, que « la monnaie considère que l'établissement d'un franc lourd, par suppression de deux zéros dans les prix et dans toutes les stipulations en francs, donnerait à l'opinion le sentiment que l'équilibre monétaire est durablement établi sur sa nouvelle base ».

En fait, la France a fait en 1958-1959 dans le domaine monétaire ce qu'elle n'avait pas pu ou su réaliser, pour diverses raisons, en 1945-1948, à la différence de certains de ses voisins (l'Allemagne, la Belgique, etc.). L'idée du général de Gaulle — affirmant rétrospectivement avoir donné « à la France un franc modeste » (*Mémoires d'espérance*) — et de ses experts était simple : au sortir d'une période d'inflation, redonner du prestige et de la crédibilité (interne et externe) à la monnaie nationale. Le désir de remettre les compteurs monétaires à zéro au moment du démarrage de la V<sup>e</sup> République s'accompagnait aussi d'une volonté de simplification pour les règlements courants, la tenue des comptabilités, les cotations en Bourse, etc. Le côté sym-

bolique de l'opération tenait aussi au fait qu'il fallait à la fois préparer l'avenir et essayer de revenir à certaines parités mythiques du passé. Ainsi, en 1914, le dollar valait 5,16 francs. En 1958, avant la conversion monétaire, il représentait près de 494 francs, et la division par cent le ramenait presque au niveau de 1914. Avec le passage au nouveau franc, la monnaie nationale devenait presque égale au deutschemark et au franc suisse (les temps ont, depuis, bien changé...). D'après les estimations de Jean Fourastié, le kilo de sucre valait 0,72 franc en 1910 et 1,10 nouveau franc en 1959. Comme si, en quelque sorte, il fallait effacer la trace monétaire non seulement de la IV<sup>e</sup> République, mais aussi d'une fraction importante de la III<sup>e</sup>.

Dans ce type d'opération, le choix crucial concerne le rythme de la conversion : faut-il préférer le gradualisme ou la thérapie de choc ? Cette dernière a l'avantage d'envoyer un message fort, de provoquer un choc et d'éviter des situations où l'ancienne et la nouvelle unité monétaire circulent parallèlement, avec des coûts accrus non seulement pour les agents économiques (tenue d'une double comptabilité, etc.), mais parfois pour le système dans son ensemble. En effet, la coexistence entre des monnaies circulant parallèlement est rarement pacifique. Ici ou là, les opérateurs montent leurs préférences et, selon les cas, la « mauvaise monnaie chasse la bonne », ou l'inverse. En revanche, le gradualisme a l'avantage de préparer l'opinion publique (c'est sa dimension pédagogique) et de laisser le temps à la fabrication, parfois plus longue que prévu, des nouveaux billets et des nouvelles pièces.

## Le premier budget de l'Etat en francs lourds

Dans sa présentation, le passage au nouveau franc relevait de la thérapie de choc, mais en pratique le déplacement du curseur sur l'échelle des zéros est intervenu graduellement. L'ordonnance du 27 décembre 1958 spécifiait, dans son article 2 : « A dater de la publi-

cation de la présente ordonnance, les cotations des monnaies étrangères seront exprimées en centimes de francs. » Si les opérations de change ont ainsi été immédiatement libellées en nouveaux francs, il a fallu attendre un décret de novembre 1959 pour consacrer l'emploi obligatoire de la nouvelle unité monétaire pour toutes les autres opérations à compter de janvier 1960. Le budget de l'Etat pour 1960 a été le premier exprimé dans

liquide essentielle, une telle opération doit être neutre puisqu'elle est générale et ne modifie pas les rapports de prix. C'est justement pour faire respecter cette neutralité qu'un arrêté du ministre des finances de juin 1959 prohibait l'arrondi par le haut lors de la conversion, « en vue d'assurer le maintien de la stabilité des prix » (qui dépendait quand même de beaucoup d'autres facteurs...). Sur le moment, et même avec du recul,

à monter. Malgré le temps, il subsiste encore des traces des anciens francs dans la société française d'aujourd'hui. Comme si les phénomènes d'hystérésis (d'inertie), si courants dans le domaine économique, avaient une résonance particulière en matière monétaire. Phénomène de génération, voire de classe sociale, pour certains ? Aspect déterminant des montants, poussant naturellement dans certains cas à renforcer le symbole par



ARCHIVE PHOTO FRANCE

le nouvel étalon. Durant l'année 1959, la Banque de France a émis des billets à valeur jumelée (libellés à la fois en anciens et en nouveaux francs). Un arrêté Fontanet de décembre 1959 enjoignait des commerçants, pour une période de trois mois, un système de double étiquette pour les prix de détail. La presse allemande, à l'affût, ne nous fait pas de cadeaux : « La réforme monétaire française était pourtant une des plus simples et des plus faciles à réaliser, qui n'aurait jamais été introduite en Europe... L'administration a réussi ce tour de force de faire d'une opération extrêmement simple une source de confusion et de créer une situation complexe à laquelle le « Français moyen » ne comprend plus rien. » (*Stuttgarter Zeitung* du 30 décembre 1959). Et la période de transition aura duré en fait jusqu'au début de 1963.

Par-delà sa dimension symbo-

ce n'est pourtant pas l'idée de neutralité qui était la plus partagée. Dans l'*Aurore* du 26 juin 1959, l'académicien Jules Romains ne donne pas dans la nuance : « N'est-ce pas regrettable que cette réhabilitation, toute nominale du franc ait coïncidé avec une de ses dévaluations réelles ? Avant il était bon qu'un nouveau franc fût institué comme couronnement d'une monnaie continue du franc sur le marché et de son pouvoir d'achat, autant il est désirable qu'il ait pu servir à éliminer un nouvel effondrement de la monnaie... »

En août 1959, le *Vie française* effectuait une enquête d'opinion sur le franc lourd, d'où il ressort que pour près de 30 % des personnes interrogées « il subsiste encore des obscurités » sur le nouveau franc. Et outre, 22 % du total (32 % des ruraux) s'attendaient à « être plus pauvres » après la conversion, et 51 % pensaient que les prix tendront

référence aux anciens francs ? Nostalgie de la IV<sup>e</sup> République ? Snobisme du rétro pour quelques autres ? Tous ces facteurs, et certains autres, ont pu jouer, à l'origine d'un étonnement toujours vif de la part de collègues et touristes étrangers. Mais la France n'a certainement pas le monopole de la mémoire monétaire et de l'inertie des références. On peut penser, sans le démontrer rigoureusement, que la division par cent a provoqué un délai d'adaptation plus long que la division par mille ne l'aurait requis.

## Leçons pour le passage à la monnaie européenne

Quoi qu'il en soit, l'expérience monétaire française de 1958-1959 ne doit pas être isolée de conversions analogues, antérieures ou postérieures, intervenues dans des contextes très différents. Les pays à

hyperinflation ont connu et connaissent ce type d'opération, à une cadence souvent accélérée (exemples de nombre de pays d'Amérique latine — dont spécialement le Brésil — et de certains pays de l'Est). Plus près de nous, l'Italie devra un jour ou l'autre passer à la lire lourde rien que pour faciliter l'usage de la monnaie fiduciaire, et la tenue des opérations bancaires et financières et des comptabilités. Périodiquement sont présentés, sans mise en application concrète, de tels projets de lire lourde (privilegiant l'équivalence à mille lires actuelles). Même le yen, monnaie forte s'il en est, comporte, d'une certaine façon contre les autres devises, un nombre excessif de chiffres avant la virgule, ce qui amène à coter sur le marché des changes 100 JPY.

Quelles leçons tirer de l'opération monétaire française du début de la V<sup>e</sup> République dans la perspective du passage à la phase 3 de l'Union économique et monétaire et à la monnaie unique européenne ? Dans les deux cas, il y avait et il y aura un problème de conversion (avec la question des taux de conversion, des « arrondis », etc.). Dans le contexte de l'Europe, le changement d'étalon devrait prendre une tout autre résonance politique et symbolique, puisqu'il s'accompagnera d'une modification essentielle dans l'aire de référence (la monnaie unique venant, au terme de la transition, remplacer les monnaies nationales, avec en toile de fond le débat en partie irréel et souvent mal posé sur la souveraineté monétaire nationale).

Cela dit, certains choix vont à nouveau se présenter : l'option entre gradualisme et « big bang » ; l'évaluation des avantages et des risques d'une circulation parallèle, pendant quelque temps, des monnaies nationales et du futur euro ; l'éventuel découplage, dans le temps, comme en 1958-1960, entre la conversion pour les opérations de change et pour les autres opérations ; les coûts matériels de la conversion (et leur répartition entre les banques, les entreprises, etc.) ; il faut bien hiérarchiser les enjeux et les difficultés ; en Europe, encore plus que dans la France de la fin des années 1950, les aspects techniques de la conversion monétaire paraîtront en définitive très secondaires par rapport à sa portée politique et symbolique.

► Professeur à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

ANDRÉ LAURENS

Vous ne connaissez pas encore le nouveau Monde et pourtant il vous donne déjà rendez-vous.

A partir du 9 janvier, retrouvez chaque samedi, daté dimanche-lundi, le supplément Radio-Télévision.

**Le Monde**

## LIVRES POLITIQUES

**LA COMMUNICATION PUBLIQUE EN PRATIQUE** de Marianne Messager. Les Editions d'Organisation. 367 pages, 240 F.

**LE MESSAGE DU SIMPLE** de Pierre Christin. Annie Goetzinger et Lucien Sfez. La Dérive. Seuil. Album de 126 pages, 110 F.

**D**EUX ouvrages sur la communication, aussi différents l'un de l'autre qu'il est possible : l'un présente un état des lieux, de la manière la plus neutre possible, l'autre joue de la fiction pour déboucher sur la théorie. Mais, dans les deux cas, c'est bien du même sujet qu'il s'agit et qui nous concerne tous, puisque c'est avec nous et entre nous que la communication est censée s'établir.

Le *Communication publique en pratique* a pour auteur Marianne Messager, pseudonyme symbolique de l'association Communication publique que préside Pierre Zémor, conseiller d'Etat, qui a pour objet de favoriser les échanges et la réflexion entre les praticiens. C'est, déjà, un souci de communication qui a conduit à aligner de la sorte un ouvrage collectif.

La première partie illustre le foisonnement des communicateurs publics, désormais présents à tous les niveaux du pouvoir politique et administratif : les maires des grandes villes, les présidents de région ou de conseil généraux ne sont pas en reste par rapport à l'échelon national. Chacun des contributeurs explique ce qu'il fait dans son domaine. C'est

## Faire savoir, faire valoir

ainsi que Jean-Claude Hellé, chef du service d'information et de diffusion du premier ministre, se défend d'être un propagandiste et rappelle que les campagnes de communication du gouvernement se doublent d'une quête d'information auprès de l'opinion, notamment par les sondages. Cet ouvrage ne traite que de la communication officielle des services publics, la part, très grande, de la communication proprement politique est gérée par les cabinets ministériels et les conseillers privés. Il n'empêche : on mesure combien, sur le seul plan administratif, la stratégie de l'image a conquis l'appareil d'Etat.

Pour quel effet ? Le jugement porté sur le service public est très largement positif, et les enquêtes menées en 1990 et 1993 font apparaître que les qualités d'honnêteté, de compétence et de modernité sont bien reconnues, les défauts répertoriés étant le bureaucratisme, le lent, la routine (celle dernière surtout). Dans un autre chapitre consacré aux attentes des Français, l'appât d'information se manifeste principalement à l'égard des régions et des départements et privilégie la proximité et le contact direct. Les campagnes nationales (sida, sécurité routière, tabac, etc.) sont bien reçues. Notons au passage l'écart entre le discours et la pratique : l'Etat ne communique pas sur la communication publique sur

les limites de la stratégie impériale de l'image : « Il devient urgent, écrit-il, d'inverser cette tendance. Non par pur volontarisme, mais simplement parce que ce discours social a cessé d'être crédible. Il était admis qu'il était associé à l'idée de bien-être. Maintenant que l'espoir a été trahi, il se trouve remis en cause. Désormais, il faut donc se fonder sur l'essence de l'organisation ou du produit, savoir quelle est sa véritable utilité sociale, quels sont les besoins et les valeurs qu'il satisfait. »

Pierre Zémor revient, de son côté, sur l'ambiguïté entre les champs institutionnel et politique, plus ou moins rassurés suivant les niveaux de pouvoir. Il rappelle que la législation a tanté de limiter les éventuels abus et les dérives publicitaires : « La règle essentielle, note-t-il, est celle de l'identification correcte de l'émetteur, d'autant que les émetteurs publics se multiplient. La signature claire du message d'une campagne, d'un discours est essentielle sous peine de priver la communication de son efficacité. La photo du maire n'a rien à faire à l'appui d'un message pour la vaccination des enfants de la commune. Il faut constamment se poser la question de savoir qui est habilité à communiquer sur quoi. » Se l'est-on posée à Saint-Giroix ? Il y a quelque malice à associer le document sur la communication publique et un

ouvrage qui emprunte à l'imaginaire pure. Pierre Christin, scénariste de bandes dessinées, décrit les mésaventures d'un petit village, anobli par l'autoroute et saisi par le démon de la communication, jusqu'à ce qu'il trouve la consécration dans un jeu télévisé international. Le premier mérite de cette communication à grande échelle sera de diffuser, sans le vouloir, un message simple permettant à deux jeunes amoureux de se retrouver. Annie Goetzinger, dont les lecteurs du *Monde* et de l'ancien supplément « Heures locales » connaissent le talent, a illustré cette fable à la manière, c'est-à-dire en finesse et en laissant le rêve et l'étrange s'infiltrer dans la réalité.

Conformément au concept — terme « incontournable » du vocabulaire de la communication — de cette collection originale, l'almeble satire des efforts promotionnels et clochardiques de Saint-Giroix invite à une réflexion théorique. C'est Lucien Sfez, professeur de sciences politiques à Paris-I-Panthéon-Sorbonne, qui s'en charge. Il se penche sur la cancére multi-médias qui a atteint Saint-Giroix et qui, selon lui, s'abouit à une sorte d'autisme tautologique qu'il appelle « tautisme », et à une sorte de société vouée à vivre sa réalité sur l'écran total où elle se projette. Heureusement, souligne-t-il, il y a le bon sens qui dérange toute mise en ordre et introduit la distance de l'ironie. Bref, Saint-Giroix n'est peut-être pas condamné à l'enfermement de l'enfer de la communication.



الشرق الأوسط

## INTERNATIONAL

RUSSIE

### Le coût du conflit en Tchétchénie renforce le camp des « étatistes »

MOSCOU

de notre correspondant

Au-delà des dangers qu'il représente pour la démocratie, le conflit en Tchétchénie peut remettre en cause le plan de stabilisation de l'économie russe, dont la fragilité a été démontrée par la chute du rouble lors du « mardi noir » d'octobre. La stabilisation est menacée, non seulement, comme l'a récemment souligné le ministre des finances, Vladimir Poutine, parce que « la guerre coûte cher », mais surtout parce qu'elle signifie que les « durs » ont le vent en poupe au Kremlin.

Les groupes de pression étatistes effraient les investisseurs, les « dépensiers » (notamment le groupe de pression militaire-industriel) ainsi que le lobby de l'énergie sont opposés aux organisations financières internationales, qui pourraient bien ne plus accorder d'aides financières à Moscou si leurs exigences ne sont pas satisfaites. Or leurs promesses de crédits, qui s'élevaient à 13 milliards de dollars (1), ont déjà été comptabilisées dans le budget 1995.

Signe qu'un renversement est toujours possible, Vladimir Poutine, le nouveau responsable des privatisations, a récemment estimé que le vote d'une partie du capital de certaines sociétés à

des étrangers « menaçait directement la sécurité nationale du pays ». Il veut renationaliser les entreprises « privatisées par erreur », particulièrement dans le domaine militaire-industriel, l'aluminium et l'énergie.

Le très influent chef de la garde présidentielle, le général Koryzov, s'est ainsi opposé à la libéralisation des quotas d'exportation du pétrole, réclamés par les organisations financières internationales. Le gouvernement russe tente de contourner la difficulté en adoptant un nouveau plan - obligeant les compagnies pétrolières à vendre 65 % de leur production sur le marché intérieur - qui est considéré par le FMI et la Banque mondiale comme un système de quotas déguisés.

#### « Il va falloir choisir »

Le conflit en Tchétchénie pourrait donc marquer un tournant dans la lutte entre les « libéraux » et les « étatistes », entre les « démocrates » et les « nationalistes ». Ce ne sont pas seulement les opposants à la guerre qui le soulignent, mais Evgueni Iassine, le nouveau ministre de l'économie du gouvernement de Boris Eltsine. Ce dernier déclare qu'il sera bientôt « impossible de continuer le plan de stabilisation et ces opéra-

tions » militaires. « Il va peut-être falloir choisir », a-t-il indiqué, jeudi 29 décembre, lors d'une conférence de presse, estimant que 1995 « serait l'année la plus difficile ».

Le ministre des finances, Vladimir Poutine, avait déjà annoncé au Parlement que la première semaine des opérations militaires en Tchétchénie a coûté 400 milliards de roubles (plus de 600 millions de dollars). Il a ajouté que « cette somme va s'accroître considérablement si la guerre continue. Evidemment, nous devons revoir le budget de l'an prochain car la guerre est très coûteuse ». « Encore deux ou trois semaines [d'opérations militaires] et vous pourrez oublier le budget de l'an prochain », a estimé l'ancien ministre libéral, Egor Gaidar.

L'économiste réformateur Grigori Iavlinski juge que la guerre en Tchétchénie coûte plus de 1 500 millions de francs par mois. Mais le démocrate Sergueï Iouchenkov, président de la commission de la défense à la Douma, voit dans la guerre la cause et non pas la conséquence des dépenses militaires. « Le lobby militaire demandait 111 000 milliards de roubles pour la défense sans justification. Maintenant, cette raison est apparue », dit-il. Il est vrai que le ministre de la défense, Pavel

Gratchev, était depuis longtemps mécontent de son budget de 1995. Celui-ci représentait pourtant, avec plus de 44 000 milliards de roubles (14,6 milliards de dollars), le premier poste de dépenses, un cinquième du budget de l'Etat, qui s'élève à près de 210 000 milliards de roubles (soit 69 milliards de dollars).

Toutes ces estimations, plus ou moins fantaisistes, ne tiennent pas compte du coût de la reconstruction de la Tchétchénie, évalué à près de 3 000 milliards de roubles (soit près de 1 milliard de dollars) par le ministre de l'économie. Sans compter les réparations des installations pétrolières, dont le coût est évalué à 700 milliards de roubles.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

(1) Un dollar vaut environ 5,40 F.

inflation de 320 % en 1994. L'inflation a atteint 320 % en Russie en 1994, a annoncé, vendredi 30 décembre, le Comité fédéral des statistiques russe. L'inflation avait été de 940 % en 1993. Une anticipation de cette reprise inflationniste avait conduit à des achats massifs de dollars à l'automne, aboutissant au « mardi noir » du 11 octobre, où le rouble avait perdu en un jour 21 % face à la devise américaine. (AFP)

rang de « vice-président » de la nouvelle commission.

A Moscou, d'autres « démocrates » jadis partisans déclarés de Boris Eltsine, écartaient de s'alarmer de l'attitude belliqueuse de leur ancien héros et du visage de plus en plus autoritaire pris par le régime. Plusieurs membres du Conseil présidentiel, constitué de personnalités nommées par M. Eltsine, ont réclamé une réunion de cet organisme dans l'espoir que le président voudrait bien entendre leur avis, mais ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir.

La télévision russe, de son côté, persiste à attiser l'hostilité à l'opinion à l'égard des Tchétchènes, accusés en permanence de « crimes terroristes » à Moscou, « crimes » qui tardent pourtant à se réaliser. Elle a fait grand cas, vendredi soir, d'une information selon laquelle les « bandes armées tchétchènes » auraient miné, avec la collaboration de « spécialistes étrangers, en particulier turcs », les approches de Grozny. L'incendie d'un important dépôt de pétrole, situé à proximité de réservoirs contenant environ vingt tonnes d'ammoniac, est également attribué aux Tchétchènes eux-mêmes, alors que le général Doudaev a demandé une aide internationale pour éteindre le sinistre causé, selon lui, par les bombardements russes.

Mais, en cette veille de Noël An, la télévision russe a consacré l'essentiel de son dernier bulletin d'informations aux prédictions d'un astrologue, d'autant plus crédible qu'il aurait « vu juste » l'an dernier... 1995 verra donc « un changement de l'équipe présidentielle », même si « on peut avoir l'espoir que le président lui-même sortira vainqueur de l'épreuve ». Et puis, autre bonne nouvelle, le monde sera témoin en avril du « réveil de l'ours russe ».

JAN KRAUZE

ARMÉNIE : la tension politique monte à Erevan. - Le Datchnaksoutoun, un des partis d'opposition dont les activités avaient été suspendues mercredi 28 décembre par le président Levon Ter-Petrossian, a accusé, jeudi 29 décembre, le gouvernement de poursuivre une politique « terroriste », « typique d'un Etat totalitaire ». Un député du parti, Kim Baranjan, président de la commission parlementaire pour les questions juridiques, a affirmé que plusieurs membres du Datchnaksoutoun avaient été arrêtés et plusieurs locaux du parti dévalisés par la police gouvernementale. M. Ter-Petrossian a décrété « la suspension provisoire des activités » du Datchnaksoutoun, en l'accusant d'abriter une organisation terroriste et en lui imputant la responsabilité des meurtres de l'ancien maire d'Erevan, Ambartsum Gualstian, le 17 décembre, et de l'ancien chef du KGB arménien, Marius Uzbachian, en 1993. (AFP)

### Une majorité de parlementaires refusent l'organisation d'élections anticipées

ROME

de notre correspondante

Après quatre jours de discussions au Quirinal, quatre jours d'incertitudes et de rumeurs, démenties aussitôt que publiées dans les journaux, la déclaration du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, vendredi 30 décembre, à la fin de ses premières consultations avec les partis, donne enfin une première indication : pas d'élections anticipées en perspective pour l'instant. « De ces journées de consultations émerge un résultat clair et évident : une majorité de « non » à des élections immédiates s'est dégagée à la Chambre et au Sénat », a indiqué M. Scalfaro. Le président estime donc que son « devoir constitutionnel » est « d'approfondir encore les consultations et de voir comment mettre en évidence une majorité éventuelle pour un futur gouvernement ».

On le savait déjà, mais M. Scalfaro l'a confirmé officiellement : prenant acte du refus majoritaire au Parlement d'élections anticipées, le président de la République va explorer, au cours d'un second tour de consultations, toutes les possibilités pour former un gouvernement. S'il n'y parvenait pas, mais dans ce cas seulement, il devrait dissoudre les Chambres pour aller le plus rapidement possible aux élections.

#### M. Berlusconi a perdu la première manche

Quant à ce que pourrait être ce futur gouvernement, on en est réduit aux conjectures : ceux qui ont fait « tomber » M. Berlusconi n'avaient toujours pas de majorité de remplacement à proposer ces derniers jours. Reste l'hypothèse d'un gouvernement de techniciens guidé par une personnalité « super partes », tel l'économiste Mario Monti ou l'ex-président de la République Francesco Cossiga, qui ferait les réformes nécessaires, notamment électorale et anti-trust, avant d'aller dans un défilé plus ou moins long aux élections. A moins - ce qui semble l'autre hypothèse de travail pour les jours à venir - que ne se définisse un gouvernement de transition, formé de la majorité sortante très élargie, et qui pourrait être guidé par une personnalité de Forza Italia autre que Silvio Berlusconi, ce qui à

l'évidence ne s'agit pas d'une révolution ni d'un revirement, ou encore, comme le sénateur Carlo Scognamiglio, ministre de la « culture », a écrit, « par la gauche, ou encore du ministre des affaires étrangères, Antonio Martino ».

Les nouvelles consultations du président de la République étant prévues du mardi 3 janvier au jeudi 5, on devrait donc, en principe, y voir plus clair en milieu de semaine prochaine.

En voyant s'éloigner la perspective d'élections anticipées qu'il pensait devoir lui être favorables, Silvio Berlusconi a perdu la première manche. D'autant que quelques voix (sévèrement rappelées à l'ordre) se sont élevées dans son camp pour dire que son entêtement à vouloir rester au pouvoir, même dans une phase transitoire, finirait par lui porter tort.

#### Les rebelles de la Ligue du Nord

En fin d'après-midi vendredi, le président du conseil démissionnaire a fait une nouvelle déclaration surprise à la presse. Il a de nouveau insisté sur l'idée que des « élections en mars » seraient la meilleure solution pour en finir avec un Parlement qu'il estime « délégué ». Quant à ses critiques à l'encontre du leader de la Ligue, Umberto Bossi, elles devaient être de plus en plus pesantes : Silvio Berlusconi a tranquillement accusé M. Bossi de lui avoir fait téléphoner par des complices pour le menacer, « dans le plus pur style mafieux », de faire fermer bientôt ses entreprises s'il ne renonçait pas à sa carrière politique. « Ah, si seulement la Ligue pouvait changer de secrétaire, cette majorité pourrait reprendre sa route ensemble... », a ajouté M. Berlusconi, avec un sourire à l'intention des rebelles de la Ligue, qui n'ont pas apprécié qu'on les fasse sortir de la majorité.

Silvio Berlusconi est à nouveau en campagne. C'est sans doute ce qui l'a conduit à faire un petit geste de conciliation en expliquant qu'il ne ferait pas une malade s'il ne dirigeait pas personnellement un gouvernement de transition qui se bornerait à gérer les affaires courantes dans la perspective d'élections anticipées.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

### Soutien aux chandelles

ROME

de notre correspondante

Silvio Berlusconi ne se rend pas. Sans même attendre les résultats des consultations sur le futur gouvernement, le président du conseil démissionnaire est déjà en campagne électorale : « Laissez-moi enfin travailler et vous verrez », dit-il à qui veut l'entendre. Quant aux critiques écusquées par ses derniers discours, dans lesquels il avait lancé des appels au peuple à descendre dans la rue pour l'aider, que l'on se rassure : « Il ne s'agit pas d'organiser des protestations aussi silencieuses que pacifiques. Qu'elle soit la voie du Peron ? C'était la manière de Gandhi ».

Message reçu cinq sur cinq par ses plus fervents supporters : le croisé pour la reconquête du pouvoir est lancé, au docteur Gianni Pilo, le « sondeur » professionnel, qui insufflé aux chiffres un optimisme tout berlusconien, s'est mis au travail et prédit le fin de la Ligue du Nord, responsable de la démission du chef du gouvernement, qu'il donne « à moins de 3 % de suffrages » ; d'autres ont annoncé qu'ils iraient faire une retraite aux flambeaux sous la maison d'Umberto Bossi, le leader de la Ligue, le soir du 31 décembre. Meie le palma revient sans conteste à Emilio Fede, le directeur-président du journal télévisé TG4, ne plus ultra, en matière d'information, des télévisions du Cavaliere. Emilio Fede, que certains ont sur-

nommé « Fido » ou « La voix de son maître », est un véritable acteur, transparent d'angoisse lorsque les nouvelles sont mauvaises pour celui qu'il couvre en même temps, et chacun de ses journaux est un spectacle touchant où il raconte, loin des médias et des caméras, la belle histoire de Silvio Berlusconi.

#### « Ligne éditoriale »

Une histoire qui devrait, selon lui, bien finir. Pour s'en assurer, en dépit des turbulences actuelles, le docteur Fede a suggéré à ses auditeurs de mettre chacun une « chandelle pour le retour de Silvio » derrière sa fenêtre. Et cette forêt d'humides points lumineux dans la nuit, protestation muette s'il en est, devrait en principe faire réfléchir les adversaires du président sortant.

L'ennui, c'est que, en dépit de l'atmosphère de Noël, bien peu ont allumé leur chandelle. Et pour pouvoir filmer « à l'improviste » le succès de son initiative, Emilio Fede a un peu triché. En témoigne la lettre à la presse d'une brave dame sicilienne, furieuse, à qui sa voisine - mère d'un rédacteur du TG4 - aurait imposé la fameuse chandelle sous un prétexte fallacieux, juste avant que n'interviennent les caméras. Ecosurés, plusieurs collaborateurs d'Emilio Fede ont protesté. Réponse de leur patron : « Il vous ne partagez pas la « ligne éditoriale », vous pouvez partir.

M.-C. D.

### « Il n'y a pas de voie pacifique »

Suite de la première page

Dans la capitale tchétchène, la population se terre dans les caves pour se protéger des bombardements de l'artillerie et de l'aviation russes, qui ont repris samedi.

La veille au soir, avant de participer au traditionnel « banquet » du Kremlin, le président Boris Eltsine a enregistré son message de vœux de Nouvel An. Il a également adressé un message spécial aux soldats, les assurant que « tout le monde pense à eux » et que chaque Russe lèvera son verre à leur santé ce soir-là. Pas plus que dans son discours du 27 décembre, il n'a eu un mot pour la population de Grozny, les victimes civiles et les quelque cent mille réfugiés, sinon pour affirmer sa certitude que « le peuple de Tchétchénie appréciera ce que font [les soldats russes] pour la défense de notre patrie, la Russie unique et indivisible ».

Sur le terrain, en dépit de

l'extraordinaire disproportion des forces, les unités russes semblent toujours incapables de progresser, à moins qu'elles n'appliquent la tactique d'« élimination » : dix jours par le général Gratchev, et qui consiste notamment à « démolir la population » et à « détruire les systèmes vitaux de la ville », avant de recourir à la dernière extrémité qui serait un assaut, vers la mi-janvier. Le ministre de la défense a, bien entendu, démenti ces propos, tirés d'un rapport présenté au conseil national de sécurité et publié par le quotidien Nezavisimnaïa Gazeta (le Monde du 30 décembre). Une action en justice a été intentée contre le journal, mais son directeur se dit absolument certain de l'authenticité du rapport.

Selon les correspondants de l'AFP sur place, une poignée de défenseurs tchétchènes continuent à tenir la colline Karpinski, que les Russes massés en contrebas auraient selon eux « peur » d'atta-

quer, se contentant de multiplier les raids d'aviation. Les avions russes s'acharnent aussi sur le village de Prigorodny, au sud-est de la capitale, où de nombreuses maisons ont été détruites, mais où l'antenne radio, apparemment visée, reste intacte. Les officiers russes s'étaient pourtant vantés de recourir désormais à des bombes guidées au laser, « qui excluent pratiquement toute victime civile ».

#### Le recours à l'astrologie

Dans le même esprit, Boris Eltsine a constitué une nouvelle « commission chargée de veiller au respect des droits constitutionnels et des libertés pendant le processus de rétablissement de la légalité » en Tchétchénie. Mais il a choisi pour responsable de cette commission un député communiste de la Douma, Valentin Kovalev, partisan déclaré de la guerre, qui exerce ses activités de « surveillance » depuis Moscou. Du coup, son homonyme, Sergueï Kovalev, nommé naguère par Boris Eltsine à la tête de la commission « présidentielle » des droits de l'homme, mais qui, lui, est resté volontairement à Grozny et dénonce sans relâche le choix de la violence, est rétrogradé au

### La situation des réfugiés en Ingouchie

#### « Je maudis la Russie... »

NAZRAN (Ingouchie)

de l'envoyé spécial de l'agence Reuters

La petite fille a éclaté en sanglots quand le Bonhomme Hiver, l'équivalent russe du Père Noël, a frappé le sol de son bâton lors de la fête du Nouvel An organisée, vendredi 30 décembre, pour les enfants de réfugiés tchétchènes à Nazran, capitale de l'Ingouchie voisine.

« Elle a peur du bruit après tout ce qu'elle a enduré », explique sa mère en guise d'excuses. Les enfants, réunis pour la fête, sont ici avec leurs parents depuis une dizaine de jours. La plupart ont fui Grozny et sont hébergés dans des familles ingouches, ethniquement proches des Tchétchènes. Au total, le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) évalue à cent mille le nombre de personnes déplacées par le conflit, tandis que les estimations russes parlent de 37 000. Selon le HCR, quatre-vingt cinq mille réfugiés se trouvent en Ingouchie et au Daghestan.

Parmi eux, environ deux cents réfugiés sont logés dans des wagons de chemin de fer derrière la gare principale de Nazran. Ils utilisent les sanitaires de



la gare et mangent des conserves presque évariées, fournies par le gouvernement ingouche. « Notre vie ici est vraiment misérable », raconte Lella Iounousova, mère de trois enfants, qui a fui une banlieue de Grozny le 20 décembre pour échapper à l'artillerie russe. « Je ne suis ni pour ni contre le président Doudaev, je suis pour mes enfants. Ce que je vois, c'est que nous sommes ici sans un sou, sans défense et sans maison. Je maudis la Russie pour cela ».

Ali Ibrahimov, un ancien combattant de soixante-seize ans, bardé de médailles, estime que Moscou a délibérément

essayé de faire partir les Tchétchènes pour anéantir leur nation. « S'ils avaient voulu prendre Grozny, ils auraient pu la faire en une journée avec toutes les forces qu'ils avaient concentrées autour, dit-il. Je suis un vieux soldat et je sais comment on prend les villes. Je pense que ce qu'ils veulent, c'est tuer la plus possible de Tchétchènes à Grozny et forcer les autres à partir ». Des centaines de milliers de Tchétchènes avaient été chassés de leur pays par Staline. La famille d'Ali Ibrahimov faisait partie des déportés.

OLEG CHTCHEDROV



## EUROPE

## ALLEMAGNE

## L'office de privatisation des entreprises d'Etat a cessé d'exister

Après avoir effectué, en un temps record mis au prix d'un endettement et de licenciements massifs, la privatisation des entreprises d'Etat situées dans la partie est de l'Allemagne, la Treuhänderanstalt vient d'être dissoute. « Nous nous étions fixés d'emblée comme objectif de devenir aussi vite que possible inutiles », a déclaré vendredi 30 décembre la présidente de l'office, Birgit Breuel, dans une ultime conférence de presse à Berlin destinée à présenter son rapport final d'activité.

Sur les 14 000 entreprises industrielles héritées de la RDA, 65 restent à vendre, ce qui représente 19 700 emplois. Plus de 80 % des

privatisations ont été effectuées entre 1990 et la mi-93. A titre d'exemple, la Pologne n'a privatisé à ce jour qu'un tiers de son économie.

Plusieurs gros dossiers industriels - complexe sidérurgique EKO Stahl à Eisenhüttenstadt, pétrochimie à Buna-Böhlen et celui du constructeur ferroviaire Deutsche Waggonbau - ont toutefois été réglés à la dernière minute.

L'office a en outre privatisé 25 000 entreprises de services (restaurants, magasins, hôtels...) ainsi que 41 000 biens immobiliers.

La Treuhänder ne disparaît pas toutefois dans un concert de louanges. Nombre de critiques ont

dénoncé le rythme effréné des privatisations, qui a conduit à des liquidations hâtives d'entreprises et à un démantèlement de pans entiers de l'industrie est-allemande. Sur 4 millions d'emplois au départ, 2,5 millions ont disparu dans les privatisations. L'office laisse en outre une dette de 270 milliards de marks (plus de 900 milliards de francs), entraînée par l'injection massive de capitaux dans les entreprises à privatiser et par d'importants dommages écologiques à réparer.

Plusieurs organismes prennent au 1<sup>er</sup> janvier 1995 le relais de la Treuhänder pour régler les dernières privatisations ou liquidations d'entreprises. (AFP)

## L'excellence « made in England »

Pour doper son économie, la Grande-Bretagne remet en valeur son industrie de luxe

## LONDRES

de notre correspondant

Entre Noël et le jour de l'An, Londres connaît la folle des soldes, qui culmine avec ceux du grand magasin Harrods. Les foules se pressent dans un centre-ville abondamment décoré tandis que le reste de la métropole semble déserté et que personne ne répond au téléphone dans les administrations et les entreprises. Les touristes étrangers ne sont pas les derniers à acheter anglais. Un organisme, le Walpole Committee, a entrepris de jouer sur l'attrait de ce qui est « british » auprès de ce public pour relancer l'exportation des produits de qualité.

Les Britanniques ont choisi le nom de Sir Robert Walpole pour symboliser leur campagne internationale en faveur de leurs productions d'excellence, car ce dernier était un premier ministre du XVIII<sup>e</sup> siècle connu pour avoir soutenu le commerce. Il est également célèbre pour la corruption qui régna à son époque. Ne dit-on pas qu'il connaissait le prix de chaque conscience à Westminster ?

## « Optimiste pour le siècle à venir »

Cette « excellence si unique, cet équilibre entre l'ancien et le nouveau dans le respect de la qualité », le Walpole Committee ne la limite pas à l'industrie de luxe puisque, à côté d'hôtels comme le Dorchester et le Savoy, de magasins de vêtements comme Simpson, du designer Mulberry, on trouve le Financial Times, British Airways, Land Rover, les banquiers Coutts, des producteurs de biscuits, de whisky et de gin. Soit, au total, trente membres et six associés, organismes culturels tels que le Victoria and Albert Museum, la Royal Academy of Arts, l'Opéra Royal ou le National Trust.

En tous cas, les touristes qui se bousculent lors des soldes dans les rayons de Simpson à Piccadilly, s'ils ignorent le patronage d'un homme d'Etat controversé, savent bien ce qu'ils sont venus chercher : un look, une mode, typique-

ment « british », ce style indémodable, une élégance longtemps réservée à la gent masculine que le marketing d'aujourd'hui veut propager encore mieux à travers le monde pour le plus grand profit de la balance commerciale de Sa Très Gracieuse Majesté. La maison mère, Daks, a vu, en dépit de la crise, son chiffre d'affaires augmenter au premier semestre de 1994 de 30,3 à 36,1 millions de livres par rapport à la même période en 1993 (1).

Daks est un exemple de ce que veut accomplir le Walpole Committee : pratiquement toute sa production est manufacturée en Grande-Bretagne, tandis que le lucratif marché d'Extrême-Orient est approvisionné par des fournisseurs sous licence. Employés britanniques, style britannique... Cette maison a fêté son centenaire en 1994. Son PDG, Jeremy Franks, président du Committee, se dit « optimiste pour le siècle à venir ». Le défi est de faire acheter quelque chose qui ait l'air bien anglais à des Français, des Américains ou des Japonais.

L'armurier Holland & Holland n'a pas eu de problème pour les fusils sur mesure qu'il fabrique depuis 1835, au rythme d'une centaine par an dans la halle de Londres. Soixante ouvriers, dont beaucoup de jeunes formés sur place, polissent, cisèlent, gravent des armes qui sont chacune un bijou de technologie et de tradition. Il faut compter entre deux ans et demi et quatre ans et demi de 50 000 à 70 000 livres, selon le modèle, gravure non comprise.

Avant de passer commande, en général d'une paire de fusils, une visite s'impose chez les instituteurs de tir qui mesurent la morphologie, l'allonge et la vision du tir, puis choisissent le modèle, du fusil simple à l'arme pour éléphante, dont chaque balle coûte 60 livres. Après une longue attente, le moment arrive d'essayer l'arme, en prenant tout son temps, sur le pas de tir de Holland & Holland. La maison se charge de réparer les fusils, même centenaires, remplaçant à l'identique des pièces réapprovisionnées à la main.

Au cœur de Covent Garden, la petite boutique de Penhaligon a une autre allure. Il y a cent vingt-cinq ans, un barbier de St-James, piètre coiffeur mais bon parfumeur, inventa des senteurs pour gentleman dont certaines, comme *Bienheim Bouquet*, font encore la gloire de la maison. Après des heures de gloire et de décadence, elle dut au cinéaste Zeffirelli, qui appréciait son eau de Cologne, un nouveau démarrage. Aujourd'hui, on jurerait que la toute nouvelle échoppe est centenaire...

## Entre des mains étrangères

A quelques pas de là, le Savoy - l'hôtel qui fut dirigé par César Ritz avec Escoffier aux fourneaux - a gardé son kitsch d'antan. Ouvert en 1899 par l'impresario Richard D'Oilly Carte pour les spectateurs de son théâtre, il lui doit ses salons à boiserie nommés d'après les opérettes de Gilbert et Sullivan. Comme la Pinatone Room où Churchill, ulcéré d'avoir été refusé dans un club prestigieux, aurait fondé « The Other Club » (l'autre club) en 1911. Ce salon est aussi célèbre pour son chat en ébène, Casper. Chaque fois que les convives sont treize à table, Casper est descendu de son piédestal et assis sur une chaise, pour conjurer le sort. Un maître d'hôtel lui apporte alors cérémonieusement un verre de lait après qu'un garçon lui a noué une serviette autour du cou. Tradition oblige.

Mais, malgré cette tradition, plusieurs de ces fleurons du luxe britannique sont passés en des mains étrangères : Daks a été racheté par son porteur japonais, le Dorchester, avec ses cent cuisiniers, par le sultan de Brunei, Holland & Holland par Chanel, Penhaligon appartient à un groupe de commerce américain... Qu'importe, tant que le client croit emporter avec lui un morceau d'Angleterre !

PATRICE DE BEER

(1) Une livre sterling vaut environ 8,30 F.

**BULGARIE :** le nouveau Parlement se réunira le 12 janvier. Le président Jeliov Jeleu a annoncé, jeudi 29 décembre, que la session inaugurale du Parlement issu des élections du 18 décembre, remportées par le Parti socialiste (PSB, ex-communiste), aura lieu le 12 janvier. Après cette réunion, le chef de l'Etat devrait charger le PSB de former un nouveau gouvernement. Par ailleurs, l'ancien ministre des finances, Ivan Kostov, a été élu, jeudi, président de l'Union des forces démocratiques (UFD), le principal mouvement d'opposition anticommuniste, qui a essuyé un revers aux élections. (AFP)

**ESPAGNE :** le ministre de la justice et de l'intérieur s'explique devant une commission parlementaire. Le ministre de la justice et de l'intérieur, Juan Alberto Belloch, s'est efforcé, vendredi 30 décembre, de prouver la bonne

foi du gouvernement socialiste espagnol dans l'affaire du GAL, en assurant que l'exécutif collaborait « activement » avec la justice. M. Belloch comparait devant la commission de la justice et de l'intérieur de la Chambre des députés pour s'expliquer sur les Groupes antiterroristes de libération, tenus pour responsables, de 24 assassinats, entre 1983 et 1987, dans les milieux proches de l'organisation séparatiste basque ETA (le Monde du 31 décembre). (AFP)

**TURQUIE :** l'explosion d'une bombe fait un mort et deux blessés dans le centre d'Istanbul. Une personne a été tuée et deux autres blessées dans l'explosion d'une bombe vendredi 30 décembre à l'hôtel Marmara, sur la rive européenne d'Istanbul. L'attentat s'est produit alors que le Front islamique des combattants du Grand Orient (IBDA-C), un groupuscule armé islamiste,

venait d'annoncer des actions violentes à l'occasion des fêtes de Nouvel An. IBDA-C a déjà revendiqué un attentat à la bombe qui a fait un blessé jeudi 29 décembre à Istanbul dans un centre commercial. (AFP)

**UKRAINE :** la distribution des bons de privatisation doit commencer le 2 janvier. Les bons de privatisation doivent être distribués à la population dans cinq régions de l'Ukraine (Jitomir, Zaporozhje, Kiev, Kirovograd et Khmelinski) à partir du 2 janvier, rapporte, vendredi 30 décembre, l'agence Interfax. La distribution dans les autres régions du pays débutera le 1<sup>er</sup> février. Lors de la présentation de son programme de réformes économiques en octobre, le président Leonid Kouchma prévoyait la privatisation de toutes les petites entreprises en 1995 et celle des moyennes et des grandes dans les trois ans à venir. (AFP)

## AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS

## Un militant anti-avortement tue deux femmes dans deux cliniques du Massachusetts

D'importantes forces de police appuyées par des hélicoptères mènent, depuis vendredi 30 décembre, une vaste chasse à l'homme dans la région de Boston (Massachusetts) pour retrouver le tueur qui a ouvert le feu dans deux cliniques pratiquant des avortements, tuant deux femmes et blessant cinq autres personnes.

Un homme vêtu de noir, âgé d'une trentaine d'années selon des témoins et armé d'un fusil à pompe, a d'abord fait irruption dans une clinique du planning familial, Planned Parenthood Clinic, tirant sur les personnes à l'intérieur du bâtiment. Une réceptionniste de vingt-cinq ans a été tuée sur le coup, un vigile et deux patients ont été blessés.

Quelques minutes plus tard, une autre fusillade a éclaté dans une clinique voisine, Preterm Health Services, située dans la même rue. Là encore, un homme est entré avec un sac noir d'où il a extrait un fusil. Après s'être assuré qu'il se trouvait bien à la clinique Preterm, l'individu a ouvert le feu, blessant grièvement trois personnes. Une femme, atteinte de cinq balles, a succombé à ses blessures après son admission dans un

bâtiment de la ville. Des habitants de Brookline, choqués par la nouvelle, se sont rassemblés vendredi soir près des deux cliniques, bousillant à la main, pour une veillée.

Ces attaques ont provoqué l'indignation des milieux politiques et des mouvements de défense du droit à l'interruption de grossesse. Condamnant ces actes qu'il a qualifiés de « terrorisme intérieur », le président Bill Clinton a chargé l'attorney général (l'équivalent du ministre de la Justice) et le directeur du FBI de mener l'enquête.

## Opérations de commando

L'attorney général, Janet Reno, a dénoncé de son côté l'aggravation de « l'épidémie » de violence aux États-Unis et qualifié l'agression de vendredi de « tragédie insensée et horrible ». Les partisans du droit à l'avortement ont condamné de façon unanime ces actes de violence, et reproché au gouvernement de n'avoir pas pris de mesures suffisantes pour protéger les cliniques. Cependant, le président Clinton avait signé en 1993 une loi permettant de faire appel aux forces de l'ordre pour

assurer le libre accès à ces établissements et M<sup>re</sup> Reno avait demandé à la police fédérale de protéger certaines cliniques (le Monde du 4 août 1994).

Attaques au cocktail Molotov, manifestations violentes, campagne d'intimidation contre les médecins, tabassages : cela fait deux ans que les opposants les plus violents à l'avortement - parmi lesquels souvent des groupes de chrétiens traditionnalistes - multiplient les opérations de commando contre les cliniques et les centres médicaux pratiquant l'avortement.

Depuis mars 1993, une demi-douzaine de personnes ont ainsi été tuées dans des cliniques où l'interruption volontaire de grossesse est pratiquée. Le 29 juillet, un médecin pratiquant des avortements et son garde du corps avaient été assassinés devant un établissement de Pensacola (Floride). Le meurtrier, Paul Hill, 40 ans, un ancien prêtre opposé à l'avortement, a été condamné à mort le 6 décembre. En 1993, un praticien avait été tué devant une autre clinique de Pensacola et un autre médecin dans une clinique de Wichita, dans le Kansas. (AFP, Reuters)

## Pérou : le difficile retour des « déplacés »

Suite de la première page

Aux abords de la capitale, les « déplacés » fondent successivement, dans le sable du désert, des tentes, puis des huttes, des étonnantes bidonvilles de paillis devenus des villes de briques. Malgré les multiples et brutales perquisitions nocturnes de l'armée et les menaces du Sentier lumineux, les réfugiés ont refait leur vie. Leurs enfants sont totalement intégrés.

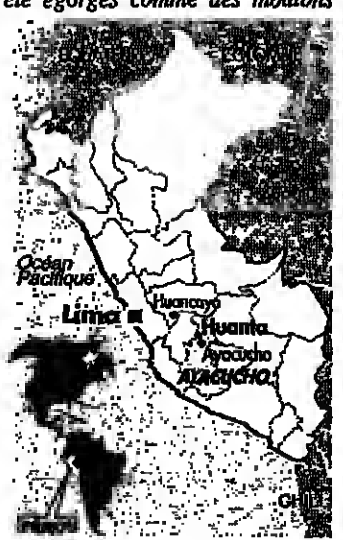
« Les deux tiers des réfugiés reviennent de retourner chez eux », explique Teófilo Orozco, président du Conseil des familles déplacées de Lima, tel, ils se sentent déracinés. « Il n'y a pas de travail, et encore moins pour les Ayacucho, considérés comme des terroristes. Mais personne ne veut recommencer à zéro une seconde fois. » Le retour au pays pose d'énormes problèmes car les « sentéristes » ont appliqué la stratégie de la terre brûlée. Dans leur retraite, ils ont pillé, dynamité, incendié tout ce qui était sur leur passage.

## Investir contre la misère

« On nous fait du chantage, assure Teófilo Orozco. Si on ne retourne pas sur nos terres, celles-ci seront déclarées abandonnées et l'Etat pourra en disposer, aux termes de la nouvelle Constitution. L'intention est de les distribuer aux ronderos, les membres des comités d'autodéfense. De tous côtés, on nous tient pour des traitres parce qu'on s'est enfui. Ceux qui sont restés veulent faire valoir leurs droits parce qu'ils ont risqué leur vie. »

Donna Juana est de ceux qui ont tenu bon à Huanta. « Ça a été très dur à partir de janvier 1983, dit-elle. On était pris entre deux feux : entre le Sentier lumineux qui exigeait notre coopération et les soldats qui nous traitaient de collabos. Beaucoup d'innocents sont

morts. En 1984, les militaires ont formé des équipes pour les ronderos. On manipulait des armes à feu fautes de repaires. Après ils nous ont distribué des Winchester. Aujourd'hui, deux cent quatre-vingt-cinq familles de « déplacés » sont devenues ses voisins et Donna Juana a été élue présidente de cette communauté baptisée Nuevo Jerusalem. « La plupart d'entre eux ont débarqué sans aucun bagage. Au départ, tous dormaient dans une même pièce du local communal. Ils étaient traumatisés. Leurs parents avaient été égorgés comme des moutons ».



sous leurs yeux. Ceux d'Uchuracay n'osaient même pas dire d'où ils venaient tant ils avaient peur. Maintenant, ils ont tous une bicoque. Ils ont appris un peu d'espagnol. Les hommes travaillent comme débardeurs ou hommes à tout faire. Ils gagnent dix francs par jour. Ce n'est pas suffisant pour entretenir une famille mais le gouvernement distribue des aliments, l'Eglise aussi. »

A Ayacucho, dans la capitale départementale, soixante mille « déplacés » se sont entassés dans trente-cinq quartiers situés à la

périphérie. Seul Covadonga, une missionnaire dominicaine, s'occupe de 1 200 familles : « Nous leur avons appris à se défendre, explique la religieuse. Au début, terrorisés, ils n'ouvraient pas la bouche, ils ne levaient pas les yeux. Nous n'avons pas reçu un sou de l'Etat et deux mille familles vivent exposées aux intempéries. »

L'Etat semble pourtant omnipotent. D'énormes pancartes saluent les œuvres de la présidence de la République aux abords de chaque quartier, dans chaque hameau. Mais plus que de la « propagande » (le président Fujimori est candidat à un second mandat à l'élection d'avril 1995), les réfugiés réclament « des investissements productifs pour que cesse la misère ».

« La guerre est-elle vraiment terminée ? », se demandent-ils aussi. A l'entrée des hameaux, les ronderos armés de leur Winchester ont établi des barrages. Pour les franchir, il faut montrer ses papiers, indiquer le motif de sa visite. A Llamocachi, au nord-ouest d'Ayacucho, le comité de réception, armé jusqu'aux dents, est passablement éméché. Un jeune a deux grenades accrochées à son ceinturon. D'où sortent-ils ces armes de guerre ? « Nous les avons achetées », répond le responsable de la communauté. « Ce sont d'anciens membres du Sentier qui ont changé de camp avec armes et bagages », commente un ingénieur agronome.

La militarisation des ronderos pose un grave problème. Les ronderos sont pas toujours les « meilleurs défenseurs de la démocratie et de la paix », comme le proclame à tout vent le président Fujimori. Il est vrai qu'ils ont mis en déroute le Sentier lumineux dans les campagnes, alors que ni la police ni l'armée n'y étaient parvenues, « parce qu'ils ne pouvaient pas identifier l'ennemi », explique Susana Mendoza, le chef des ronderos d'Ayacucho. Mais ils ont commis des abus. Une cinquantaine d'entre eux sont en prison à Ayacucho parce qu'ils volaient, tuaient, tuaient. Des centaines d'autres n'ont pas été inculpés.

La situation la plus préoccupante est celle de la vallée de l'Apurimac, là où les comités d'autodéfense se sont alliés avec les trafiquants de drogue.

NICOLE BONNET

**GRAND JEU**  
« LA COURSE AUTOUR DU MONDE »  
**GAGNEZ**  
**UN TOUR DU MONDE**  
avec Jet Tours  
**Tél. : 36-68-70-20**



INTERNATIONAL

AFRIQUE

ALGÉRIE

# Les islamistes affirment que « la guerre contre la France est devenue un devoir légal »

L'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'extrême droite islamiste (FIS), affirme, dans son bulletin *El Feth El Mouline* (« La victoire éminente ») daté du vendredi 30 décembre et portant le numéro 30, que « la guerre contre la France est devenue un devoir légal », selon la loi islamique (charia). Elle précise que cette guerre est devenue « une obligation » après le récent détournement d'un Airbus d'Air France, qui a « montré clairement la collaboration » des pouvoirs algériens et français.

« La notion algérienne est aujourd'hui directement en conflit avec la France et avec tous ceux

qui l'aident parmi les juifs et les chrétiens dans le monde », assure l'AIS. Et d'ajouter qu'elle allait « rendre aux injustes coup pour coup pour venger les croyants ».

D'autre part, plusieurs centaines de personnes ont assisté, vendredi à Cherbourg, dans le Maine-et-Loire, aux obèques de Yannick Beugnot, le cuisinier de l'ambassade de France à Alger, qui a été assassiné, dimanche 25 décembre, lors de la prise d'otages des passagers de l'Airbus d'Air France. L'ancien ministre des affaires étrangères Roland Dumas, l'ancien ambassadeur de France en Algérie Bernard Kessedjian, le secrétaire général du Quai d'Orsay Bertrand Dufourcq

et le préfet du Maine-et-Loire Bernard Boucault représentaient l'Etat et le gouvernement à cette cérémonie.

## « Aimer à tort et à travers »

« Ne jugeons pas tous les musulmans sur de tels actes », a affirmé avec force, dans son bulletin, l'abbé Jo Bréberet, vicaire épiscopal à Cholet. Condamnant sans appel la « violence démentie », il a souhaité « avec les hommes de bonne volonté de tous les pays on cherche à comprendre pourquoi et comment on peut arriver à de tels actes ». « Il faut agir, a-t-il ajouté,

pour que le terrain miné sur lequel poussent la haine et le fanatisme soit remplacé par un terrain où poussent la justice, le dialogue et le respect ».

La veuve de Yannick Beugnot avait choisi de faire lire un texte de l'auteur-compositeur Jules Beaucarne, écrit par le chanteur ou l'enseignant de l'assassinat de sa femme par un déséquilibre. « Je pense de toutes mes forces qu'il faut s'aimer à tort et à travers », dit simplement ce texte. A la fin de la messe, M. Dufourcq a élevé la victime au rang de chevalier de la Légion d'honneur. « Yannick, a-t-il dit, est un de ces hommes qui sont le meilleur de la France à l'étranger ».

# Air Inter confirme que l'un de ses appareils s'est posé à Alger pendant la prise d'otages

Air Inter a confirmé, vendredi 30 décembre, que l'un de ses avions s'est posé à Alger peu de temps après que les pirates de l'air se soient emparés de l'Airbus A 300, samedi 24 décembre. Le vol IT 4210 Marseille-Alger s'est posé à Alger à 11 h 45 heures locales. Le commandant de bord, prévenu dès son arrivée par Air France de la prise d'otages en cours, a décidé de débarquer les passagers et de repartir aussitôt sans décharger les soutes ni embarquer les passagers au départ d'Alger (le Monde du samedi 31 décembre). Le décollage a eu lieu à 12 heures locales, précise Air Inter. La compagnie a, aussi,

confirmé que le mécanicien au sol de l'Airbus A300 d'Air France, qui avait pu s'enfuir, est bien reparti sur ce vol. « L'avion d'Air Inter n'a été menacé à aucun moment », selon la compagnie.

Les syndicats de pilotes et de stewards restent opposés à toute reprise des vols en l'état actuel des choses et réclament une procédure de réquisition des équipages. Le principal syndicat de pilotes de ligne français, le SNPL, s'est « élevé avec vigueur contre la décision » de la Direction générale de l'Aviation civile d'autoriser, jeudi 29 décembre, un vol commercial à destination de Hassi-Messoudj, en Algérie.

Dans un communiqué diffusé

vendredi, le SNPL a estimé « incohérent d'avoir dérogé à la décision officielle du ministère des Transports de suspendre tous les vols à destination de l'Algérie, trois jours seulement après le détournement de la prise d'otages ».

Par ailleurs, le SNPL (principal syndicat d'hôtesses et stewards), a affirmé, le même jour, que « ce vol n'était ni occasionnel ni privé, comme cela a été indiqué officiellement », mais qu'il s'agissait « d'une liaison régulière hebdomadaire, à destination des plateformes pétrolières d'Hassi-Messoudj, assurée en alternance par Air France et sa filiale Air Charter ».

## Le ministère de l'intérieur appelle les forces de police à une « vigilance particulière »

Après la prise en otage des passagers d'un Airbus d'Air France, on indiquait, samedi 31 décembre, au ministère de l'intérieur, que l'ensemble des forces de police ont été appelées à une « vigilance particulière ».

Comme dans toutes les périodes « sensibles », un certain nombre de mesures ont été prises : renforcement des effectifs de la police de l'air et des frontières ; vigilance particulière concernant les fouilles de bagages et de passagers ; renforcement des contrôles d'identité.

# Près de 50 % des candidats noirs ont obtenu leur baccalauréat

JOHANNESBURG

de notre correspondant  
Eté austral oblige, c'est en novembre que les lycéens passent leur baccalauréat, juste avant les grandes vacances de décembre-janvier. Comme les années précédentes, la presse a accordé une large place aux résultats. Des journaux ont publié les photos et les performances des meilleurs candidats.

Quelque 500 000 élèves se présentaient, cette année, au baccalauréat. Les résultats sont très inégaux selon l'origine raciale des candidats. Alors que le taux de réussite des élèves blancs s'élève à plus de 95 %, il est de 92,5 % pour les Indiens et 87,5 % pour les Métis, il n'atteint que 48,5 % chez les lycéens noirs, qui forment le gros des candidats : 80 %. Ce résultat médiocre est cependant en hausse de 10,2 % par rapport à 1993.

ANGOLA : libération des trois Polonais enlevés au Cabinda. - Le FLEC-rénové, une des factions du Front de libération de l'enclave de Cabinda, a libéré, jeudi 29 décembre, les trois Polonais enlevés, un mois plus tôt, par ses maquisards (le Monde du 5 décembre). Lors d'une conférence de presse réunie à Brazzaville, le représentant du FLEC-rénové au Congo a affirmé que les trois hommes ont été libérés sains et saufs, jeudi, dans le sud de l'enclave, grâce aux bons offices de l'évêque de Cabinda. - (AFP)

CÔTE-D'IVOIRE : Interpol ouvre un bureau régional à Abidjan. - L'Organisation internationale de police criminelle (OIPC-Interpol) a ouvert, vendredi 30 décembre, à Abidjan, son premier bureau régional africain, qui sera chargé de renforcer la lutte contre la criminalité dans vingt-six pays d'Afrique occidentale et centrale. Initialement prévu à Lagos au Nigeria, ce bureau régional a finalement été installé en Côte-d'Ivoire en raison d'une meilleure qualité du réseau

L'amélioration du « millésime 1994 » doit beaucoup au nouveau climat politique, né, en avril, de l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la République. 1994 a été marquée par un ralentissement de la contestation scolaire et par un taux de fréquentation des cours plus élevé.

## M. Mandela : des résultats « décevants »

Dans son allocution de fin d'année, M. Mandela a estimé « décevants » les derniers résultats du bac. Il a insisté sur la nécessité de « rétablir une culture de l'étude et de l'enseignement », demandant aux élèves de « reprendre le chemin de l'école » et d'y améliorer leurs résultats. Au cours d'une récente tournée en province, le vice-président Frederik De Klerk a tenu le même langage.

GEORGES MARION

de télécommunications. - (AFP)

SIERRA-LEONE : vingt-six rebelles ont été tués dans le sud-est du pays. - Vingt-six maquisards ont été tués, mercredi 28 décembre, lors d'une attaque lancée par les rebelles contre la ville de Kenema, située à 240 kilomètres au sud-est de Freetown, selon des journalistes locaux. Cette attaque est la troisième lancée en moins d'une semaine contre cet important centre industriel. Selon d'autres sources citées par l'AFP, les combats auraient fait au moins soixante-dix morts. Par ailleurs, une centaine de civils se sont noyés en tentant de fuir une attaque lancée en cours du week-end contre un camp de personnes déplacées à Gondama, à 170 kilomètres au sud-est de Freetown. - (AFP)

SOMALIE : le CICR et l'ONU ont rendu visite au jeune Français kidnappé à Mogadiscio. - Des représentants de l'Organisation des Nations unies en Somalie (ONUSOM) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont

# Le vote de la loi de finances a mis en lumière le malaise social et politique

RABAT

correspondance  
« C'est un budget de capitulation dans la mesure où l'Etat n'assume plus ses responsabilités économiques et demande au secteur privé de prendre en charge le développement du pays ». Ces fortes paroles de Fathallah Oualalou, président du groupe parlementaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), montrent à quel point l'opposition parlementaire a mal accepté la loi de finances pour 1995 adoptée par 133 voix contre 106.

L'USFP, comme ses alliés, notamment le parti de l'Istiqlal, ont critiqué le « caractère antisocial » du budget. Il est vrai que les dépenses diminuent de plus de 1,6 milliard de dirhams (960 millions de francs) par rapport à l'exercice précédent. C'est ainsi que les embauches de fonctionnaires seront limitées à 12 500 en 1995 au lieu du double en 1994. Les dépenses d'investissement baissent, quant à

elles, de près de 20 % alors que près de 30 % des dépenses seront affectées au service de la dette.

Les recettes sont également en baisse. Il est vrai que les recettes tirées des privatisations sont moins importantes que prévu, que les transferts des travailleurs immigrés commencent à diminuer et que le tourisme, en dépit des efforts du gouvernement, stagne.

Le président du groupe parlementaire du parti de l'Istiqlal, M'Hamed Khalifa, a déploré qu'il n'y ait pas de « projets nouveaux susceptibles d'avoir quelque impact sur l'activité économique ». La Confédération démocratique du travail (CDT), très puissante dans la fonction publique, a jugé que la loi de finances était dépourvue de « toute vision stratégique ». Quant aux patrons affiliés à la CGEM, ils ont notamment estimé que le faible niveau des investissements publics n'encourageait pas la relance.

Partis d'opposition et syndicats sont unanimes aussi pour réclamer une « véritable alternance », seule capable de sortir le pays de « l'impasse » dans laquelle il se trouve. Entamées, fin octobre, après que Hassan II eût proposé de choisir le premier ministre dans les rangs de l'opposition, les consultations pour un gouvernement de coalition périclitent.

MOUNA EL BANNA

Appel à la libération du dirigeant islamiste chaïkh Yassine. - Le mouvement islamiste Justice et Bienfaisance (Al Adl wal Ihsane) a réclamé, vendredi 30 décembre, dans un communiqué, la libération de son chef, cheïkh Abdessalam Yassine, en résidence surveillée depuis le 29 décembre 1989, à son domicile de Salé, près de Rabat. Cette détention, écrit-il, « est illégale (...) ». Les autorités marocaines, qui se qualifient de démocrates modernes sont prises au piège car elles violent les principes élémentaires de la démocratie ». Ce mouvement a été déclaré hors la loi en janvier 1990 et six des plus proches conseillers du cheïkh ont été emprisonnés pendant deux ans pour appartenance à une organisation illégale. - (Reuters)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

# Echauffourées sur la « colline de la colère »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il aura fallu recourir aux parachutistes de l'unité la plus prestigieuse de l'armée de terre pour refouler, vendredi 30 décembre, les villageois palestiniens d'El Khader. Les « bérets rouges » ont joué de la matraque et de la crosse de fusil. Les habitants, qui revendiquent la propriété de la « colline de la colère » sur laquelle les colons de l'implantation voisine d'Efrat ont commencé à édifier un nouveau quartier, ont été contraints de reculer après avoir laissé onze blessés sur la « chemise de bataille ». Six soldats ont été touchés par des jets de pierres.

Tout a commencé par la décalon du commandant de la région militaire centre, notifiée par écrit aux villageois d'El Khader, de décaler la section « zone militaire fermée », « en vertu de quoi, tout rassemblement sur la colline ou dans ses environs est formellement interdit ». Constant leur impuissance à faire cesser la ronde des bulldozers et des marteaux-piqueurs à l'œuvre depuis une semaine, les habitants décidaient de passer outre et de manifester leur colère.

Encouragés par des appels diffusés par haut-parleur les invitant à ne pas céder et à continuer de défendre la terre pour la paix, un groupe de manifestants a commencé à lancer des cailloux sur les soldats qui leur barraient l'accès à la colline. « Ce sont des activistes du Hamas qui ont ouvert les hostilités », a affirmé un officier de police tandis qu'un conseiller de Yasser Arafat dénonçait les provocations des militaires. « Nous ne demandons qu'à manifester dans le calme, a-t-il lancé, et c'est vous qui usez de la violence contre des femmes et des jeunes qui luttent pour leur terre ». Vingt-neuf personnes seront interpellées et le couvre-feu sera imposé sur le village.

Très mécontent, le mouvement anti-annexionniste « La paix maintenant », s'est pourvu, vendredi, devant la Cour suprême afin d'obtenir l'autorisation de manifester en toute légalité sur la colline. Les trois juges n'ont pas tranché mais ont demandé à l'armée de s'expli-

quer sur les motifs de son refus de permettre des rassemblements près d'El Khader.

Les images de ces heurts ont défilé à la majorité des ministères du gouvernement qui considèrent cette affaire « comme superflue et compromettante » pour la bonne marche du processus de paix. Certains ont été jusqu'à exprimer des doutes quant à la bonne foi d'El Khader, le premier ministre, qui, à les en croire, joue un « double jeu ». Le ministre des arts et de la culture, M<sup>me</sup> Shoulami Aloni, chef de file du parti de gauche Meretz, a appelé, à la télévision, à « cesser sur-le-champ tous les travaux de terrassement ».

« Notre gouvernement, a-t-elle ajouté, s'est engagé à cesser la construction dans les territoires que nous occupons par la force des baïonnettes ; nous devons être cohérents avec notre propre politique ».

## Une question de principe

Les colons prévoient déjà le pire et se préparent activement à l'éventualité que Yasser Arafat obtienne gain de cause auprès de M. Rabin. Le chef de l'OLP a déclaré, vendredi, à l'université El Azhar de Gaza, que la bataille contre la colonisation arabe « longue, dangereuse et dure ». « Les règles du jeu changeront si le gouvernement décide d'interrompre les travaux », a menacé un porte-parole du conseil des localités juives de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, laissant entendre qu'à leur tour, les colons se livreraient à de violentes manifestations.

Comme les Palestiniens, le droit tente, de plus en plus ouvertement, de faire de cette affaire une question de principe. « Le problème, ce n'est pas l'édification d'un nouveau quartier à Efrat, c'est le fait que les Palestiniens continuent de lutter pour libérer le dernier grain de sable de la Palestine », estime Dan Méridor, ancien ministre de la justice. Pour ce jeune loup de la droite nationaliste, le doute n'est pas permis. « Si Rabin cède aux jets de pierres des Palestiniens, alors nous revendiquons à nos devoirs à décembre 1997 lorsque l'infidèle éclate ». - (Itarim.)

# La recherche d'un accord de paix entre Jérusalem et Damas

## Les négociateurs israélien et syrien ont rencontré le président Clinton

Depuis six mois, Israël et la Syrie ont organisé secrètement des tête-à-tête à haut niveau, à Washington, sous l'égide des Etats-Unis, a révélé, samedi 31 décembre, le *New York Times*. Ces conversations ont abouti, la semaine dernière, à des rencontres semi-publiques, toujours dans la capitale américaine, entre les chefs d'état-major des armées israélienne et syrienne, les généraux

Ehoud Barak et Hikmat Chehab (le Monde du 27 décembre).

Le quotidien new-yorkais a, d'autre part, précisé que ces rencontres entre chefs militaires des deux pays ont été couronnées par une réunion secrète de 40 minutes, à la Maison Blanche, avec le président Bill Clinton. Celui-ci aurait insisté sur l'importance qu'il accordait aux négociations israélo-syriennes et sur l'urgence qu'il y avait à conclure un accord de paix.

ASIE

BANGLADESH

# Le premier ministre cède à une exigence de l'opposition

Alors que le Bangladesh était paralysé par une nouvelle grève générale, le premier ministre, M<sup>me</sup> Khaleda Zia, chef du Parti nationaliste (BNP, droite modérée), a annoncé, jeudi 29 décembre, qu'elle acceptait une exigence formulée depuis près d'un an, avec une vigueur croissante, par l'opposition : son gouvernement démissionnera trente jours avant la tenue des élections (prévues pour le début de 1996), laissant le soin de veiller sur leur régularité à « un gouvernement provisoire politiquement neutre », présidé par l'actuel chef de l'Etat, M. Bivas - dont l'élection a été soutenue par le BNP. M<sup>me</sup> Zia n'a, toutefois, pas accédé à une autre demande impérieuse de ses adversaires : sa démission immédiate, suivie d'élections. L'opposition, forte de 151 députés sur 330, accuse le gouvernement de fraude électorale et de mauvaise gestion.

Mercredi, les députés de l'opposition avaient présenté en bloc leur démission, après avoir boycotté

durant neuf mois le travail législatif. Ils s'étaient rendus au Parlement sous la conduite de M<sup>me</sup> Sheikh Hasina, chef de la Ligue Awami (populiste de gauche), principale formation de l'opposition. Aux côtés de la Ligue, le Jatiya parti de l'ex-dictateur le général Mohammed Ershad, et le Jamaat (fondamentaliste musulman), ont organisé, jeudi 29 décembre, des défilés dans les principales artères de la capitale, Dhaka. L'arrêt des activités a également été bien observé dans le grand port du pays, Chittagong, ainsi que dans les autres grandes villes : Khulna et Rajshahi. Le premier ministre avait, jusqu'alors, refusé de céder à l'opposition, alléguant que ses exigences étaient anticostitucionnelles. M<sup>me</sup> Zia a invité ses adversaires à revenir sur leur démission. Mais ceux-ci ont rejeté, vendredi 30 décembre, cette proposition, dans laquelle ils voient une manœuvre dilatoire. Un arrêt des activités est à nouveau prévu pour lundi 2 janvier. - (AFP)

## Les derniers vœux de François Mitterrand

Suite de la première page

Il n'est plus question de « reprise ». La cuvée 1983 des vœux présidentiels confirmera que les socialistes ont cessé de rêver. Est-ce la dureté des temps ? M. Mitterrand, voyant s'effiloche l'espoir de « changer la vie », préfère-t-il désormais s'en tenir à une certaine sobriété ? Ces vœux sont beaucoup plus ramassés que ceux des deux premières années. De nouveau, le président ouvre son allocution sur les difficultés économiques, après un bref hommage aux soldats tombés au Liban, lors de l'attentat du *Drakkar*, en octobre. Pour la première fois, « le nécessaire allègement des impôts et des charges », promis pour 1985, apparaît dans les vœux présidentiels, assorti du rappel — en quelques phrases seulement, comme si M. Mitterrand sentait qu'il ne parviendrait pas à convaincre — qu'« une politique sociale de solidarité et de dialogue » doit inspirer et accompagner la politique économique. Pour la première fois encore, ses propos sont consacrés, pour un plus de la moitié, aux questions internationales : Liban, Tchad, débat sur les euromissiles, Europe.

### Les accents d'un « père de la nation »

1984. Année terrible, anéantie pour la gauche, avec la tempête de l'école privée, qui a failli la balayer. M. Mitterrand a dû remplacer le fidèle Pierre Mauroy. Il a, lui-même, battu des records d'impopularité. Un extra-

terrestre qui se planterait, ce soir-là, devant un poste de télévision, devinerait sans peine que la France sort d'une crise grave. Plus question d'une défense et illustration de la politique du gouvernement : pour la première fois, M. Mitterrand a les accents d'un « père de la nation », plus que d'un président socialiste. Ses vœux ont son caractère d'une longue exhortation à l'unité nationale. Pour la première fois encore, M. Mitterrand salue la « France qui gogne » : la formule restera fameuse, elle symbolisera, plus tard, le « virage » — l'erreur stratégique, pensent aujourd'hui bien des socialistes — d'un PS qui oublie ses racines, porte au pinacle l'entreprise et ses golden boys.

Grâce à « l'effet Fabius » — malgré la calamiteuse affaire Greenpeace — 1985 sera moins difficile que 1984. M. Mitterrand retrouve tout son mordant, même avec la retenue que lui impose sa fonction. Ses vœux sont des vœux de combat : les élections législatives ont lieu dans moins de trois mois, il est redevenu un président qui fait pratiquement campagne pour son camp et confirme sa ferme intention de rester en fonction, quel que soit le résultat des élections. Les questions internationales sont à peine évoquées.

31 décembre 1986 : le combat électoral a été perdu, un autre est entamé : celui, plus ou moins furtif, que livre M. Mitterrand à son premier ministre, Jacques Chirac. Belle occasion de renouveler son souhait d'unité, d'autant que la flambée d'attentats terroristes de la fin 1986 donne toute sa réalité à cette exigence. Mais le président saisit aussi l'instant pour donner

son mode d'emploi personnel de la cohabitation. Suit un appel lancé à la cantonade, afin que chacun fasse prévaloir la « paix sociale ». L'allusion aux conflits sociaux qui compliquent la vie du gouvernement de M. Chirac est plus que transparente : c'est bien entendu de ce côté que le président décèle un maquis de « divisions ».

L'année suivante est particulière : au 31 décembre 1987, la France ne sait toujours pas quels sont les desseins de M. Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1988. Histoire, peut-être, de renouveler le genre, son message s'ouvre, par un appel, « ooo plus à l'unité », mais à la « fraternité » des Français. Pour le reste, il se garde bien de livrer ses intentions, se contentant d'inviter ses concitoyens à « réfléchir » aux rendez-vous de 1988, dont l'élection présidentielle. Mais après une élogieuse ode à la « jeunesse », à la « culture », à la « formation », M. Mitterrand se borne à préciser que, dans les mois à venir, la « confiance » des Français l'« aidera ».

### Plaidoyer européen

Un an plus tard, c'est fait : il a demandé et obtenu cette « confiance ». Mais la roue de l'Histoire a tourné et François Mitterrand l'Européen s'est affirmé. En 1981, la référence tenait en une ligne : « Donner à la Communauté Européenne des dix une volonté politique ». Huit ans plus tard, M. Mitterrand présente ses vœux depuis Strasbourg — cette « délocalisation » restera une exception — et son plaidoyer européen occupe presque le tiers de son discours. Quant à l'actualité de l'Hexagone, ces vœux-là sont subtilement politiques. Le bicentenaire de la Révolution fournit le prétexte à un long déve-

loppement sur la nécessité de ne pas oublier « l'exclus » et « l'obscur-pour-compte ». Dans l'atmosphère singulière qui régit les rapports du président et du premier ministre, il est clair que Michel Rocard est le premier destinataire du message.

Avec l'année 1990, une nouvelle décennie s'ouvre, au moment où le bloc de l'Est s'effondre : le président consacre l'essentiel de son message du 31 décembre 1989 aux relations internationales, pour saluer la libération de peuples qu'il souhaite voir intégrés, au cours des « années 90 », dans une « configuration » européenne. Fin 1990, l'actualité internationale domine toujours, mais l'espoir a cédé la place à une sourde inquiétude : les vœux du président se doublent d'un message aux soldats français qui servent dans le Golfe et vont participer à l'offensive alliée contre l'Irak.

Sur le plan intérieur, pour la première fois, le président évoque indirectement le problème de la corruption, en souhaitant « un climat moral assaini pour mobiliser l'énergie collective ». Plus d'hommage à la « France qui gogne », mais l'affirmation que « nous avons besoin de l'Etat et de son autorité pour contenir les intérêts particuliers ».

1991, encore une année difficile : si la guerre du Golfe a été moins douloureuse qu'attendu, personne n'avait prévu l'espèce de maladie de « langueur », ce rebond de la crise économique, qui s'emparerait de la France avec le retour de la paix. A Matignon, Edith Cresson a remplacé Michel Rocard, mais l'embellie qu'en attendait le président, pour la gauche et pour lui-même, n'a été qu'éphémère. Dans ses vœux transparaît une certaine solitude, voire une lassitude proche de celle que ressentent les électeurs : « On s'est lassé d'entendre la reprise [...], je comprends que cette situation vous anguste. Et M. Mitterrand, comme s'il



participait au repli sur soi et sur le cocooning qui saisit les Français, leur souhaite la « joie d'aimer, d'être aimé ».

Dès la fin de 1992, M. Mitterrand sait qu'il doit s'apprêter à affronter une nouvelle cohabitation. En quelques phrases, il en trace le cadre. Mais ce n'est plus une ovation : il consacrerait plus de temps aux questions internationales, notamment à la situation dans l'ex-Yugoslavie, symbole de l'Est dont il célébrait, deux ans auparavant, la renaissance, mais qui, aujourd'hui, « va vers sa dispersion ». Le traité de Maastricht a été adopté, sans enthousiasme. M. Mitterrand préfère retenir que les Français, par leur vote, ont donné à l'Europe « l'élan qui lui manquait » et dont la quête a marqué ses vœux, depuis le début de son second septennat.

Pourtant, l'année suivante, le président est comme désenchanté. En guise d'adieu à 1993, il dresse, selon ses propres termes, un « tableau tragique »

de ce qui s'est passé un peu partout dans le monde cette année-là. En France, le soin jaloux porté aux entreprises n'est plus « un objectif qui commande tout les autres », ainsi qu'il le disait le 31 décembre 1982. Onze ans plus tard, tout comme les Français ordinaires, revenus de la « culture de l'entreprise » que les socialistes leur avaient enseignée, le président exprime sa déception face au comportement des acteurs du capitalisme.

Mais au moment même où M. Mitterrand invite le gouvernement à proposer « un nouveau contrat social pour l'emploi », on se doute que M. Balladur restera poli et sourd. Le président est seul, ou le sait malade, ou spéculer sur un septennat écourté. « Mes chers compatriotes, soyez unis et solidaires. C'est la réponse à tout », demande enfin le président. C'est la treizième et avant-dernière fois qu'il lance cet appel. C'est la première fois qu'il semble presque pathétique.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

### Deux Vendéens en désaccord

## M. de Villiers et M. Guyau polémique sur la politique agricole

LA ROCHE-SUR-YON  
de notre correspondant

Sur la réforme de la PAC et les accords du GATT, on savait que les Vendéens Philippe de Villiers, député européen, et Luc Guyau, président de la FNSEA, s'opposaient pas totalement au diapason. Mais les fausses notes ont, pour la première fois, fusé publiquement, lors d'une soirée rassemblant 500 personnes. Jeudi 22 décembre, à l'occasion du centenaire anniversaire de la *Vendée agricole*, l'hébergement de la profession.

Invité de cette soirée, Philippe de Villiers refroidit les enthousiasmes : « Je n'accepte pas la réforme de la PAC, et l'accord du GATT c'est l'euthanasie pour notre agriculture », dit-il. Le président du conseil général, qui représentait l'un des thèmes de prédilection, déclare alors que « la jachère est une blessure à l'âme. Il ne faut plus qu'un seul paysan quitte la terre ». Le public, même s'il ne méconnaissait pas les convictions de M. de Villiers, fut stupéfait de telles déclarations émanées dans un contexte festif. Luc Guyau lui-même accusa le coup, d'autant plus que ces propos furent tenus à l'issue d'une journée voulue mobilisatrice. Le président de la FNSEA ne put pas ne

pas répondre au député européen : « Vous avez beaucoup de chance d'avoir devant vous des agriculteurs aussi motivés, fit remarquer Luc Guyau. Où en serait ce département si, depuis cinquante ans, nous avions douté ? Au soixantième rang national. Or, nous sommes dans les tout premiers. Pour l'ampleur, pour notre capacité à exporter, nous avons besoin d'y croire. »

A l'approche d'échéances politiques et professionnelles (les élections aux chambres d'agriculture auront lieu le 29 janvier), les différences de vues entre les deux Vendéens s'affirment. Luc Guyau s'irrite de voir la Coordination rurale, placée à sa droite, épouser et se faire le propagandiste des thèses de M. de Villiers. Quant au président du Mouvement pour la France, il ne peut que s'inquiéter de voir l'électorat agricole trouver quelque mérite à une politique agricole commune réformée sur laquelle l'un et l'autre portent toujours un regard critique.

GASPARD NORRITO

### La préparation de l'élection présidentielle

## M. Chirac : « La majorité est unie »

Jacques Chirac, en « visite amicale », vendredi 30 décembre, à Poitiers, où il a visité le Futuroscope en compagnie de René Monory, président CDS du conseil général de la Vienne et président du Sénat, a estimé que « la majorité est unie et s'aime bien ». Il a ajouté qu'il souhaitait à la France « le meilleur » pour 1995, c'est-à-dire une « amélioration de la situation sociale, [une] réduction du chômage, [la] reconstruction de la cohésion sociale, [la] lutte contre l'exclusion et [l']élaboration d'un pacte républicain ». M. Chirac s'est aussi rendu à l'hôtel de la région, où il a été reçu par Jean-Pierre Raffarin, le président du conseil régional du Poitou-Charentes, qui est aussi le porte-parole de l'UDF, et par les élus de la majorité. M. Raffarin a précisé qu'il s'agissait d'un « geste personnel et amical » qui ne préjugeait pas de la position de l'UDF sur l'élection présidentielle.

**Le Monde EDITIONS**

**Le nouveau PLANTU est arrivé**

**PLANTU**

**LE PIÈRE EST DERRIÈRE NOUS!**

176 pages, 98 F

**EN VENTE EN LIBRAIRIE**

### JOURNAL OFFICIEL

#### Promulgation du budget 1995

Après la décision du Conseil constitutionnel (le Monde du 31 décembre), la loi de finances pour 1995 a été promulguée le jeudi 29 décembre par le président de la République et publiée dans le *Journal officiel* du vendredi 30 décembre. Ce même numéro contient les décrets portant répartition des crédits ouverts par cette loi pour les différents ministères. Il publie aussi la loi de finances rectificative pour 1994.

### LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200.000 textes en ligne.

**36 17 LMDOC**

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc...

**36 29 04 56**

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.



## RELIGIONS

## L'Europe œcuménique de Taizé

Du 28 décembre 1994 au 1<sup>er</sup> janvier, plus de cent mille jeunes chrétiens sont venus prier à Paris.  
Rencontre avec une violoniste protestante, originaire de l'ex-RDA, participante régulière depuis la chute du mur de Berlin

Cheveux blonds coiffés à la Jean Seberg dans *A bout de souffle*, de Jean-Luc Godard, haute et mince silhouette de mannequin, regard bleu et lunettes rondes, Susanne a participé « avec ferveur » à la dix-septième rencontre européenne, qui a réuni, à l'initiative de la communauté œcuménique de Taizé, un peu plus de cent mille jeunes chrétiens (1), du 28 décembre 1994 au 1<sup>er</sup> janvier, au Parc des expositions, porte de Versailles à Paris, et dans les trois cent cinquante paroisses d'Ile-de-France (le Monde du 28 décembre 1994).

Née il y a vingt-quatre ans à Francfort-sur-l'Oder, dans l'ex-RDA, à la frontière polonaise, Susanne n'a pas manqué, depuis la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, un seul rendez-vous de Taizé, participant même, de par sa langue maternelle, à l'organisation des rassemblements de Vienne, en 1992, et de Munich, en 1993. C'est la première fois qu'elle vient à Paris, mais elle s'était rendue, dès février 1990, dans le village de Taizé, en Saône-et-Loire. Une communauté qu'elle a découverte lors de la venue secrète, en 1986 à Berlin-Est - elle avait alors seize ans -, de frères de Taizé, ceux-ci entretenant depuis 1962 des liens, le plus souvent clandestins jusqu'en 1989, avec les chrétiens des ex-nations du bloc communiste.

L'effondrement du « mur de la honte » a permis une presque totale liberté de circuler - même s'il faut encore manœuvrer parfois l'obtention d'un visa - et de pratiquer sa religion. Avant, Susanne n'avait pu effectuer que deux brefs séjours dans des « pays frères », en Pologne et en Hongrie. De confession protestante, elle raconte que, sous le régime

d'Erich Honecker, il existait bien une « Eglise officielle », mais que tout était insidieusement fait pour « décourager » la foi. « Un de mes cousins, relate-t-elle dans un excellent français, seul chrétien dans sa classe, a été constamment l'objet de sarcasmes de la part de ses camarades et des professeurs socialistes qui le traitaient d'imbécile, d'arriéré... »

## Contrariée dans ses études

Elle-même interne dans un lycée de Berlin-Est, elle avait le droit d'avoir, dans le placard de son dortoir, une Bible, mais il lui était interdit de la lire ouvertement. Quand elle voulait aller prier dans un temple, lors de ses permissions de sortie, elle devait dire qu'elle allait au cinéma, non sans avoir pris connaissance des programmes : « Au retour, indique-t-elle, le surveillant ou le prof nous interrogeait sur le film... »

Susanne se plaint, comme tous ses condisciples croyants, d'avoir été continuellement contrariée dans ses études, d'avoir dû, en quelque sorte, « dédoubler » sa personnalité : « Pour réussir les examens, dit-elle, il fallait parler et écrire dans la pensée socialiste, à l'opposé de mes convictions. » Et Susanne avait trop le désir, la vocation, d'entreprendre de hautes études musicales - elle est aujourd'hui violoniste alto dans un orchestre philharmonique - pour compromettre son avenir. « Pour moi, soupire-t-elle, la musique, cela n'a rien de politique... »

L'écroulement du communisme

a permis aux jeunes chrétiens - entre autres - de l'Europe de l'Est de « communiquer » avec ceux de l'Ouest. Une « soif de rencontres spirituelles », que Susanne énonce d'autant mieux que, dans « la perspective, aussi, d'une ouverture », elle s'est lancée, dès le début de sa scolarité, dans l'étude de langues étrangères. Elle parle couramment l'anglais, l'italien, le français et « un peu le russe et le polonais ».

Cependant, elle n'écrit « un peu négligemment », dit-elle, l'événement historique du 9 novembre 1989. Sa famille n'ayant pas de parents à Berlin-Ouest, elle ne s'est pas précipitée le jour même. Elle y est allée le lendemain, « un vendredi », se souvient-elle, et ce qu'elle raconte est étonnant : « J'étais à peine passée de l'autre côté qu'une femme s'est précipitée sur moi, une liasse de billets à la main, en me disant d'aller tout de suite m'acheter à manger et tout ce dont j'étais soi-disant privée. « Mais je ne suis pas pauvre ! », lui ai-je dit - mon père est architecte et ma mère directrice adjointe d'un musée. Cette femme a pourtant insisté, j'ai évidemment refusé son argent, mais j'ai été très choquée et je m'en souviens toute ma vie. »

Choquée que les Allemands de l'Ouest aient voulu, d'une façon générale, « faire la charité » à leurs compatriotes de l'Est, elle l'est tout autant de la « course au matérialisme » qu'elle assène constamment aujourd'hui dans l'ex-RDA. « Les gens ne pensent plus qu'à leur situation matérielle, y compris les jeunes, qui consacrent de moins en moins de temps à la réflexion », affirme Susanne, tout en ayant conscience qu'elle est née dans un milieu relativement favorisé.

La jeune violoniste avait, en tout cas, mille motivations pour adhérer à l'esprit de Taizé. « Auparavant, dit-elle, je ne m'intégrais pas bien à la prière commune, lors des offices. Je n'en comprenais pas bien le sens. A Taizé, la prière est très différente, très personnelle, et j'ai découvert l'importance des silences intérieurs. Mais c'est justement cela qui me permet aujourd'hui de mieux participer à la prière commune, à la prière dans l'Eglise. »

## Ferveur et simplicité

Une prière commune, impressionnante de ferveur et de simplicité, dite, chaque soir de ce rassemblement européen, par Frère Roger, prêtre et fondateur - en 1940 - de la communauté œcuménique de Saône-et-Loire. Cent mille âmes réceptives, dans l'immense hall 7 du Parc des expositions et dans les bâtiments avoisinants, cette prière traduite en dix-neuf langues, qui invite inlassablement à ne pas céder à l'abattement, bien que « beaucoup de jeunes redoutent l'avenir parce qu'ils n'ont pas de travail ». Des jeunes capables pourtant d'éveiller à un sens de la vie ceux qui, sinon, se laisseraient emporter par le découragement.

De retour en Allemagne, Susanne, comme tous les autres pèlerins de la porte de Versailles, s'efforcera de « faire partager » à d'autres jeunes ce qu'elle vient de vivre : après chaque rencontre européenne de Taizé, se créent, dans beaucoup de villes, de nou-

velles « unités de prière », catholiques, protestantes, orthodoxes et anglicanes. La jeune musicienne ne gardera qu'un regret de son séjour parisien : celui de n'avoir pas été hébergée dans une famille.

Un peu plus de quarante mille participants ont eu ce « privilège », plus chaleureux que l'accueil - même attentionné - dans des écoles, des gymnases, des salles paroissiales ou des quartiers de l'armée. Gilbert et Sylvie Lavallière - lui est photographe, elle est institutrice - et leurs trois garçons ont sans doute battu un « record d'hospitalité » en accueillant dans « la grande maison » qu'ils ont « la chance d'avoir » à Solsy-sous-Montmorency (Val-d'Oise), dix jeunes : quatre Croates, un couple slovaque, trois Polonaises et un Italien, qui ont dialogué entre eux et avec leurs hôtes en français et en anglais.

Sylvie Lavallière ne se reconnaît aucun mérite : « Mon mari et moi sommes très proches de Taizé depuis 1974. Nous avons même été permanents, pendant un an, dans la communauté de Saône-et-Loire. Et puis, en permettant à tous ces jeunes de se rencontrer, d'échanger, quelle façon plus concrète de construire l'Europe ? »

MICHEL CASTAING

(1) Au nombre de 48 000, les jeunes Polonais ont constitué près de la moitié de l'effectif. Les organisateurs ont aussi décompté 8 000 Germanophones, 6 200 Baltes, 6 000 Italiens, 3 100 Croates, 2 200 Hongrois, 2 200 Slovaques, 2 000 Roumains (dont 1 300 orthodoxes), 2 000 Espagnols, 1 500 Tchèques, 500 Portugais, 500 Russes, 500 Ukrainiens, etc., auxquels il faut ajouter plusieurs centaines d'anglais venus de Grande-Bretagne et quelque 15 000 Français.

Dans son message du 1<sup>er</sup> janvier

## Jean-Paul II insiste sur la promotion de la femme

Le pape a consacré son message traditionnel du 1<sup>er</sup> janvier, journée mondiale de la paix, au rôle des femmes dans la vie sociale, économique et politique. Il encourage les progrès accomplis, mais en souhaite d'autres, car, écrit-il, « l'éducation de la paix ne peut faire abstraction de la reconnaissance et de la promotion de la dignité personnelle de la femme ».

Cette promotion doit s'exprimer, en priorité, au sein de la famille, « école fondamentale de la vie sociale », dit-il, mais doit s'élargir : « Les femmes ont tout à fait le droit de jouer un rôle actif dans tous les secteurs de la vie publique et leur rôle doit être affirmé et défendu, y compris par des instruments juridiques, lorsque cela se révèle nécessaire. »

Il regrette toutefois la montée des agressions contre les femmes, notamment leur utilisation « comme pur instrument de plaisir », et s'élève contre « la coutume inadmissible de la discrimination des garçons et des filles dès leurs premières années ». Le pape ajoute que les femmes et les enfants sont parmi les victimes les plus fréquentes de la violence, de la guerre et de toutes ces « formes détestables de barbarie qui répugnent profondément à la conscience humaine ».

Il condamne à nouveau l'avortement : « Dans cette violation du droit à la vie de l'individu humain, se trouve déjà en germe la violence extrême de la guerre. C'est pourquoi je demande aux femmes de s'engager toutes et constamment dans le camp de la vie. » Ce message sur la promotion de la femme suit les nombreuses critiques touchant la place des femmes au sein de l'Eglise catholique elle-même, notamment après la publication, le 30 mai 1994, d'une lettre apostolique de Jean-Paul II estimant que l'interdiction du sacerdoce des femmes est « définitive ».

## JUSTICE

Après le dessaisissement de la police judiciaire  
Le directeur général de la police nationale évoque le « vif émoi » suscité par l'affaire Maréchal-Schuller

Dans une mise au point publiée à la suite des remous provoqués par le dessaisissement de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) au profit de la gendarmerie dans l'affaire Maréchal-Schuller (le Monde du 31 décembre 1994), Claude Guéant, directeur général de la police nationale, a estimé, vendredi 30 décembre 1994, que la police judiciaire « n'a fait que son travail ».

Le dessaisissement - une « procédure inhabituelle », note le directeur général de la police nationale - « a créé un vif émoi chez les policiers ». Selon lui, ceux-ci « ont considéré qu'il s'agit d'une forme de défiance ».

« Les policiers s'étonnent qu'un affaire de droit commun

[qui vaut au docteur Jean-Pierre Maréchal, beau-père du juge Halphen, d'être mis en examen pour « extorsion de fonds et trafic d'influence »] ait pris une telle ampleur et donne lieu à autant de commentaires désagréables et souvent malveillants. »

De son côté, Claude Pernolet, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), a estimé qu'il serait « absurde » que le dessaisissement de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) au profit de la gendarmerie « tourne à une guerre entre magistrats et policiers ».

« On ne peut affirmer que les policiers se sont rendus complices d'une manipulation dans cette affaire, a-t-il expliqué, même si on peut se poser la question d'une manipulation. »

## NOMINATION

## André-Claude Lacoste président de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire

André-Claude Lacoste, actuel directeur de la sûreté des installations nucléaires, a été nommé président du comité de direction de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Il remplace Yvette Chassagne, qui avait quitté le poste depuis le mois de juillet.

José Rossi, ministre de l'Industrie, des postes et des télécommunications et du commerce extérieur, et Michel Barnier, ministre

de l'environnement, ont demandé à M. Lacoste de veiller à l'indépendance de jugement des experts de l'IPSN, de préparer un code de déontologie de l'expertise et de renforcer enfin la concertation avec les pouvoirs publics en matière de communication et de relations internationales. M. Lacoste devra présenter des propositions sur ces différents sujets dans un délai de trois mois.

[Né le 15 novembre 1941 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), André-Claude Lacoste est ancien élève de l'Ecole polytechnique (1960) et de l'Ecole supérieure des mines de Paris (1963). Il a fait l'essentiel de sa carrière au ministère de l'Industrie. Depuis le 17 mars 1993, il a remplacé Michel Lavié à la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) placée sous la tutelle conjointe des ministères de l'Industrie et de l'environnement.]

Le guide  
de vos sorties

3615 LEMONDE

## EN BREF

AGRESSION : l'auteur de coups de pistolet contre le vice-président du tribunal de grande instance de Thionville (Moselle) a été mis en examen. - Paul Longi, un employé municipal de Thionville qui avait blessé par balle Jean-Michel Beckius, vice-président du tribunal de grande instance de Thionville (le Monde du 31 décembre 1994), a été écroué, vendredi 30 décembre 1994, après avoir été mis en examen pour tentative d'assassinat et infraction à la législation sur les armes. M. Longi s'était présenté jeudi sans rendez-vous, armé et très excité, au cabinet de M. Beckius pour protester contre une décision de saisie immobilière prononcée à son encontre.

CORSE : des nationalistes demandent au FNLC « de ne plus tuer ». - Les nationalistes corses du comité Robert-Sozzi et Frank-Muzzi ont demandé, vendredi 30 décembre 1994, au FNLC-canal historique de « cesser d'éliminer des militants de la cause nationale dans la plus pure tradition barbare et du SAC ». Créé après l'assassinat, en 1993, du militant nationaliste Robert Sozzi, ce comité s'exprimait deux jours après le meurtre à Bastia de Frank Muzzi (le Monde du 30 décembre 1994), lui-même assassiné deux jours après Jean-François Filippi, ancien président du Sporting-Club de Bastia. Dans les jours qui avaient suivi la catastrophe de Furiani, Frank Muzzi avait contesté le soutien apporté par le FNLC à Jean-François Filippi et avait pris ses distances avec l'organisation nationaliste. Le comité a estimé « inacceptable de se servir de l'assassinat de l'ancien président du SC Bastia pour justifier un nouveau meurtre et masquer ainsi ses véritables motivations ».

FAITS DIVERS : quatre morts dans l'accident d'un avion de tourisme à la Réunion. - Quatre personnes ont trouvé la mort, vendredi 30 décembre 1994, à la suite de l'accident d'un Cessna 172 qui s'est écrasé dans l'un des cirques de l'île de la Réunion. Le pilote, âgé de dix-sept ans, qui était titulaire depuis peu de son brevet de pilote privé, et les trois passagers, tous membres d'une même famille en vacances, ont été tués sur le coup.

## CORRESPONDANCES

## L'efficacité de l'homéopathie

A la suite de notre article consacré à la publication par The Lancet d'un travail tendant à démontrer l'efficacité d'un traitement homéopathique (le Monde du 14 décembre), nous avons reçu une nombreuse correspondance, dont nous avons extrait les textes suivants.

Dans votre article, vous indiquez que l'homéopathie pourrait être efficace et vous qualifiez les résultats de « reproductibles mais inexplicables ». C'est un parfait raisonnement circulaire : avec d'autres, nous avons rapporté de nombreuses expériences sur l'activité de substances hautement diluées, l'eau paraissant se comporter comme une bande magnétique liquide (nous transférons quotidiennement des activités moléculaires avec un appareil électronique, et l'entrecroisement de l'activité de la tyrosine sur CD va être présenté à un congrès international en avril 1995). Tout cela est déclaré faux parce que, si c'était vrai, l'homéopathie, comme chacun sait, ne serait qu'une charade. Maintenant, des publications s'accumulent, comme un article récent de la prestigieuse revue Pediatrics rapportant le traitement homéopathique des diarrhées aiguës de l'enfant, mais on invoque un artefact parce que l'action des hautes dilutions, « absurde », n'est pas démontrée. Le Monde aurait pu rappeler l'existence de ceux qui consacrent des années de leur vie à la recherche scientifique et qui ne veulent pas voir se rejoindre.

Jamal Afssa, Jacques Benveniste, Peter Jurgens, Hedi Litime et Yvonne Thomas, chercheurs statu-

toires ou hors statut à l'INSERM U 200.

\*\*\*

Lorsqu'une étude, publiée dans une revue aussi prestigieuse que The Lancet, montre un effet thérapeutique supérieur à celui d'un placebo, d'un médicament homéopathique censé ne rien contenir, il convient, avant d'accepter un tel résultat susceptible d'ébranler les fondements les plus assurés de la pharmacologie, de s'interroger sur les causes possibles d'erreurs. Ainsi, et à nos yeux, nous en relevons principalement deux : le petit nombre de patients (28 individus, 24 d'entre eux) qui ont été inclus dans l'étude, et le fait que les lois du hasard en faveur des remèdes homéopathiques. Ce ne serait sûrement pas la première fois qu'un tel phénomène se produirait dans l'histoire des essais de médicaments.

Mais, surtout, considérant que les patients pouvaient poursuivre leur traitement « allopathique » antérieur, il est loin d'être exact que la différence observée en faveur des remèdes homéopathiques ne soit pas tout simplement due à une utilisation accrue de bronchodilatateurs, médicaments habituellement prescrits chez ce type de patients. Comme dans l'article original les auteurs ne donnent pas de chiffres précis à ce propos, une telle hypothèse prend toute sa valeur.

Enfin, contrairement à ce qu'affirment les auteurs, les résultats de cet essai ne démontrent rien la reproductibilité de l'effet thérapeutique spécifique des médicaments homéopathiques. Pour

cela, il aurait fallu que de tels résultats soient confirmés par une équipe strictement indépendante, ce qui n'est, ici, pas du tout le cas. L'étude de l'ensemble de la littérature disponible montre qu'aucun des résultats positifs obtenus par les homéopathes dans l'évaluation de leurs traitements n'a été confirmé de façon indépendante. Bien au contraire.

Notons, pour terminer, qu'une étude récente parue dans une revue britannique tout aussi prestigieuse que The Lancet (The British Medical Journal) ne montre pas d'effets thérapeutiques de médicaments homéopathiques statistiquement différents de celui d'un placebo chez 175 enfants souffrant d'affections récurrentes du tractus respiratoire supérieur et suivis durant un an, affections pour lesquelles l'homéopathie est réputée avoir des effets favorables.

Jean-Jacques Aulas, psychiatre et pharmacologue, ouvrier de l'Homéopathie. Etat actuel de l'évaluation clinique aux éditions Frison-Roche.

\*\*\*

Vous avez rapporté la réaction de la revue médicale The Lancet, qui qualifie l'expérience d'« absurde ». En tant que chercheur étudiant l'affaire de la « mémoire de l'eau », j'aimerais soulever une autre question que celle des propriétés anormales de l'eau. La capacité de ce liquide à agir comme une bande magnétique (enregistrant puis restituant une information chimique) est-elle plus étrange que l'incapacité des scientifiques à prendre au sérieux tout résultat novateur ? Il faut savoir que, même si l'on écarte les études scientifiques publiées par des revues homéopathiques, il reste au moins onze résultats positifs publiés par six groupes différents. Comme je l'ai montré dans un livre consacré à la censure dans le domaine de la science, les autorités étouffent les recherches qu'elles ne comprennent pas, y compris celles liées à la santé. Dans le cas de la mémoire de l'eau, on asphyxie Benveniste au lieu de lui donner les moyens nécessaires.

Michel Schiff, auteur d'Un cas de censure dans la science aux éditions Albin Michel.

L'équipe  
de publicité financière  
du MONDE  
vous présente ses meilleurs vœux  
pour la nouvelle année.

Le MONDE Publicité  
133, avenue des Champs Elysées  
75009 PARIS - Tél. 44.43.76.47



## SPORTS

Un nouveau directeur pour le dix-septième « Dakar »

## Hubert Auriol hors des pistes battues

Deux cent quarante-quatre concurrents (quatre-vingt-seize motos, quatre-vingt-cinq autos et soixante-trois camions) devaient prendre, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, à Granade (Espagne), le départ de la dix-septième édition du « Dakar » dont l'arrivée est prévue dans la capitale sénégalaise dimanche 15 janvier. Triple vainqueur de l'épreuve à moto (1981 et 1983), puis en auto (1992), Hubert Auriol a été nommé à la tête de Thierry Sabine Organisation (TSO) et dirigera le « Dakar » pour la première fois.

Son nom avait été évoqué chaque fois qu'il s'agissait de trouver un successeur à Thierry Sabine, tragiquement disparu en 1986. Seul à avoir disputé les seize « Dakar », seul aussi à l'avoir emporté à moto et en auto, Hubert Auriol ne manquait ni d'expérience ni de compétence. Mais sa réussite comme concurrent était peut-être trop dissuasive pour laisser penser qu'il pourrait renouer à sa carrière de pilote pour devenir organisateur. Lorsque Jean-Claude Killy, directeur d'Amateur Sport Organisation (ASO), lui a proposé la direction de TSO en avril 1994, le triple vainqueur du « Dakar » a, pourtant, hésité. « J'ai pensé que le « Dakar » ne serait peut-être pas éternel si on ne s'en occupait pas, dit-il. Or, peu de personnes aiment cette course comme je l'aime. »

Hubert Auriol n'avait pas attendu que le « Dakar » vienne rythmer sa vie pour être conquis par l'Afrique. Né en 1952 à Addis-Abeba, où son père était directeur du chemin de fer franco-éthiopien, il reconstituait avec sa mère une enfance de rêve jusqu'à son retour en métropole, à onze ans. « L'Afrique est un continent fabuleux, surtout pour un enfant, avec la variété de ses paysages, ses couleurs, ses bruits, les odeurs de la brousse que j'avais commencées à découvrir à cheval et en Land-Rover. J'étais comme dans un film en Technicolor. » Devenu plus tard un adepte du trial, il ne pouvait rester insensible à l'aventure proposée par Thierry Sabine en 1979. « Je n'avais qu'une idée en tête : participer au premier Paris-Dakar. La compétition n'était pas alors primordiale. C'était une occasion, peut-être unique, de faire ce grand voyage auquel beaucoup de jeunes aspirent avant de passer dans la vie active. Dès que j'ai pu trouver une moto, j'ai démissionné de mon travail dans le prêt-à-porter. »

## De toutes les aventures

Douzième au classement général auto-motos après avoir longtemps été deuxième, Auriol a, d'emblée, attrapé le virus de l'aventure. « Le Dakar était alors une épreuve unique. Un mois par an nous apparitions en pleine lumière sur notre moto et, les onze autres mois, nous bricolions dans la pénombre pour trouver les moyens de repartir, raconte-t-il. L'année de ma première victoire, en 1981, je devais gagner 50 000 francs par an. Je n'avais plus de voiture et un copain me prêtait son bureau et son téléphone. Il devait attendre sa deuxième victoire, avec BMW, en 1983, pour vivre correctement de sa passion grâce aux opérations de promotion. Ses succès, sa silhouette et sa décontraction de cow-boy des déserts africains font de lui une figure emblématique du « Dakar ».

SKI : Urska Hrovat remporte la slalom de Méribel. — La Slovène Urska Hrovat a remporté, vendredi 30 décembre, le slalom de Méribel devant la Suissesse Vreni Schneider. La Française Leila Piccard s'est classée troisième. Hrovat a signé ainsi sa deuxième victoire dans un slalom de Coupe du monde, après son succès à Maribor, le 22 janvier 1994. La Suissesse Zeller-Baehler conserve la tête du classement général de la Coupe du monde.

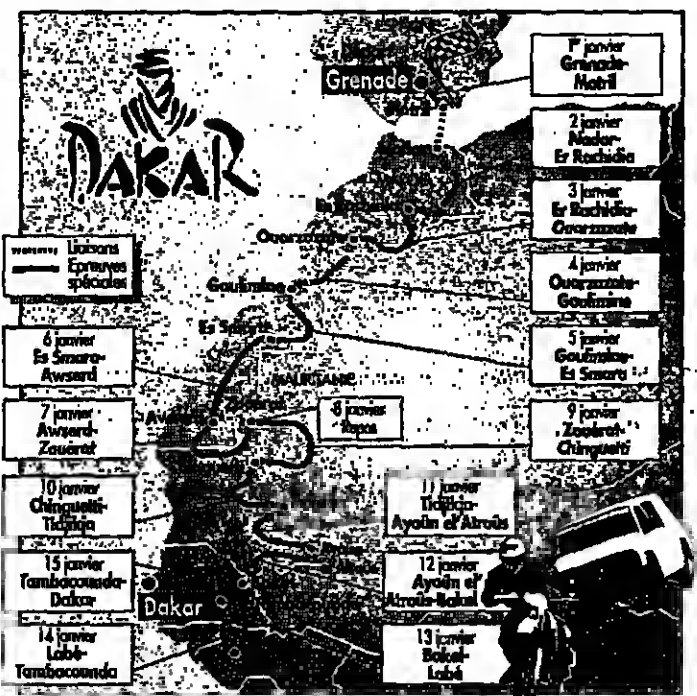
Hubert Auriol est alors de toutes les aventures : premier Tour de France en ULM, course de bateaux à moteur ou de moto-neige dans le Grand Nord. Il présente l'émission « Grand Prix » sur la Cinq de Silvio Berlusconi et ouvre un restaurant, Le Pont de Suresnes, avec Guy Savoy. « J'ai saisi ces occasions, mais je ne suis pas un dilettante, affirme-t-il. Chaque fois que j'ai eu un budget à monter ou à gérer, j'ai fait avec le plus de sérieux possible. Thierry Sabine avait inventé cette forme d'aventure-spectacle, mais il y a un mode d'emploi. Un sponsor n'est pas un mécène. Un bon budget doit être presque rentabilisé avant le départ. Si un événement exceptionnel survient ensuite, ça devient un bonus. »

Cette carrière d'aventurier aurait pu être brutalement interrompue en 1987 par une chute en vue de Saint-Louis (Sénégal). En souffrant le martyre, Hubert Auriol avait rallié l'arrivée en conservant 2 minutes 36 secondes d'avance sur Cyril Neveu. Une troisième victoire lui semblait promise le lendemain à Dakar. Mais, en défilant ses bottes, il constata que ses deux chevilles sont fracturées. « J'arrête la moto », annonce-t-il, avant d'être transporté à l'hôpital en hélicoptère. « J'avais dit ça sans prendre

réussit un coup de maître en ralliant l'Afrique du Sud en vainquant avec le navigateur Philippe Maniet. « Ce qui me faisait le plus plaisir, dit-il, c'était d'avoir prouvé que je pouvais me hisser au même niveau en voiture qu'à moto malgré l'arrivée dans les rochers que Volant, Tambay, Solonon ou Saby. »

Recruté par Citroën pour le Paris-Pékin 1993, deuxième du Paris-Dakar-Paris en 1994, la nouvelle carrière de Hubert Auriol s'annonçait prometteuse. « Adolescent, je rêvais de devenir pilote d'usine, raconte-t-il. J'y étais allé, j'ai remarqué que j'avais toujours pris mes décisions importantes au moment où ça allait pour le mieux. Je me suis lancé dans le Dakar alors que ça marchait bien dans le textile. J'ai arrêté la moto alors que j'étais à la tête d'une équipe d'usine. Là, j'avais eu l'occasion de piloter les deux meilleures voitures d'usine, mais j'ai voulu saisir l'occasion de travailler avec Jean-Claude Killy et d'organiser le Dakar avec l'expérience que j'ai de cette course. »

Pionnier du « Dakar », Hubert Auriol aurait pu jouer les disciples de Thierry Sabine. « Mes relations avec lui étaient bonnes, mais sans plus, dit-il. Je n'étais pas



conscience des conséquences de mes propos, explique-t-il. J'étais très déçu car je m'étais beaucoup investi pendant trois ans pour permettre à Cagiva de battre le géant Honda. Le duel avec Cyril avait été passionnant, mais j'avais l'impression que je n'avais plus la force de relever ce défi. Il fallait pourtant que je trouve autre chose, car j'étais marié, et je venais d'avoir un enfant et d'acheter une maison. »

## « Un devoir de sérieux »

Sa reconversion se traduira par le passage de deux à quatre roues. « Si j'avais opté pour un 4x4 de série, je n'aurais intéressé personne, dit-il. En disputant la Baja mexicana, en Californie, j'avais découvert les performances des buggies. J'ai opté pour un monoplace, plus attirant pour les annonceurs. Dommage que j'aie été mal conseillé dans mes choix techniques, car, à l'époque, on pouvait encore espérer rivaliser avec les grandes marques ! ». A défaut de victoire, il se fera suffisamment remarquer pour obtenir un volant chez Lada, puis chez Mitsubishi pour le Paris-Le Cap 1992. Pour son premier « Dakar », au volant du Pajero japonais, il

l'un de ses proches. Nous avions un peu le même profil et ça ne lui plaisait pas. Il avait fini par se prendre pour un mexicain et faisait la morale aux concurrents comme à des gamins. Il avait un sens de la mise en scène incroyable. Lorsqu'il concluait ses briefings matinaux par « A ce soir... peut-être », chacun se sentait dans la peau d'un héros. Je crois que Thierry aurait aimé qu'un seul concurrent termine à Dakar. Sa course était devenue une fuite vers l'impossible. L'année de sa mort, c'était un Dakar de fous, mais extraordinaire. »

Cette époque est révolue. « Lorsque j'ai eu une décision à prendre, je ne me demande pas ce que Thierry aurait fait, mais je me réfère à mon expérience, affirme Hubert Auriol. Nous avons un devoir de sérieux, même si l'approximation a fait la légende du Dakar. Le rallye est désormais adulte. J'ai essayé de faire un parcours sportif varié avec les pistes marocaines, le désert mauritanien, la forêt guinéenne avant l'arrivée à Dakar. La différence ne se fera pas sur la navigation, devenue un jeu d'enfant avec les GPS (1), mais sur l'accumulation des kilomètres sur ces terrains variés. L'aventure est devenue humaine. C'est aux concurrents de faire rêver les gens. J'ai adopté la philosophie de Jean-Claude Killy, qui consiste à ne négliger aucun détail pour assurer la réussite d'une épreuve, tout en se montrant le plus discret possible. »

GÉRARD ALBOUY

(1) GPS (Global Positioning System) : système permettant de localiser avec une précision de quelques dizaines de mètres un véhicule en longitude, latitude et altitude grâce aux satellites militaires américains.

## COMMUNICATION

## Europe 1 à la recherche d'un second souffle

Au tournant de ses quarante ans, la station généraliste cherche sa place à l'ombre des radios FM en lorgnant ostensiblement vers le « tout-info »

« Sol sol mi, sol mi do... ». Au carillon d'Europe 1, lundi 2 janvier, il sera quarante ans tout rond. Dans son bureau de directeur des programmes de France-Inter, Pierre Bouëtier siffle le chant de ralliement qui chatouille chaque matin, à cinq heures, la « diaspora Europe ». Près du bureau, il a posé la photo de famille prise à l'occasion des quatre-vingt-dix ans de Sylvain Finirat, ex-président de la station, en 1989. « Bien sûr qu'on était fier de travailler à Europe », affirme Pierre Bouëtier, amusé. Sûrs d'être les plus beaux, d'être les meilleurs, d'être les seuls à oser, comme on dit aujourd'hui... « A l'époque, j'avais une Alfa rouge. Buser à Europe, je dirais même que ça servait. »

Des « Europe boys » de TF 1 — Edouard Mougeon, Gérard Carreyn, Charles Villeneuve, Robert Nahmias, comme on appelle à Boulogne cette fratrie de dirigeants — en passant par Canal plus — Pierre Lescur, Philippe Gildas — la photo de famille qui trône dans les bureaux témoigne de l'étrange affecio societatis qui lie, depuis ses débuts, les anciens de la station. Europe 1, c'est l'aventure. Aventures des sixties, entre mendisisme de l'Express et vague yé-yé de « Salut les copains », l'une des émissions fétiches de la station. Aventures d'une géographie qui passe, en quelques années, de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République en passant par mai 1968, de la fin de la guerre d'Algérie à la paix, de la colonisation à la décolonisation, mais aussi du gros poste familial au transistor léger, du gros car RDP au Nagra et du 78-tours au microsillon », résume Pierre Bouëtier.

Quarante ans d'antenne et de fièvre, un bail ! Dans « Les gènes » d'Europe 1, il y a ceux de la fête. On se souvient des anniversaires de la maison, « qui se terminaient tous par un feu d'artifice », précise Jacques Abergel, ancien directeur général de la radio publique. Régie orl. Des piroguiers d'Afrique oïdre à l'école de samba descendue au CNIT, la maison ne recule devant rien. « Terrible », « sensés » (1), la fête de la Nation, la première, avait célébré, en juin 1963, les cinquante ans d'existence du magazine de « S.I.C. » de Daniel Filipacchi, autour de l'idole des jeunes, Johnny. Les quarante ans, c'est sûr, vaudraient bien eux aussi une fête, si la verdeur de la FM et d'Europe 2, la petite sous-muscle de la station généraliste crée en mai 1987, n'accusaient pas un peu trop l'âge du bateau capitaine. Cet anniversaire-là sera un anniversaire discret. La soirée commune avec France-Télévision prévue en janvier a été annulée.

## Une majorité d'auditeurs masculins

On ne montrera donc pas la jeune fille en « vieille dame quadragénaire ». On évitera de raser le micro à ceux qui risquent de ne pas sonner au diapason du mythe carillon. Europe 1, à l'évidence, n'a pas envie de s'étendre sur ces derniers résultats d'audience qui ont vu France-Inter lui ravir la place de deuxième radio de France, derrière RTL. Malgré ses 5,2 millions d'auditeurs, Europe 1 accuse encore avec force, en 1994, la rude concurrence que mènent depuis 1981 les nouvelles radios FM aux stations généralistes. Depuis 1987, RTL a perdu 12 % de son audience, France-Inter 25 %, Europe 35 % et Radio-Monte-Carlo (RMC) la moitié.

Europe 1 se décline sur le mode de l'amour fou. « Europe 1 ? J'ai fait l'amour avec elle pendant vingt ans », dit Ivan Léval, directeur de l'information de France-Inter, qui a quitté la station à l'été 1987, après un conflit avec l'ancien PDG de France-Télévision, Jean-Pierre Elkabbach. « Maître » de ceux qu'elle a quittés, comme Ivan Léval ou Pierre Bouëtier — « viré en 1968 » —, épouse fidèle des autres... « Ce n'est pas un hasard si cette station est écoutée à 61 % par des hommes », commente Patrice Blanc-Francard, le

directeur des programmes. Même lorsque quelques voix féminines viennent rejoindre les « noms » de la station — Pascale Clark et Elizabeth Marichoux, après Catherine Nay —, la station de la rue François 1<sup>er</sup> conserve les accents d'une baroudeuse des ondes.

Car il y a bien, aujourd'hui encore, un « ton Europe 1 ». Brin ? Vivacité ? « Persiflage », comme l'a dit Denis Baudouin, PDG de la Sofrad et membre du comité de gestion de l'ex-périphérique en limogeant, en 1974, le fondateur directeur général de la station, Maurice Siéglé ? « Le ton Europe, c'est la liberté », affirme Jean-Pierre Elkabbach, qui, avec le chroniqueur politique Alain Duhamel, reprit vie et activités rue François-1<sup>er</sup>. D'abord au café l'Athénien, puis, l'après-midi et le soir, avec « Découvertes », après avoir été éjecté du poste de directeur de l'information d'Antenne 2, en 1981.

## La fusillade d'Alger en 1962

Ce ton, il enlle à la peau d'Europe 1. En 1954, la station s'impose dans l'univers confiné de la radio d'Etat et de Radio-Luxembourg en s'affranchissant, pour la première fois dans l'histoire radiophonique, des speakers lisant les dépêches des notes d'une voix monocorde. A Europe, c'est le reporter qui décrit ce qui se passe devant lui. « Le journaliste de terrain engage sa voix, mais aussi sa morale et son éthique », analyse Stéphane Paoli, ancien rédacteur en chef et présentateur du journal de 13 heures. L'origine anglo-saxonne du premier propriétaire d'Europe, Charles Michelson, mène à « une nouvelle culture de presse que beaucoup des fondateurs de la station (Jacques Paoli, Joseph Pasteur, Pierre Sabbagh) ont découverte en Afrique du Nord », explique, selon lui, la modernité de la nouvelle radio, insufflée à leur tour par les grandes figures de la station : Jean Gorni, Maurice Siéglé, Claude Terrier.

En se mettant à raconter des histoires, Europe donne de la matière et du corps au monde qui l'entoure. Et l'auditeur de s'identifier à des voix. Il est à plat ventre rue d'Isly, à Alger, lors de la fusillade de 1962, avec René Duval et Julien Besucq. Il entend Pierre Bellemare lui confier qu'il est vraiment formidable. Il feuillette la presse avec Ivan Léval, écoute la poésie interlope de Pascale Clark, à l'aube... Curieux, comme cette intimité se retrouve, de la même manière, avec la Cinq d'Hachette, avant sa déconfiture. Gilles Schneider, Guillaume Durand et, plus tragiquement, Jean-Louis Calderon racontent, avec la même fièvre, la chute du mur de Berlin et celle de Ceausescu.

Aujourd'hui pourtant, les voix matinales — Albert du Roy, Serge Joly, Franz-Olivier Giesbert, bientôt Christine Ockrent — sont désormais moins estampillées « Europe » que l'« Evénement du jeudi », Libération, le Figaro ou France 3-Express. Ce ne sont pas, seulement, les voix de la maison. « Le problème actuel d'Europe, c'est sa perte d'identité », commentent tous les observateurs. Celle qui caillait à l'air du temps et savait combler en même temps ceux qui aiment le jazz et les premiers fans de disques vinyle, celle qui courait les rues, Nagra à l'épaule, tandis que les auditeurs les suivaient, sur leur transistor, de la cuisine à la salle de bains, semble parfois en décalage avec ses auditeurs.

Racon du succès commercial ? Avec ses treize minutes de publicité binaire — matrasné le matin, entre 7 heures et 9 heures —, Europe 1 reste une radio très rentable, et son chiffre d'affaires (un quart de celui du groupe Europe 1, qui représente plus de 2,6 milliards de francs) une excellente affaire pour Jean-Luc Lagardère, le patron de Matra-Hachette, la maison mère. Mais la « première radio des cadres », si on en croit sa publicité, est, du coup, tentée de

ne s'adresser qu'aux annonceurs. Sémiologue attentif des publicités qui ont accompagné Europe 1, Stéphane Paoli, quand on évoque la publicité concoctée en septembre dernier par le publicitaire Jean-Paul Goude, quitte sa réserve bienveillante d'ancien d'Europe 1. « Un clown qui pète le globe terrestre en s'amusant... qui bondit sur le Rwanda et la Bosnie, qui saute dans le vide... Quel aveu ! Quelle rupture culturelle avec ce qu'est l'histoire de cette maison ! Quel sacrifice consenti au marketing ! »

Europe, à l'évidence, se cherche. Arthur, le trublion de la FM imposé l'après-midi après avoir tenté sans succès de copier « Les grosses têtes » et les Nuls, chargés depuis quelques semaines de réveiller la douceur des matinales de Maryse... Tant se passe comme si la radio, parce qu'elle n'arrive plus à discerner « son » public, empilait les audiences les unes après les autres. Officiellement, les remaniements de grille dépendent d'une « décision collective » du vice-président directeur général, Jean-Pierre Ozannat, et de ses deux directeurs généraux, Jean-Pierre Juhan, chargé de l'information, et Michel Cacounat, le directeur d'Europe région. « C'est vrai que la régie d'Europe, parce qu'elle est intégrée, a plus de poids qu'ailleurs », convient toutefois le très influent patron de la publicité, tout en étouffant les rumeurs de querelles directrices. « A RTL, ils sont tranquilles comme des bourgeois de Labiche », estime Jean Serge, ancien régisseur de la station. « A Europe 1, ils sont inquiets comme des personnages de Feydeau. »

## Obsédée par France-Info

Tournant et retournant le monde dans tous les sens, Europe n'a jamais cessé — c'est son atout — d'être une tête chercheuse. Toujours copieuse, en somme, parce que toujours inventive. Du « Top 50 » aux premiers sondages politiques, en 1965, où elle annonce le ballottage du général de Gaulle, des grands « podiums » de province et des célèbres débats politiques à épisodes entre Michel Debré et PMF à l'« anchorman » du matin, au début des années 90, elle a tout inventé, au presque. « Nous sommes à un moment charnière, entre la radio atape-tout et la radio de l'an 2000 », confirme Jean-Pierre Ozannat.

Une seule certitude rénaît, autour de Jacques Lehn, le nouveau PDG, les responsables d'Europe : le temps presse. L'âge moyen des auditeurs d'Europe, comme celui de RTL, avoisine les cinquante ans. L'ex-radio périphérique, que la moitié de son auditoire écoute encore en ondes longues, doit absolument séduire la nouvelle génération d'auditeurs qui, à quinze ans aujourd'hui, est née avec la FM. En 1987 — comble de l'humiliation —, c'est le service public qui invente le dernier grand format radiophonique, France-Info, quand la radio privée généraliste en révisé.

« Nous n'étions pas sûrs de pouvoir disposer des fréquences dont a bénéficié le service public », explique aujourd'hui Jean-Pierre Ozannat en évoquant cette rivalité qui obsède d'autant plus la station qu'elle lui marche désormais sur les talons. Europe 1 n'a pas dit son dernier mot. La radio de la rue François-1<sup>er</sup> guérit elle-même son complexe en n'offrant à sa grille des tranches toujours plus larges d'information, laquelle représente déjà 55 % de l'antenne. « On a fait du France-Info, mais à la mode Europe », exultait mardi 27 décembre un responsable de service après la prise d'otage des terroristes du Groupe islamiste armé (GIA) et le coup de force du GIGN, sur l'aéroport de Marseille. « C'est-à-dire beaucoup mieux ». Incorrigible Europe 1, si crâneuse, mais si vivante...

ARIANE CHEMIN

(1) Europe 1, la grande histoire dans une grande radio, de Luc Bernard, Camille, 1990.

مكتبة المثل



## ARTS

Le galeriste a été mis en examen et incarcéré

## L'impossible retour de Jacques Melki

Le marchand d'art de la rue de Seine, à Paris, Jacques Melki, a été mis en examen et incarcéré à la prison de la Santé, le 20 décembre, pour abus de biens sociaux, abus de confiance et escroquerie. Après avoir fui la France, en août 1993, laissant derrière lui des dettes qui avoisinent les 300 millions de francs (« le Monde » du 17 juin), il était rentré à Paris, en novembre, espérant « redémarrer sa galerie ». Alors que des collectionneurs floués tentent de retrouver leurs biens, M. Melki devra notamment s'expliquer sur le stock de tableaux de la galerie - dont il n'a toujours pas dit où il se trouvait - estimé à quelque 160 millions de francs.

« Il est de ces gens qui ont révisé leur vie, persuadés que cela repartirait comme avant, et qui subitement voient tout s'écrouler autour d'eux. Alors ils se décomposent. » Par ces simples phrases, Jean-Marc Varaut, le nouvel avocat de Jacques Melki, dépeint l'état d'esprit de son client, désormais en prison.

Melki ? Un des plus gros courtiers en art de France, le spécialiste de Poliakoff, un « séducteur-fameux qui s'est pris pour Napoléon et qui a eu la fâche des grandeurs », affirme un collectionneur. Il est vrai que tout lui a réussi durant la période d'effervescence du marché de l'art, et qu'il a gagné énormément d'argent à la fin des années 80. L'évolution de son chiffre d'affaires dit tout : 14 millions de francs en 1985, 287 millions en 1991, 40 millions en 1992. Le marché s'est effondré, emportant avec lui le marchand aventureux. Devant faire face à d'importants déboisements financiers, Jacques Melki, quarante-neuf ans, a soudainement quitté la France pour le Mexique, le 20 août 1993, abandonnant sa galerie.

Dans le milieu de l'art, personne n'imaginait son retour. Il disait avoir fui pour se protéger « de la pègre », mais personne ne le croyait. Il laissait derrière lui - selon Isabelle Didier, chargée de la liquidation judiciaire de sa société, Ségama - une ardoise de 343 millions de francs, dont les deux tiers dus à des banques.

La double baie vitrée du 55-57 rue de Seine - siège de la galerie - ne laisse apparaître que des rideaux blancs et deux grands panneaux rouges : « A vendre. Droit au bail, 300 mètres carrés ». Plus grave, Jacques Melki fait l'objet de mandats d'arrêt : la première, sur plainte de banques, pour abus de biens sociaux et banqueroute,

la deuxième, pour avoir escroqué des collectionneurs, la troisième pour complicité d'escroquerie à l'encontre du Trésor public.

Et pourtant Jacques Melki est rentré en France... Le 13 octobre exactement, via l'Espagne. Pourquoi ? « Il n'avait plus d'argent », affirment ses détracteurs. « Il ne pouvait plaider sa bonne foi tout en restant à l'étranger », répond son avocat. Le galeriste n'avait eu effet pas cessé, exilé, de défendre sa cause, appelant sans cesse au téléphone les banques, les collectionneurs lésés, le liquidateur judiciaire, des avocats, des journalistes...

Surtout, Jacques Melki soutient qu'il allait redémarrer sa galerie. Car l'homme s'est déjà, dans le passé, tiré de mauvais pas. Il y a une dizaine d'années, sa société avait été mise en règlement judiciaire, mais il avait pu rebondir grâce au « boom » du marché de l'art. Aujourd'hui, « Melki comptait encore sur la reprise pour régler ses dettes », affirme un marchand. Son passif bancaire ? Il serait fortement revu à la baisse, tant les banques, grâces à l'euphorie du marché de l'art, l'ont prussé à investir et notifié sa déconfiture. D'ailleurs, la Banque générale du commerce (BGC) a licencié son sous-directeur, Jean-Pierre Rein, pour ses liens trop proches avec Jacques Melki.

## Un nouveau coup de bluff

De retour à Paris, le marchand ne s'est pas « planqué » en lieu sûr. Il logeait avec sa famille dans son appartement (hypothéqué) de la rue de Tournon. Il a repris son train de vie antérieur, se déplaçant en voiture avec chauffeur, assistant, même, à une audience de la cour d'appel sur le redressement judiciaire de sa société. Il a surtout rencontré des « acteurs » du dossier : Isabelle Didier et des amis à qui il n'a « confié » des tableaux en gage, mais aussi ses confrères galeristes de la rue de Seine auxquels il doit de l'argent. Comme Pascal Lansberg, Nathalie et Léon Seroussi. « Il nous a dit que nous serions remboursés et qu'il allait nous rendre dans deux mois », raconte, sceptique, ce dernier.

Bref, Jacques Melki n'a curieusement pas été inquiété pendant plus d'un mois. C'est finalement le 20 décembre, dans le bureau de Gérard Harmand, un expert chargé de démanteler le dossier, qu'il sera arrêté. « En arrivant rue du Débarcadere, et avant de monter, il a hésité », raconte Jean-Marc Varaut, il y avait deux représentants de banques autour de la

table, venus faire le point sur sa situation. Lequel d'entre eux fut Judas ? »

Le rêve d'un improbable come back s'est-il brutalement arrêté ce 20 décembre ? Isabelle Didier avance froidement les chiffres : 200 millions de francs environ de passif dans une douzaine d'établissements financiers - les créanciers les plus engagés étant la BGC (filiale de la Banco di Roma) et la SDBO (filiale du Crédit lyonnais) : 30 millions de francs dus à des particuliers qui ont confié des tableaux à Melki sans avoir été payés, 10 millions de francs dus à quatre galeries - trois parisiennes, une suisse - et 12 millions de francs au Trésor public.

Outre la question du « passif », la justice va demander au marchand de s'expliquer sur l'étrange disparition de son stock de tableaux. Avant la fuite de M. Melki, l'inventaire était estimé à 170 millions de francs. Or Isabelle Didier a eu à cœur de faire quelques tableaux mineurs - ne dépassant pas 10 millions de francs - rester dans la cote de 160 millions de francs de tableaux. Existait-il vraiment ? Et dans ce cas, à qui appartenaient les œuvres ? À Melki, à un particulier qui les garde en dépôt, à un collectionneur floué, à une banque qui les possède en gage ? Et quelle estimation donner à des œuvres qui ont souffert de la dégringolade du marché ?

Jacques Melki a fourni un premier élément de réponse en confiant à M<sup>lle</sup> Isabelle Didier un « état du stock au 22 juin 1994 » comprenant plus de deux cents œuvres - huiles, dessins, pastels, bronzes, gouaches, lithographies. Selon le marchand, on y retrouve un *Paysage vert* de Dubuffet (1950), 8 millions de francs, en 1990, un *Atlan* de 2,5 millions de francs, de Miro (*Tête de profil* et *Femme Oiseau Étoile*) pour 1,5 million de francs chacun, plusieurs Poliakoff autour du million de francs, etc. Le galeriste affirme aussi que trois tableaux (deux Dubuffet et un Stella) figurant au stock « seraient jamais existés, qu'il s'agissait de fausses factures pour justifier le transfert d'une dizaine de millions de francs vers une banque genevoise.

Quel crédit donner à cette liste ? « Melki ne cesse de mentir », affirme nombre de collectionneurs qui l'ont approché. A leurs yeux, il serait évidemment plus crédible s'il restait moins évasif sur la liquidation desdettes. Pourrait, selon son avocat, le marchand s'appuyer à confier à la justice une liste de débiteurs - « galeries et particuliers » - qui possèdent pour 30 millions de

francs de tableaux en gage contre des prêts d'argent. Cette liste pourrait se révéler « explosive » car les énigmatiques dépositaires auraient joué un rôle de banquier, ce qui est illégal. Mais un galeriste réputé de la rue de Seine y voit « un nouveau coup de bluff d'un galeriste qui a toujours fait appel à des usagers avec lesquels il est de mèche ». D'autres avancent que « les tableaux ressortiront comme par enchantement quand le marché repartira vraiment ».

Toujours selon Jacques Melki, une autre partie du stock - qu'il évalue à 40 millions de francs - serait déposée en gage dans les sous-sol des banques, notamment la SDBO et la BGC. Il est vrai que quelques œuvres ont été localisées dans ces établissements. Ces derniers refuseront de se prononcer sur un dossier écombranlé. Et foot tont pour garder « leurs » tableaux !

## Un dossier fort complexe

Restent les particuliers dont les tableaux ont été - sans qu'ils le sachent - vendus ou donnés en gage à des banques. Deux personnes ont pu, sur décision de justice, récupérer leur bien. Sur décision de justice du 27 octobre, M. Igor Troubetzkoy a récupéré auprès de la BGC - condamnée pour « détention de tableaux sans titre de propriété » - la *Lecture* (1924) de Picabia et l'*Encrier* de Fernand Léger (un tableau de 1927 estimé 6 millions de francs). Mais nombre de « victimes » de Jacques Melki ne se sont pas manifestées, ne pouvant présenter les titres de propriété, justificatifs d'achat ou de vente de leurs tableaux. Un plaignant possède bien « six justificatifs en bonne et due forme, mais ne sait pas où sont les œuvres ». Autre problème : une *Nature morte* de Fernand Léger, de 1924, estimée 11 millions de francs, est revendiquée par deux particuliers différents et par une banque...

Le rapport Harmand, fort attendu, devrait décrire les responsabilités et « dire ce qui appartient à qui », bref, permettre d'y voir plus clair dans un dossier fort complexe. Une chose est sûre, la liquidation de la société Ségama pourrait être confirmée par la cour d'appel, le 27 janvier 1995. Alors la somptueuse galerie de la rue de Seine pourrait être vendue, autour de 5,5 millions de francs. Un acheteur s'est déjà manifesté. Alors l'avenir de Jacques Melki s'assombrirait encore un peu plus.

DOMINIQUE GALLOIS  
et MICHEL GUERRIN

## CINÉMA

## La Géorgie en arrêt image

Malgré les troubles et la misère, une cinématographie modeste mais vivace tente de se maintenir en Géorgie.

## TBILISSI

## Correspondance

Tbilissi entame son troisième hiver sans chauffage, sans eau chaude (parfois même sans eau froide), presque sans téléphone ni électricité. Ne restent de l'opulence géorgienne que les immenses états convertis de vicinalités du marché central, dont l'ordre est parfois troublé par des tirs d'armes automatiques qui n'inquiètent même plus les habitants. Ni la crise économique et sociale, ni la guerre entre les partisans de M. Gamsakhourdia et ceux de M. Chevardnadze, ni celle qu'a livrée ce dernier aux séparatistes abkhazes, ni même les bombardements sur Grozny (la capitale tchétchène est située à moins de cent kilomètres de la frontière géorgienne) n'ont entamé la confiance des Géorgiens dans un avenir proche plus radieux.

Leur volonté de continuer à faire du cinéma n'est pas non plus amoindrie. Le premier long-métrage de fiction géorgien fut tourné en 1916 et, depuis, la Géorgie a donné au monde quelques grands cinéastes, comme Eldar Chingelidze, Lina Gogoberidze et Otar Iosseliani (sans parler de l'arménio-ukrainien Sergueï Paradjanov), et, surtout, fait la preuve d'une singularité et constante vitalité. Au dire de Revaz Tchkeidze, l'indéboulonnable président de ex-studios d'Etat Grouzia-Films, une vingtaine de films seraient actuellement en production, même s'ils sont « pour le moment » arrêtés.

« En attendant », les cinéastes se livrent à des activités fort étonnantes de leur profession : tel l'auteur d'un prix berlinois entrepose dans ses réfrigérateurs soixante mille poules turques qu'il revendrait deux dollars pièce, tel autre veut ouvrir un marché couvert. Certains préfèrent aller tenter leur chance à Moscou - où personne ne les attend. Les couloirs sombres et froids des studios Grouzia-Films (créés en 1921) sont déserts, tout comme les immenses plateaux de tournage.

## Le patriarcat est aujourd'hui sans ressources

Siôt proclamée l'indépendance de la Géorgie, le 9 avril 1991 (plus de huit mois avant les accords d'Alma-Ata signant l'arrêt de mort de l'Union soviétique), Zviad Gamsakhourdia, premier président élu de la nouvelle république, a transformé les studios d'Etat en « corporation » d'unités de production. Il y a deux ans, cette corporation fut réorganisée en « *fonzi* » (sorte de GIE dont le statut juridique est celui des studios Mosfilm), avant d'être, l'été der-

nier, transformée en société anonyme dont le directeur, composé de neuf personnes, est toujours présidé par Revaz Tchkeidze (il occupe la responsabilité suprême, quelle que soit sa dénomination, depuis 1973).

Chacune des treize unités de production qui composent Grouzia-Films est coiffée par un directeur artistique - le plus souvent un metteur en scène - et un directeur commercial. Autooomes, elles doivent s'autofinancer et louent l'équipement pour une somme dérisoire. Certaines sont devenues plus riches que d'autres, en fonction surtout des activités extracinématographiques que savent ou oon développer leurs dirigeants, et ont acquis en bien propre du matériel, parfois auprès de Grouzia-Films, qui s'est ainsi délesté d'une partie de ses biens.

La place honorifique qu'occupe Revaz Tchkeidze tend à devenir un poste honorifique : le patriarche est aujourd'hui sans ressources. Même si Edouard Chevardnadze, grand amateur de films, continue de signer des décrets d'aide au cinéma, Grouzia-Films n'a plus les moyens de participer à une quelconque coproduction, et seuls les studios qui se sont enrichis en son sein peuvent encore produire des films.

Un long-métrage devrait bientôt être achevé : dès le début du conflit avec l'Abkhazie, le cinéaste George Khaindrava - également ancien ministre chargé des affaires abkhazes - était parti pour Soukhoumi avec une équipe légère, en vue de filmer les combats. Remplaçant au jour le jour son scénario (il s'agit d'un film de fiction) sans prendre parti, il a su s'allier les bonnes grâces des uns et des autres pour réaliser ce récit de guerre fictif sur fond de guerre réelle. Le *Cimetière des rêves*, film en noir et blanc tourné dans l'urgence, a été entièrement produit par le metteur en scène et son studio.

C'est en coulisses, sans trop d'urgence, et sur un thème plus aigre que Nana Djordjadze doit réaliser les *Mille et une recettes de monsieur Ioch*, sept ans après *Robinsonnade*, éméra d'or à Cannes en 1987. Écrit par son mari, le cinéaste Irakli Kvirkadze, le scénario retrace l'histoire d'un célèbre cuisinier français parti pour la Géorgie à la fin des années 10 avec l'intention d'ouvrir un grand restaurant. A leur arrivée dans ce petit pays (qui n'aura conservé son indépendance que trois années), les bolcheviks le relèguent dans le grenier de son établissement, transformé en cantine soviétique.

Coproduit par Marc Ruscart et Temour Bablouani - lauréat de l'ours d'argent de Berlin en 1993 pour le *Soleil des éveillés* et directeur du studio Adam et Eve - le film a bénéficié du fonds d'aide aux coproductions avec les pays de l'Est, géré par le Centre national de la Cinématographie française (CNC). Prévu pour l'été prochain, le tournage devrait se dérouler sans trop de heurts : plus de problèmes de chauffage (il fait très chaud en été), d'eau (la neige des montagnes du Caucase aura fondu) et d'électricité (les centrales hydro-électriques auront repris leur activité). Reste la question de la situation politique dans la région. Mais on ne saurait oublier que c'est à Tbilissi que se trouve la base arrière d'intervention pour le Caucase du Comité international de la Croix-Rouge et du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies : n'est-ce pas, selon la responsable du CICR, « la ville la plus stable de la région » ?

JOËL CHAPRON

(1) Le même fonds d'aide vient d'être accordé à un autre projet géorgien, *Varian sur l'amour*, de Mikheil Kobakhidze.

Le Crédit lyonnais met en vente les salles européennes de MGM. - Toujours confrontée au casse-tête financier que lui pose le studio hollywoodien dont elle s'est retrouvée propriétaire, la banque française a décidé de réaliser une partie des actifs, en mettant en vente les 526 salles européennes (Grande-Bretagne surtout, Pays-Bas, et Danemark) appartenant à la Metro Goldwyn Mayer. Le produit de la vente est estimé entre 1 et 1,2 milliard de francs. Parmi les éventuels repreneurs, on cite le groupe Charpentier, qui possède Pathé, et la nouvelle major américaine créée par Steven Spielberg, Jeffrey Katzenberg et David Geffen.

Exposés à Rome

## Les trésors de la Chambre des députés italienne

## ROME

## correspondance

La Chambre des députés italienne, qui siège au palais de Montecitorio, a ouvert son imposant portail au public, le 26 décembre et pour deux mois, pour présenter ses collections d'art ancien et moderne. Une initiative de la jeune présidente de la Chambre, Irene Pivetti, suivie par le questeur Maria Bolognesi. Elle s'inscrit dans le cadre de la campagne de divulgation des trésors artistiques cachés dans les palais du pouvoir italiens, campagne lancée, en octobre, par le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, quand il a ouvert le Quirinal.

La « II<sup>e</sup> » République aurait-elle compris que l'art peut être utilisé pour anéantir l'image des institutions politiques dans cette période mûrie ?

« Montecitorio conserve des milliers d'œuvres », explique Valerio Rivosecchi, commissaire de l'exposition, nous avons sélectionné soixante tableaux de la période XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle et soixante œuvres contemporaines, achetées depuis 1926 ». L'exposition retrace, en fait, les différentes étapes de la formation de cette importante collection, à commen-

cer par la longue histoire du Palais de Montecitorio lui-même, dessiné au XVIII<sup>e</sup> siècle par Le Bernin pour le prince Ludovisi, puis agrandi au début du siècle suivant par l'architecte Carlo Fontana. Avant d'être restructuré, en 1902, par l'architecte siennois Ernesto Basile - un des champions de l'art nouveau -, qui a construit l'hémicycle.

Parmi les trésors exposés figurent une belle *Madonne à l'Enfant* attribuée à Perin del Vaga, un élève de Raphaël, ainsi que deux gouaches du jeune Pontorno, qui décoraient un char de carnaval pour les fêtes des Médicis à Florence en 1513. La grande toile des *Quatre saisons* de Guido Reni (1620), est également remarquable. L'Ecole napolitaine est bien représentée, notamment par une somptueuse *Venus Endormie* de Luca Giordano. Il faut aussi signaler, parmi les tableaux religieux, le *Culvaire* de Mattia Preti aux accents caravagesques et, dans la série des portraits, le buste d'Henri IV de France peint par Frans Pourbus le Jeune. Les natures mortes, italiennes et flamandes, sont intéressantes, en particulier celle du Napolitain Giuseppe Recco, un spécialiste du genre.

Une dernière partie du trajet ras-

semble les œuvres du début du XX<sup>e</sup> siècle, achetées à partir des années 30, sans programme défini. Ce n'est qu'en 1966 qu'une Commission pour les achats a été créée. Présidée par le critique d'art Marcello Venturini, elle est de tendance plutôt conservatrice. Entrant cependant au Palais plusieurs tableaux importants, comme le *beau Paysage* (1927) de Giorgio Morandi, l'*Etudiant amoureux* (1928) de Mario Mafai, une *Nature morte* (1936) de Gino Severini et une austère *Composition* (1938) de Mario Sironi, remplie de références au climat culturel de l'Italie fasciste. La sculpture, peut-être par manque d'espace, est presque absente de cette exposition.

Les achats se sont arrêtés depuis plusieurs années. Marcello Venturini se souvient que Sandro Pertini, le dernier président qui s'est intéressé aux achats d'œuvres d'art, ne voulait pas payer les artistes. D'après lui, ils auraient dû donner leurs meilleures œuvres gratuitement pour avoir l'honneur d'entrer dans la prestigieuse collection. Espérons que la « II<sup>e</sup> » République aura plus de perspicacité !

LUDOVICO PRATESI

► Chambre des députés, Montecitorio, Rome, du 26 décembre 1994 au 28 février 1995.

## Le Monde DOSSIERS &amp; DOCUMENTS

## L'EUROPE DES QUINZE

Qui aurait cru que l'Europe irait du cercle polaire à Gibraltar ? Ce dossier permet de comprendre comment l'Europe des Douze est devenue l'Europe des Quinze.

## LES DÉLOCALISATIONS : DANGER POUR L'EMPLOI ?

Le phénomène n'est pas nouveau mais il atteint désormais d'innombrables secteurs d'activité, aggravant le chômage des moins qualifiés. Quelles mesures prendre pour accompagner au mieux cette évolution ?

JANVIER 1995

M

UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX







## Pour leurs premiers vols

## Les nouvelles compagnies aériennes admises à Orly alignent leurs tarifs sur ceux d'Air France et d'Air Inter

La compétition est ouverte. Plusieurs concurrents d'Air France et d'Air Inter vont utiliser, dès les premiers jours de janvier, l'aéroport d'Orly. Le gouvernement qui avait bataillé ferme pour reculer les échéances de la déréglementation du ciel, tant sur les lignes intérieures qu'européennes, a dû céder sous la pression de la Commission de Bruxelles et des compagnies étrangères.

Paradoxalement, TAT European Airlines, qui avait ouvert le feu contre le « protectionnisme » français en septembre 1993, ne sera pas au rendez-vous. La filiale de British Airways à 49,9 %, autorisée à desservir Marseille et Toulouse au départ d'Orly, n'a pas encore dévoilé ses intentions. Il ne reste pour l'heure que deux concurrents : AOM pour la desserte d'Orly-Marseille et Air Liberté pour Orly-Toulouse. Mais Euralair, qui devra repasser devant le conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) le 4 janvier, ne désespère pas d'obtenir prochainement la desserte d'Orly-Toulouse.

s'échelonnent entre 1 870 francs et 590 francs pour un aller-retour (1), ceux d'Air Liberté vont de 1 200 à 550 francs mais grimperont de 1 810 à 690 francs dans moins de trois mois.

Sur Orly-Marseille, les tarifs sont quasiment identiques entre AOM, filiale du Crédit lyonnais, et Air Inter. Les deux compagnies ont des tarifs s'échelonnant de 1 900 à 590 francs. Seule différence, AOM dispose en plus d'une véritable classe affaires, très confortable, avec des tarifs allant de 2 300 à 1 770 francs. Elle a par ailleurs décidé de faire voyager gratuitement, en janvier, les enfants et les jeunes de moins de dix-huit ans. TAT et Euralair, en débattant sur l'une ou l'autre de ses lignes, voire sur les deux pour TAT, bouleverseront-elles cet équilibre en se lançant dans une guerre des prix ? La réponse dépendra notamment de leur capacité financière à sponger les pertes qui en résulteraient.

## Faire la différence sur les prestations

Mais, dans un premier temps, en dehors de quelques offres promotionnelles, la différence se fera en termes de confort et de fréquences. AOM et Air Liberté offrent environ moitié moins de fréquences qu'Air Inter mais savent soigner leur clientèle. Air Inter a fait un effort et ne fera plus payer ses boissons.

L'avantage en matière de tarif

apporté par l'arrivée des concurrents européens d'Air France à Orly ne sera guère plus sensible, dans l'immédiat. À partir du 2 janvier, l'aéroport va commencer à s'ouvrir aux compagnies communautaires. Lufthansa desservira Francfort, KLM, Amsterdam et Lauda Air, Vienne. Plus tard, à partir du 15 janvier, ce sera au tour de la compagnie belge Sabena de s'élancer vers Bruxelles. L'aéroport est très convoité par les transporteurs européens. Plus proche de Paris que Roissy, il a l'avantage de drainer la clientèle de province et d'être proche des entreprises franciliennes, souvent implantées au sud, et au sud-ouest de la capitale.

Jusqu'à maintenant, la majorité des destinations communautaires étaient cantonnées à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle où Air France a son « hub », c'est-à-dire sa plate-forme de correspondance. Air France, qui reste sur Roissy pour desservir les lignes concurrentes, devrait perdre des clients. Mais il n'est pas impossible qu'Air Inter, implantée à Orly, se lance dans la bataille avec une ligne vers Francfort pour commencer.

En matière de prix, les compagnies européennes se sont pour l'heure alignées sur Air France, mais elles réfléchissent à de nouvelles gammes de prix.

MARTINE LARONCHE

(1) Tous les tarifs indiqués sont hors taxe d'aéroport.

Au 1<sup>er</sup> janvier

## Plusieurs hausses de prix et de prestations sociales entreront en vigueur

Comme chaque année, de nombreuses prestations sociales augmentent le 1<sup>er</sup> janvier. Quelques tarifs sont également en hausse.

■ **Prestations sociales :** + 1,2 %. - Au 1<sup>er</sup> janvier 1995, les prestations sociales sont revalorisées de 1,2 %.

■ **Soutien financier :** - Les prestations familiales. La base mensuelle de calcul est portée à 2 078,97 francs. Pour deux enfants à charge, le montant des allocations passe à 665 francs, puis à 1 518 francs pour trois, 2 370 francs pour quatre enfants et 852 francs pour chaque enfant supplémentaire, notamment.

■ **Les pensions de retraite et d'invalidité.** Le maximum de la retraite sécurité sociale passe à 6 465 francs par mois et celui de la pension de réversion 3 491,10 francs.

■ **Les rentes d'accidents du travail** (calculées en fonction du salaire antérieur).

■ **Les indemnités journalières des assurances maladie, maternité, accidents du travail.**

■ **Les prestations constitutives du minimum vieillesse.** Celui-ci passe à 3 231,91 francs par mois (contre 3 193,58 francs).

■ **L'allocation aux adultes handicapés** passe à 3 232 francs par mois (contre 3 194 francs précédemment).

■ **Le revenu minimum d'insertion** est porté à 2 325,66 francs pour une personne seule et métropole (1 860,52 francs dans les DOM) et de 3 488,49 francs pour un couple sans enfant ou une personne seule

avec un enfant (2 790,78 francs dans les DOM).

■ **Le plafond de la Sécurité sociale** à 12 930 F. - Le plafond mensuel de la Sécurité sociale passe à 12 930 francs au 1<sup>er</sup> janvier et à 13 060 francs au 1<sup>er</sup> juillet suivant. La hausse moyenne pour l'année 1995 sera donc de 1,9 %, contre 2,2 % en 1994 et 4 % en 1993.

■ **AGED :** de 2 000 à 3 946 francs. - Le montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) couvrant les cotisations patronales des personnes qui font garder leur enfant chez eux est porté de 2 000 à 3 946 francs. Par ailleurs, elle est étendue aux enfants de trois à six ans, à mi-taux (soit 1973 francs). L'AGED, rappelle-t-on, est cumulable avec les déductions fiscales « Aubry » couvertes à ceux qui emploient une personne à domicile.

■ **SMIC dans les DOM :** + 2 %.

- Le SMIC en vigueur dans les départements d'outre-mer va être majoré de 2 %, en vertu d'un décret portant le taux horaire à 32,42 francs. Après cette mesure il sera « inférieur de 8,83 % à ce qu'il est en métropole ».

■ **Redevance télévision :** 6,2 %. - Elle passe à 430 francs pour les postes en noir et blanc et à 570 francs pour les postes en couleur.

■ **Le 11 janvier, hausse de l'essence.** - Une hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) se traduira, le 11 janvier, par une hausse de 33 centimes du super, de 24 centimes du super sans plomb et de 4 centimes pour le gazole. Les autres produits pétroliers augmenteront de 1,7 %.

## Baisse de la TVA sur les fleurs

Le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, a annoncé vendredi 30 décembre que le gouvernement avait décidé d'appliquer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995, un taux réduit de TVA pour certaines catégories de fleurs et de produits de la sylvikulture. Le taux qui était de 18,6 % depuis l'été 1991 passe à 5,5 %.

Le taux réduit s'applique aux fleurs fraîches n'ayant pas subi d'arrangement. Le taux de 18,6 % continue de s'appliquer aux fleurs natu-

relles colorées, aux fleurs artificielles, aux compositions florales (corbeilles, couronnes, coussins), notamment.

L'Association pour le développement de l'art du vivre français, qui réunit un millier d'entreprises - de l'horticulteur au fleuriste -, a regretté que cette baisse ne s'applique qu'à certaines fleurs. Selon le ministère du budget, cette mesure représente un coût annuel de 1,7 milliard de francs.

## POINT DE VUE

## Les enjeux de la crise monétaire mexicaine

par Luis Mioti et Carlos Quenan

La brusque dépréciation du peso mexicain fait resurgir le spectre d'un retour à l'instabilité et au climat de crise des années 80 en Amérique latine. Comme en août 1982, lorsque la crise de la dette extérieure a éclaté, le Mexique se trouve à nouveau au centre d'une vaste secousse qui finira par atteindre les autres pays de la région ? C'est ce que craignent de nombreux observateurs face à la propagation de la crise de confiance suscitée par les difficultés rencontrées par l'économie mexicaine.

Pourtant, les indicateurs économiques de l'année qui s'achève sont loin d'être catastrophiques. En 1994, la croissance a été de 4,5 %, la production industrielle a augmenté de 5,5 %, la consommation intérieure de 6,5 %, la PIB de l'Amérique latine s'est accru de 3,7 %. De ce fait, entre 1991 et 1994, le PIB par habitant a connu un accroissement de 4,3 % pour l'ensemble de la région. Qui plus est, cette phase de croissance modérée mais soutenue s'accompagne d'une réduction significative des déséquilibres budgétaires et d'un remarquable ralentissement de l'inflation dans la plupart des pays de la région : excepté le Brésil, la moyenne régionale, qui était de 49 % en 1993, a diminué systématiquement depuis, se situant à 16 % en 1994. Même le Brésil connaît une baisse significative du taux d'inflation au cours du second semestre de cette année grâce aux premiers effets du plan real.

## Transformations incontestables

Les performances de la région latino-américaine en matière de croissance et d'assainissement de l'environnement macroéconomique résultent, dans une large mesure, des effets cumulés des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel adoptées depuis les années 80. Ces politiques ont constitué une rupture radicale vis-à-vis du modèle de développement en vigueur depuis l'après-guerre. Dans les stratégies d'industrialisation par substitution des productions locales aux importations, mises en œuvre depuis les années 40, la régulation étatique occupait

une place de choix : l'interventionnisme des gouvernements cherchait à soutenir la demande intérieure et à encourager les secteurs considérés comme moteurs du développement économique. Parallèlement, le protectionnisme était une composante essentielle de ces stratégies : il devait permettre à l'industrie de se développer à l'abri de la concurrence internationale (1).

À partir de 1985, cette approche a été remise en cause dans la plupart des pays de la région. À travers la rapidité de l'Etat, la dérégulation de l'économie et l'ouverture aux échanges internationaux, les pouvoirs publics, en accord avec les institutions financières internationales, visaient l'établissement d'un nouvel environnement institutionnel et une vaste restructuration des industries de ces pays. Dans cette perspective, l'investissement privé et les exportations devaient devenir les locomotives de la croissance.

## La nature des placements

En consolidant les acquis des politiques menées dans la but d'assainir l'environnement macroéconomique, les progrès accomplis sur le plan des transformations structurelles - privatisations, réformes fiscales, déréglementations - ont incontestablement, même si l'ampleur du processus de réformes varie selon les pays.

Mais la libéralisation commerciale a coexisté avec une tendance à l'appréciation du taux de change réel dans plusieurs pays de la région. Cette tendance, qui résulte de l'utilisation de la politique de change comme instrument de lutte contre l'inflation et de l'afflux massif de capitaux étrangers, n'est pas sans rappeler l'expérience des pays du Cône sud à la fin des années 70. À cette époque-là, l'ouverture commerciale, doublée de la surévaluation des monnaies nationales, s'est traduite par une forte poussée des importations et une dégradation des soldes de la balance des paiements de ces pays.

De même, la reprise de la croissance entre 1991 et 1994 s'est accompagnée d'une détérioration du compte courant de la balance des paiements des pays latino-américains. Elle demeurerait donc fragile parce que trop

dépendante des flux de capitaux provenant du reste du monde.

Mise à l'écart des marchés internationaux après la crise de la dette de 1982, l'Amérique latine a retrouvé l'accès aux financements extérieurs au cours des dernières années. Alors que plusieurs pays parmi les plus endettés à l'égard des banques privées ont normalisé leurs relations financières internationales dans le cadre du plan Brady, les transferts nets de ressources (entrées nettes de capitaux moins paiements nets de dividendes et intérêts) de la région vis-à-vis du reste du monde sont redevenus positifs depuis 1991.

Plusieurs facteurs expliquent ce revirement de situation : d'une part, le regain de confiance des investisseurs internationaux suscité par les réformes mises en place dans les pays latino-américains et, d'autre part, les changements opérés dans la conjoncture financière mondiale au début des années 90, notamment les faibles taux d'intérêt aux États-Unis. Constitué essentiellement de placements de portefeuille, de bons d'Etat ou de dépôts bancaires, ces flux financiers sont pour la plupart volatils.

Ces entrées de capitaux ont permis de financer un déficit croissant des balances courantes, qui est passé de -13,8 milliards de dollars en 1991 à -49,7 milliards de dollars en 1994 selon les estimations préliminaires de la CEPAL (2). Mais, en même temps, les déficits croissants allaient engendrer une perte progressive de confiance de la part des investisseurs internationaux. Et ce d'autant plus que 1994 marque le début d'une phase de hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Ainsi, lorsque la réserve fédérale a commencé à relever ses taux en février 1994, les Bourses latino-américaines ont expérimenté des baisses significatives.

Le Mexique a subi de plein fouet les effets de la nouvelle conjoncture internationale, car l'ampleur de son déficit courant est doublée de graves événements politiques (soulèvement du Chiapas, assassinat du candidat à la présidence du parti officiel...). Entra le début de l'année et novembre 1994, ce pays a perdu 9 milliards de dollars de réserves en devises alors que les tensions s'accroissent sur le marché des changes. Ces ten-

sions ont explosé lorsque la gouvernance du président Zedillo a décidé d'élargir les marges de fluctuation du peso par rapport au dollar.

À court terme, la reconstitution de portefeuilles des investisseurs et la méfiance généralisée des agents économiques se sont traduites par la dégringolade du peso mexicain et l'effondrement du marché boursier, et ce malgré la hausse des taux d'intérêt internes. La diffusion de la tendance à la baisse des cours a affecté les autres places latino-américaines, notamment celles de l'Argentine et du Brésil.

La nature des flux financiers en question rend très délicate la gestion de la crise. En effet, les investissements de portefeuille, beaucoup plus volatils, liquides et « émotifs » que les prêts syndiqués massivement octroyés aux pays latino-américains entre 1975 et 1981, sont fortement dépendants des retournements des anticipations. Ainsi, lorsque les investisseurs décident de liquider de leurs avoirs, entraînant des sorties de capitaux et des tensions sur les marchés des changes, les instances de négociation sont quasi inexistantes.

## Politiques plus restrictives

Or les rapports privilégiés que le Mexique entretient avec les États-Unis dans le cadre de l'Alena peuvent permettre de désamorcer la crise. La preuve en est que les marchés financiers mexicains ont réagi favorablement au Programme d'urgence que vient d'annoncer le président Zedillo, qui repose sur un soutien financier international allant bien au-delà de la ligne de crédit de 6,7 milliards de dollars ouverte en mars dernier par les États-Unis et le Canada. Mais cette situation n'est pas facilement généralisable à l'ensemble des pays latino-américains.

Au demeurant, à moyen terme, la crise mexicaine aura sonné le glas de la période caractérisée par l'accroissement des déficits courants et l'utilisation du taux de change en tant qu'instrument de politiques anti-inflationnistes. Il en résultera la mise en place de politiques plus restrictives, se traduisant par un ralentissement de la croissance et des importations.

Certes, cette question se pose

de manière différente selon les pays. L'Argentine, qui présente un déficit courant élevé, est en principe le pays le plus affecté par ce revirement de situation. Les degrés de liberté du Brésil sont en revanche plus grands : son solde commercial est excédentaire depuis 1983, ses déficits courants en 1993 et 1994 sont faibles, alors que ses réserves de change dépassent les 40 milliards de dollars. Toutefois, le Brésil devra mettre sous contrôle une croissance qui tend à s'emballer depuis la mise en place du plan real.

Pour sa part, le Chili, le seul pays de la région qui connaît une croissance stable depuis une dizaine d'années, semble en mesure de bien maîtriser sa position extérieure. Le Venezuela, par contre, risque une aggravation de ses problèmes (inflation élevée et croissante, faillite d'une partie du système bancaire local, pertes de réserves de change depuis 1992).

En tout état de cause, la renouveau économique de l'Amérique latine sera confronté à de nouveaux défis. Il devra faire face à un retour de la contrainte financière extérieure sans trop sacrifier la croissance. Une croissance pourtant indispensable pour s'attaquer aux inégalités qui, malgré la récente reprise, n'ont cessé de s'aggraver.

(1) Lire le rapport *Ramsey 95* de l'Institut français des relations internationales (IFRI), Dunod.

(2) CEPAL : Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies.

► Luis Mioti enseigne l'économie internationale à l'université Paris-XI. Carlos Quenan est maître de conférences à l'université de Reims et dirige la revue *Techniques financières et développement*.

## Les États-Unis prônent un soutien financier international

Les États-Unis envisagent d'accorder un soutien financier de plusieurs milliards de dollars au Mexique pour aider ce pays à sortir de la crise et éviter que celle-ci ne se répète sur l'ensemble du sous-continent latino-américain. « Il y a des discussions en cours à propos d'un soutien extérieur au Mexique », a confirmé un responsable du Trésor américain sous couvert de l'anonymat.

Ces discussions impliquent, outre les États-Unis, d'autres pays du G7. Le Fonds monétaire international, qui a envoyé des émissaires au Mexique, ne participera pas à l'assistance financière. L'aide devrait prendre la forme de prêts au gouvernement mexicain et d'intervention sur les marchés des changes. Elle permettrait notamment au Mexique d'affronter les prochaines échéances de remboursement de sa dette alors que le pays ne peut plus compter sur le marché pour lever des liquidités. Quelque 9,72 milliards de dollars en bons de l'Etat mexicain sont exigibles d'ici la fin mars. Le peso a perdu plus de 35 % de sa valeur face au dollar depuis le début de la crise il y a dix jours. Après s'être repris jeudi, il a cédé à nouveau du terrain vendredi 30 décembre autour de 5,15 pesos pour un dollar.

## L'Argentine adopte de sévères mesures d'austérité budgétaire

Tentant d'éviter les effets de contagion de la crise monétaire du Mexique, le secrétaire argentin à l'Intérieur, Ricardo Gutiérrez, a présenté, vendredi 30 décembre, un budget d'économie de un milliard de pesos (même somme en dollars), prévoyant notamment un gel des postes de l'administration publique. Le gouvernement argentin espère ainsi renforcer la confiance dans son plan de stabilisation d'avril 1991, qui a établi la parité entre le dollar et le peso argentin. Les cambistes estiment depuis longtemps que la monnaie nationale argentine est surévaluée, mais les autorités se sont toujours refusées à envisager une dévaluation. Les mesures annoncées représentent des économies de l'ordre de 17 % sur le budget. Seuls seront épargnés les services de santé, l'éducation, la justice, les salaires et le remboursement de la dette publique. Cinq mois avant de briger un second mandat, le président Carlos Menem espère limiter un déficit budgétaire qui s'est considérablement creusé ces derniers temps.







## DEVISES ET OR

## Le Mexique brouille les cartes

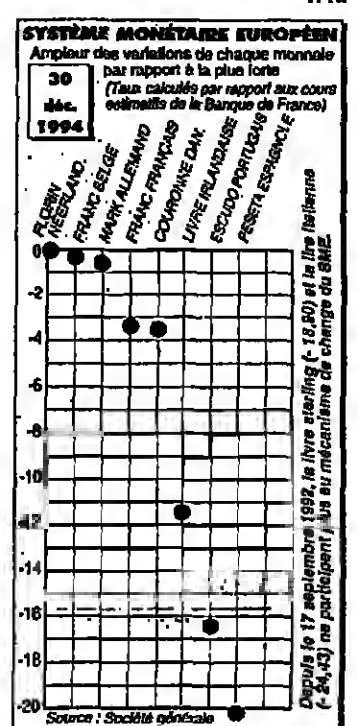
CHRISTOPHE VETTER

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Une fin d'année perturbée

On ne peut pas dire que cette initiative, peu opportune au moment où la reprise de l'économie française se confirme prudemment, ait été goûtée par les pouvoirs publics, qui sont, toutefois, restés muets. Cela n'a pas été le cas du bouillant président de l'Association française des trésoriers d'entreprises (AFTE), François Schlumberger. Pour lui, la décision des banques a été « une

**ER.**



## MATIÈRES PREMIÈRES

## La foi du charbonnier

## Flambée des prix

C'est dans ce climat que vont débiter les négociations annuelles de prix pour les contrats européens ou asiatiques. D'ores et déjà, les producteurs ont décidé d'en tirer le meilleur parti pour relever les tarifs. « Tous les acteurs du marché » nustralien paraissent aujourd'hui convaincus qu'il y aura une hausse des prix, mais de combien ? » s'interroge l'ATIC (l'Association technique de l'importation charbonnière) dans sa lettre mensuelle de

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 22-12-94	Cours 23-12-94
Or fin (800 au barre)	65 100	65 800
- 1000 au lingot	68 800	69 300
• Pices française (120 F)	333	380
• Pices française (170 F)	430	400
• Pices indus (20 F)	388	379
• Pices indus (25 F)	390	381
• Pices française (120 F)	354	383
Sovereign	486	493
• Sovereign Elizabeth II	490	491
• Demi-Sovereign	315	317
• 2400	2 740	2 580
• 120 dollars	1 290	1 320
• 5 dollars	800	850
• 50 pesos	2 495	2 455
• 20 marcos	465	475
• 10 florins	359	395
• 5 roubles	295	270

\* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la place hebdomadaire supplémentaire.

PRODUITS	COURS DU 30/1/94
Cuivre (kg) 1200 Tons min	1 025 (+ 39) Dollar/tonne
Aluminium (kg) 1200 Tons min	1 977 (+ 147) Dollar/tonne
Nickel (kg) 1200 Tons min	8 990 (+ 510) Dollar/tonne
Sucres (kg) 1200 Mars	411,50 (+ 11) Dollar/tonne
Café (kg) 1200 Janvier	2 765 (+ 12) Dollar/tonne
Cacao (kg) 1200 Mars	1 230 (+ 42) Dollar/tonne
Blé (kg) 1200 Mars	401 (+ 4) Euro/tonne
Maïs (kg) 1200 Mars	211 (+ 1) Euro/tonne
Soja (kg) 1200 Janvier	183,50 (+ 6,70) Dollar/tonne
Pétrole (kg) 1200 Janvier	16,4" (+ 0,55) Dollar/tonne
Or (kg) 1200 Janvier	355,75 (+ 1,65) Dollar/tonne

Le cluster entre parenthèses indique la  
transition d'une semaine sur l'autre

Mais ce qui est mis en cause, notamment par M. Schulmberger, c'est la composition de la formule magiqu<sup>e</sup> qui détermine les variations du TBB. Pour le président de l'ARTE, qui a pour « recette » un tiers de jour le jour (inchangé depuis le début de juillet), un tiers de PIBOR trois mois et un tiers de PIBOR un an, une telle pondération aurait pour effet de porter l'écart entre « sa formule » et le TBB de 1,80 % début 1994 à 2,27 % après le relèvement de cette semaine. Mais toutes les raisons n'ont pas été dites. La formule de l'ARTE, toute façon restée secrète, certains privilégient le PIBOR trois mois, le PIBOR un an et les bons du Trésor (BTAN) deux ans, la plupart tenant compte des taux d'interventio<sup>n</sup> de la Banque de France (appel d'offres et pensions à 5-10 jours, inchangé depuis le début de l'été dernier) et naturellement, de l'importance de leurs dépôts non rémunérés, assez variables. A la décharge des établissements, on pourra dire qu'en cette période de contraction des crédits aux entreprises le relèvement du TBB n'est pas une mesure spécialement agréable, pour eux comme pour leurs clients, et qu'ils sont soucieux de ne pas dégrader encore davantage des marges qui se réduisent.

**FRANÇOIS RENARD**







## SAMEDI 31 DÉCEMBRE

## TF 1

- 15.00 Série: Les Aventures du jeune Indiana Jones. Réal: men 1910.  
15.50 Série: Super boy.  
16.20 Série: Tarzan.  
16.50 Série: 21, Jump Street.  
18.35 Divertissement: Vidéo gag.  
19.05 Série: Beverly Hills.  
20.00 Voeux du président de la République.  
20.10 Journal, Tiers, La Minute.  
20.45 Révélation Rock'n'Roll Show au Carreau.  
Présenté par Dorothée. Avec Pierre Paret, Carlos, Chantal Goya, Richard Claydeman, Titi Lopez, Sacha Distel, Hélène, Christophe Rippert, All For One, Bradley Cole, Hugues Aufray, Les Collégiens, les Musclés, Anthony Dupray, Antoine, Screaming Jay Hawkins, Bernard Minet, Manuela Lopez, Julia Migenes.  
22.30 La Nuit la plus Crazy.  
Présenté par Bernard Montiel. Au Crazy Horse Saloon, avec Azeddine Alaïa, Lorie Azzaro, César, Régine Deforges, Jack Lang, Lora Moe, Pierre Remy, Genzague Saint-Bris, Marie Sere, Patrick Sébastien, Slavik, Paul-Loup Sulitzer, Chantal Thomas, José-Luis de Vilallonga, Georges Wolinski.  
0.10 Spectacle: Le Cirque Arnez.  
1.45 Théâtre.  
Ma cousine de Varsovie. Pièce de Lucie Vernal et Georges Berr.

## FRANCE 2

- 13.40 Les Grandes Enigmes de la science.  
14.30 Histoire: Les rois de la science.  
15.00 Magazine: Samedi sport.  
18.05 Série: Les Enigmes.  
18.15 Série: Le Combat de Sarah.  
19.50 Bonne nuit, les petits.  
19.55 Tirage du Loto (et à 20.43).  
19.59 Voeux du président de la République.  
20.10 Journal et Métro.  
20.50 Divertissement: Faites la fête.  
Présenté par Michel Drucker.  
22.55 Les Enfants de la télé.  
Présenté par Arthur à la Cigale. Spécial 31 décembre.  
0.40 Opéra-bouffe: Les Brigands. D'Offenbach, mise en scène de Jérôme Deschamps et Michaël Kieffer, avec Michel Sénéchal.

## FRANCE 3

- 13.35 En filant avec Roger Gicquel. Les musiques de Bretagne.  
14.30 Dessin animé: Des souris et des chats.  
16.05 Mésure au champagne.  
De Robert Lewis, d'après une nouvelle d'Agatha Christie.  
17.40 Magazine: Montagne.  
Tintin au Tibet, le livre des raretés, de Dominique Sarrut.  
18.15 Voeux du président de la République.  
18.50 Un livre, un jour.  
Palmarès des meilleurs livres de la saison.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.00 Voeux du président de la République.  
20.15 Jeu: Fa si la chance.  
20.40 Tout le sport.  
20.50 Théâtre: Dédé.  
Pièce de Julien Vernet.  
22.45 Divertissement: Y a pas d'âge!  
Présenté par Raphaël Mezrahi. Le bûcher des télévisions étrangères.  
23.40 Métro et Journal.  
0.00 Téléfilm: L'Éveil.  
De Marie Lambert.

## M 6

- 14.45 Série: Les Champions.  
15.40 Série: Le Joker.  
16.35 Série: Chapeau melon et bottes de cuir.  
17.30 Série: Agence Acatulco.  
18.20 Extra large, le sosie.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Voeux du président de la République.  
20.10 Série: Classe mannequin.  
20.40 Magazine: Stars et couronnes.  
Présenté par Isabelle Hurlbut.  
20.50 Spécial Jour de l'en.  
20.55 Téléfilm: Le Bonheur au bout du chemin 2.  
De Kevin Sullivan.  
0.45 Magazine: Danco Machine.  
Les meilleurs moments des séries Danco Machine 1, 2, 3 et 4.

## CANAL +

- 13.30 Magazine: L'œil du cyclone.  
14.00 Téléfilm: Le Terrain ne répond plus.  
De Ron Silver.

## 15.25 Surprises.

- 15.35 Téléfilm: Le Retour de Sherlock Holmes.  
De Kenneth Johnson.  
17.10 Les Superstars du catch.

## En clair jusqu'à 20.30

- 18.00 Le Soir le plus ton.  
Des dessins animés de Walt Disney et de Tex Avery présentés par des enfants: à 22.00, Cartoon Wey, documentaire sur l'Amérique mythique des années 50.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma: Coup de foudre en retard. ■ ■ ■ Film américain de John Sturges (1958).  
0.25 Cinéma: Mr Wonderful. ■ Film américain d'Anthony Minghella (1993) (v.o.).  
2.00 Surprises.  
2.05 Le Journal du cinéma.  
2.10 Cinéma: Faites-le avec les doigts (The Groove Tube). ■ Film américain de Ken Shapiro (1974).  
3.20 Documentaire: Dario Moreno.  
De Jean Rousseau.  
4.15 Cinéma: Victor Victoria. ■ ■ ■ Film américain de Blake Edwards (1982) (v.o.).

## LA CINQUIÈME

- 14.30 Les Grandes Biographies. Les grands commandants: Napoléon.  
15.30 Documentaire: Arts musicaux.  
Pierre et le loup, de Christopher Swann, Steve Bendaick et Roger Lav.  
16.30 Documentaire: Les Courses extraordinaires. La salle de Simon d'Ameline Lasseigne (rediff.).  
17.00 Documentaire: Cinéma.  
Chaplin et la musique, d'André Haimi (rediff.).  
18.00 Documentaire: A tous vents. Les Dernières Voies, de N. Hollander et M. Merles. Les côtes.

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00.  
17.00 Les Enfants du voyage.  
Au fil de l'Académie (rediff.).  
18.05 La Trace des anges.  
Les anges dans les grandes religions monothéistes, de Marie-Hélène Reboulet (rediff.).  
19.00 L'Année cinématographique 1994.  
Les manifestations les plus importantes de l'année.

## IMAGES

## Bétisier

QUATORZE questions pour un champion des vœux.  
1) Quel visionnaire déclarait, le 31 décembre 1981: « Saula l'Histoire pourra dire, avec le recul du temps, le trace laissée par l'année qui s'achève; mais chacun sait déjà que 1981 aura été l'année du changement que la France a voulu » ?  
2) Quel philanthrope autre que l'abbé Piarrat disait, le 31 décembre 1982: « Quelconque est seul dans la vie, quelconque est pauvre, quelconque souffre d'être parmi les sans-travail, rencontra, je vous l'assure, une société plus fraternelle » ?  
3) Quel bouffeur de sectaires affirmait, le 31 décembre 1983: « Il n'est pas question de laisser la violence porter à la place de la raison » ?  
4) Quel oracule paternel recommandait, le 31 décembre 1984: « Un pays est comme une famille. On n'a pas les mêmes goûts, on n'a pas les mêmes idées, mais on a la même patrie. La nôtre est belle et grande. Aidons-la, servons-la, aimons notre patrie ! » ?  
5) Quel acrobate conseillait, le 31 décembre 1985: « Surtout, ne lâchez pas la rampe ! » ?  
6) Quel rassembleur lançait, le 31 décembre 1986: « Mon vœu est que la France gagne. Elle y parviendra d'autant mieux qu'on aura écarté de sa route les cupides qui divisent et qui la blessent dès lors qu'ils touchent à ses racines historiques, culturelles, spirituelles, qui sont essentiellement pluralistes... L'esprit de tolérance et la volonté de dialogue doivent l'emporter sur le refus et la rapli sur soi » ?

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ► Signifié dans « la Monde radio-télévision »; ◻ Film à éviter; ■ Ne peut voir; ■ Ne pas manquer; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 1<sup>er</sup> JANVIER 1995

## TF 1

- 6.00 Série: Côté cœur.  
6.30 Club mini Zig-Zag.  
7.10 Club Dorothée.  
7.55 Le Disney Club.  
Super Bello: Myxer Mask; La Bande à Dingo; Les 10 ans de l'animé; A vos rêves; Rapports; Invités: la Ligue d'improvisation; Le Journal du Disney Club; Camille Reporter; Vidéo: Camille.  
10.25 Magazine: Auto Moto.  
11.00 Métro (et à 12.20).  
11.05 Série: Duo d'enfer.  
11.55 Jeu: Millionnaire.  
12.25 Jeu: La Juste Prie.  
12.50 Magazine: A vrai dire.  
2.55 Métro, Traffic Infos et Journal.  
1.20 Série: K 2000.  
1.00 Téléfilm: Le Cercle des Indomptés.  
De Charles Braverman, avec Kasin Reeves, John Loughlin.  
30 Série: Tarzan.  
35 Divertissement: Vidéo gag.  
Dienay Peradé, Oasein animé: Pluto et Figaro; Le Gang des justiciers (1<sup>er</sup> épisode).  
15 Des millions de copains.  
16 Série: Agence tous risques. Poursuite de diamants, de Ron Salford, avec George Peppard.  
00 Journal, Tiers, La Minute.  
45 Cinéma: L'Homme au masque d'or. ■ Film français d'Eric Duret (1990). Avec Jean Reno, Marie Martin, Marc Duret.  
30 Magazine: Ciné dimanche.  
40 Cinéma: Gavins. ■ Film français d'Arnaud Sélingue (1980). Avec Jean-Luc Lagasce, Catherine Sarrin, Wojtek Pezoniek.  
20 Journal et Métro.  
30 Spectacle: Napoléon. De Serge Lamo avec Serge Lamo, Paul Buissonneau, Emmanuel Cormier, Marie-André Carnelle, Christine Delacroix, Desier, Gilbert Dumas, François Godin.  
50 TF 1 nuit (et à 3.45, 4.25).  
Programmes de nuit.  
Peter Ström: 3.55. Côté cœur: 4.35. Musique: 5.00. Concert: Mozart, le génie, par l'Orchestre Paul Kuentz.

## FRANCE 2

- 1.00 Documentaire: Le Cheval à robe rayée.  
1.50 Dessin animé.  
1.55 Les Matins de Saturnin.  
1.45 Connaitre l'Islam.  
1.15 La Source de vie.  
1.00 Le Jour du Seigneur.  
L'homme en secret: Michael Ondaatje, de Petrice Chagnard.  
2.00 Messe, célébrée en l'église Saint-Eustache à Paris.  
2.55 Métro (et à 12.10).  
3.55 Loto et Journal.

## 12.15 Concert du nouvel an.

- En direct de Vienne et en Eurovision. Œuvres de Johann et Joseph Haydn, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir: Zubin Mehta.  
13.35 Dimanche Martin.  
De Vincent.  
15.10 Série: Le Renard.  
16.05 Dimanche Martin (suite).  
L'école des fans, avec Sylvie Vartan; Alain Fort, font.  
17.30 Documentaire: Un animal, des animaux.  
De Nicolas Philbert.  
18.30 Magazine: Trophées des sports.  
Les grandes victoires françaises: Election du sportif de l'année.  
19.50 Les Films Lumière.  
Arrivée d'un train en gare de La Ciotat (et à 23.05).  
19.55 Journal, Résumé du Rallye Grande-Dakar et Métro.  
20.50 Cinéma: Le Retour du grand blond. ■ Film français d'Yves Robert (1974). Avec Pierre Richard, Mireille Darc, Jean Rochefort.  
22.15 Documentaire: Première ligne.  
Seule le regard de Dieu, 2. Bénédiction et prières, de Serge Moati.  
23.10 Journal et Métro.  
23.30 Concert: Musiques au cœur.  
Concert du nouvel an (suite).  
0.00 Programmes de nuit.  
L'Heure du golf (rediff.): 0.40. Journal du Rallye Grande-Dakar (rediff.): 0.55. Cange-reuse défense: 2.30. Il était une fois 1994 (rediff.): 4.00. Dessin animé (et à 5.06): 4.10. Un lac venu de l'espace: 4.40. Sentier d'ombre: 5.15. Histoires fantastiques.

## FRANCE 3

- 6.00 Euronews.  
7.00 Bonjour Babar.  
Magazine: Qui-Oui: Men éne: Spécial Noël: Les Aventures de Tintin en Amérique (3<sup>e</sup> épisode).  
8.25 Les Minikéums.  
Fielal: L'île au trésor; Téléaz spécial nouvel an.  
Magazine: C'est pas sorcier. C'est à moi, enlaid, cambouis et cotillons.  
11.00 Magazine: Outremers.  
Animaux des îles.  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Prologue du Rallye Grande-Dakar (et à 13.00). Départ et 1<sup>er</sup> spéciale.  
12.45 Journal.  
14.00 Les Cinq Continents.  
Erebus, volcan des glaces, de Pierre-Anne Hircz.  
Expédition en Antarctique en décembre 1993.  
15.00 Magazine: Sports dimanche.  
Tiro à Vincennes; Patinage artistique: championnat du monde professionnel à Landover (E.U.).

## 16.50 Téléfilm: Les Frères Rico.

- De Paul Wendkos, avec Ben Gazzara, Jack Carter.  
Série: Magnum.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
A 19.05, Journal de la région.  
20.05 Divertissement: Benny Hill.  
Le Journal du Dakar.  
20.35 Présenté en direct par Gérard Holtz.  
20.55 Événement: Le centenaire du cinéma.  
Présenté par Jean-Marie Cavada, Jean-Pierre Bertrand, Sylvie Feiderbe, que le fête continue.  
22.35 Métro et Journal.  
22.50 Rétro info.  
Présenté par Marc Autheman.  
Invités: Yves Simon, Bernard Henric-Lévy, Jean Philippe Collier.  
23.40 Cinéma: L'Aurore. ■ ■ ■ Film américain de F.W. Murnau (1927). Avec George O'Brien, Janet Gaynor, Margaret Livingston (muet, N.).  
1.25 Musique: Cadrans lumineux.  
Orfèvre Nagra, extrait, de Jean-Jacques Dessy, de Barroze, par Placido Domingo, Winston Marshall, Antonie Carles Jabim, l'Orchestre municipal de Rio, dir: John Domini (15 min).

## M 6

- 7.00 Musique: Boulevards des élites (et à 0.50, 5.40).  
8.20 Téléfilm: Le Vagabond de Noël.  
De Will McKenna, avec Bernard Hughes, Gerald McRaney.  
Après vingt-cinq ans d'absence, un clochard va passer le réveillon en famille et rencontrer ses petits-enfants.  
9.55 Magazine: C'est 6.  
10.20 Magazine: C'est 6.  
10.50 Magazine: Fréquentstar (et à 2.30).  
11.45 Série: Loin de ce monde.  
12.10 Série: Maris, deux enfants.  
12.35 Série: Flash.  
13.30 Téléfilm: Papy Joe.  
De Jeffrey Malmen, avec Shelley Winters, Bill Irwin.  
15.05 Téléfilm: Qui-proquo.  
De Claude Vital, avec Bernard Fresson, Claude Gensac.  
Série: Chapeau melon et bottes de cuir.  
17.20 Téléfilm: Les Magiciens du mercredi.  
De trad Charles, avec Penny Roy, Yann Debray.  
19.00 Série: Robocop.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série: Classe mannequin.  
20.35 Sport 6 (et à 0.15).  
20.40 Téléfilm: En route, les enfants!  
De Norman Stone, avec Peter O'Toole, Mare Winningham.

## 1939. Les Allemands envahissent la France.

- Accompagné d'un groupe d'enfants, un soldat allemand se va trouver le pays pour rejoindre la Grande-Bretagne.  
22.25 Magazine: Culture pub (et à 5.15).  
Le centenaire du cinéma.  
22.50 Cinéma: La Scandaleuse Signora. ■ Film italien d'Alex Perry. Avec Rock Macovitch, Carol Martin, André Melinart.  
0.25 Magazine: Rock express.  
3.25 Rediffusions.  
Le Monde des hélicoptères (2): 4.20, Harley Davidson.  
En clair jusqu'à 14.05.  
6.59 Pin-up (et à 12.28, 1.18).  
7.00 Cinéma d'animation: Le Père Noël et les enfants du désert.  
De Jean-François Laguérie.  
7.25 Les Chevaux de Noël.  
De Peter Edwards, avec Daniel J. Travanti, Lynette Davies.  
9.00 Documentaire: Les Allemands.  
Pan Men, de Barthélemy Fougea.  
9.30 Cinéma: Soapdish. ■ Film américain de Michael Hoffman (1991). Avec Sally Field, Kevin Kline, Robert Downey Jr.  
11.05 Le Sol de l'été. ■ Film français de Gérard Oury (1992). Avec Christian Clavier, Salla Chelton, Catherine Jacob.  
En clair jusqu'à 20.35.  
19.40 Flash d'informations.  
19.50 Coup de force: Une question d'apparence; Chat pour chat; Faites chauffer la colle.  
20.30 Magazine: Le Journal du Art n° 7.  
Présenté par Jean Toulé.  
Rubriques: Une histoire de art; Une nouvelle de art; Une vacherie du art.  
20.35 Cinéma: Poisson d'amour (Passion Fish). ■ Film américain de John Sayles (1992). Avec Mary McDonnell, Alfre Woodward, Leo Burmester.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 7.00.  
6.59 Pin-up (et à 12.28, 1.18).  
7.00 Cinéma d'animation: Le Père Noël et les enfants du désert.  
De Jean-François Laguérie.  
7.25 Les Chevaux de Noël.  
De Peter Edwards, avec Daniel J. Travanti, Lynette Davies.  
9.00 Documentaire: Les Allemands.  
Pan Men, de Barthélemy Fougea.  
9.30 Cinéma: Soapdish. ■ Film américain de Michael Hoffman (1991). Avec Sally Field, Kevin Kline, Robert Downey Jr.  
11.05 Le Sol de l'été. ■ Film français de Gérard Oury (1992). Avec Christian Clavier, Salla Chelton, Catherine Jacob.  
En clair jusqu'à 14.05.  
12.30 Flash d'informations.  
12.35 Magazine: L'Année du zapping.  
14.05 Concert: Tout Eddy & Bercy.  
Magazine: Courant d'airs.  
Estelle & New-York.  
Stepping out. ■ Film américain de Lewis Gilbert (1990). Avec Liz Minelli, Shelley Winters, Bill Irwin.  
En clair jusqu'à 20.35.  
19.40 Flash d'informations.  
19.50 Coup de force: Une question d'apparence; Chat pour chat; Faites chauffer la colle.  
20.30 Magazine: Le Journal du Art n° 7.  
Présenté par Jean Toulé.  
Rubriques: Une histoire de art; Une nouvelle de art; Une vacherie du art.  
20.35 Cinéma: Poisson d'amour (Passion Fish). ■ Film américain de John Sayles (1992). Avec Mary McDonnell, Alfre Woodward, Leo Burmester.

## 22.45 Flash d'informations.

- 22.50 Magazine: L'Equipe du dimanche.  
Présenté par Eric Besnard.  
1.20 Cinéma: L'Homme qui n'a pas d'étoile. ■ Film américain de King Vidor (1955) (v.o.).  
2.45 Surprises.  
15 min.  
LA CINQUIÈME  
6.45 Opinions publiques.  
6.50 Le Journal du temps.  
7.00 Documentaire: Embarquement porte n° 1. Saint-Petersbourg (rediff.).  
7.30 Documentaire: Au-delà des glaciers islandais (rediff.).  
8.00 Magazine: L'œil et la main (rediff.).  
8.30 Magazine: Parlez-moi. Ma avertis bien-aimée: la vogue interactive (rediff.).  
9.00 Magazine: Business humanum est. Présenté par Marc Autheman (rediff.).  
10.00 C'est pas normal!  
10.30 Documentaire: Arts musicaux (rediff.).  
11.30 Documentaire: Le Delta de Sacramento (rediff.).  
12.00 Jeunesse.  
Téléchat: La Vie devant moi: garde forestier; Grimm; Rindin: Forêt en flammes (v.f.); Le Journal du temps (rediff.).  
13.00 Jeu: Ce déminage.  
13.30 Documentaire: Les Grands Séducteurs. Sean Connery, de Ress Wilson.  
14.30 Documentaire: Brassens. J'ai rendez-vous avec vous. De Jean-Antoine Boyer.  
15.30 Magazine: Jeux d'encre. Présenté par Jean-Marie Jeboville Castille.  
16.00 Magazine: Détours de France. Présenté par Jean-Claude Bourret.  
17.00 Magazine: Le Sens de l'Histoire. Présenté par Jean-Luc Hees. Le monde en guerre, une nouvelle Allemagne (1<sup>re</sup> partie), de H. Raggett.  
18.30 Magazine: Va savoir. Présenté par Gérard Klein. Invité: Herouin Teiffel (rediff.).

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00.  
17.00 Téléfilm: Le Poids du corps.  
De Christine François, avec Gérard Desbarre, Gérard Dauzet (rediff.).  
18.15 Documentaire: L'Année culturelle 1994.  
Les manifestations les plus importantes de l'année (rediff.).

## 19.00 Série: Max Linder.

- Le Mariage forcé (1916). Je voudrais un enfant (1905).  
19.30 Documentaire: Les Vitraux de Soulaiges. De Jean-Noël Cristiani. Primé à la Biennale du film d'art à Paris, 1994.  
20.15 Documentaire: Une exposition de Soulaiges. De Jean-Noël Cristiani.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 ► Soirée thématique: Charles Trenet.  
Soirée proposée par Pierre Beutellier et Claude-Jean Philippe.  
20.41 Documentaire: Charles Trenet d'aujourd'hui, d'hier... et de toujours. De Claude-Jean Philippe.  
22.00 Documentaire: Une leçon de bonheur. De Pierre Beutellier et Claude-Jean Philippe.  
23.05 Cinéma: Adieu Léonard. ■ Film français de Pierre Prévert (1943). Avec Pierre Brasseur, Julien Carette, Charles Trenet (86 min).

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Spécial Gilles Vigneault. Éveilleur et veilleur. Avec les témoignages de Catherine Sauvage, Jean-Pierre Chabrol, Luc Plémondon, Guy Béart, Gilbert Laffite, Jean Vasca, Claude Vinc, Yvan Dautin.  
22.35 Atelier de création radiophonique.  
Le diable dans la bibliothèque et le café.  
0.05 Clair de nuit.  
Tentatives premières, per Michel Champendel: Rub et dub dub; Rémonces; la durée du.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Opérette. Le Veuve joyeuse de Franz Lehar. Avec Felicity Lott (Hanne Glawer), Thomas Hampson (Denise), Elizabeth Smyth (Valentine) et John Alar (Rosenblum), par le Chœur du Festival de Glyndebourne et l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Franz Welser Moest.  
21.30 Opérette, cabaret, ballet et compagnie.  
Par Artiste Buteux et Jean Pierre Rousseau.  
0.05 Atelier.  
La meilleure façon de valser.

## Les interventions à la radio

- Radio Shalom, 18 h 30: « Nou-vel Orient 1995: entre paix et intégrisme », avec Eric Rouleau.



Tandis que les autorités françaises confirment leur autorisation

## L'administration américaine maintient provisoirement les restrictions de vol des ATR

L'administration fédérale américaine de l'aviation (FAA) a annoncé, vendredi 30 décembre 1994, le maintien des restrictions sur les vols des avions ATR par conditions givrantes, pour pouvoir examiner un nouveau mécanisme de dégivrage présenté le même jour par l'avionneur franco-italien. « La restriction en vigueur sur la mise en service [des ATR] par conditions givrantes reste en place jusqu'à ce qu'une décision soit prise » sur la nouvelle proposition du groupe ATR, a indiqué la FAA. Le 9 décembre 1994, la FAA avait interdit les vols par conditions givrantes des appareils ATR (Avion de transport régional) aux États-Unis, à la suite de l'accident d'un ATR-72, le 31 octobre 1994, dans l'Indiana, qui avait fait 68 morts.

Des représentants de la FAA, de la direction générale de l'aviation civile française et une délégation du consortium ATR se sont réunis, jeudi 29 et vendredi 30 décembre 1994, à Washington, pour examiner les résultats des essais conduits sur un ATR-72 la semaine dernière en Californie. La filiale marketing nord-américaine d'ATR a indiqué, vendredi, dans un communiqué, que l'appareil s'était comporté de façon normale « tout au long des 30 tests menés sur la base d'Edwards, en Californie », et que le constructeur

allait équiper ses avions, « de sa propre initiative », d'un système de dégivrage visant à augmenter la résistance des appareils à des conditions extrêmes.

La position américaine n'est pas partagée par l'administration française. Vendredi, la direction générale de l'aviation civile (DGAC) a estimé, dans un communiqué, que les essais effectués aux États-Unis du 16 au 20 décembre 1994 renforcent sa décision « de ne pas interdire le vol des ATR en conditions givrantes ». La DGAC annonce donc, pour sa part, son intention de remplacer, le 3 janvier, les limitations provisoires prises le 25 novembre 1994 par « une amélioration des procédures figurant dans le manuel de vol de ces avions ». Les pilotes seront ainsi précisément informés sur la façon de faire face à des conditions de givrage exceptionnel, poursuit-elle. Les essais effectués sur la base d'Edwards en conditions givrantes ont permis de constater que dans ces circonstances un dépôt de glace se formait sur les pare-brise latéraux de l'ATR environ dix minutes avant qu'il ne se forme sur les ailes. Les pilotes seront donc invités, dès qu'ils constatent ce dépôt sur les pare-brise, à débrancher le pilote automatique et à sortir rapidement de la zone de givrage.

### L'ESSENTIEL

**DATES**  
Il y a trente-cinq ans, l'emploi du nouveau franc devient obligatoire ; Livres politiques, par André Laurens : « Faire savoir, faire veiller » (page 2).

**INTERNATIONAL**  
Italie : pas d'élections pour le moment

Après sa première série de consultations des responsables des partis, le président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, a annoncé, vendredi 30 décembre, qu'il n'avait pas l'intention, à ce stade, de convoquer des élections anticipées, contrairement à ce que réclamait Silvio Berlusconi. M. Scalfaro se ramènera en quête d'un gouvernement à partir du 3 janvier (page 3).

La Grande-Bretagne compte sur l'industrie du luxe pour doper son économie

Entre Noël et le jour de l'An, Londres connaît la folie des soldes, qui culmine avec ceux du grand magasin Harrods. Les touristes étrangers ne sont pas les derniers à acheter anglais. Un organisme, le Welpole Committee, a entrepris de jouer sur l'attrait de ce qui est « british » auprès de ce public pour relancer l'exportation des produits de qualité (page 4).

### COMMUNICATION

Europe 1 à la recherche d'un second souffle

Au carillon d'Europe 1, lundi 2 janvier, il sera quarante ans tout rond. La station généraliste, qui reste une radio très rentable, se cherche aujourd'hui une nouvelle place à l'ombre des radios FM en lançant ostensiblement vers la « tout info » (page 5).

**CULTURE**  
Les députés italiens exposent leurs trésors

La Chambre des députés italienne, qui siège au Palais de Montecitorio, à Rome, a ouvert son imposant portail au public, depuis le 26 décembre et pour deux mois, pour présenter ses collections d'art ancien et moderne. Cette opération s'inscrit dans la campagne de divulgation des trésors artistiques cachés dans les palais du pouvoir italien lancée, en octobre, par le président de la République italienne Oscar Luigi Scalfaro (page 9).

**SERVICES**  
Revue des valeurs ..... 12  
Crédits, changes ..... 13  
Abonnements ..... 14  
Carnet ..... 14  
Météorologie ..... 14  
Mots croisés ..... 14  
Radio-télévision ..... 15

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3617 LMDOC  
et 36-29-04-66

### PROCHAIN NUMÉRO

Les marchés financiers en 1994

Les places financières ont vécu, dans leur grande majorité, une année difficile et paradoxale. La croissance est bien là, mais elle est loin de donner les fruits attendus. Les places ne sont pas pour autant égales devant la baisse : tous les marchés mondiaux sont dans le rouge, mais en Europe, c'est Paris qui a subi le plus fort recul.

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 40

Le numéro du « Monde » daté samedi 31 décembre 1994 a été tiré à 429 161 exemplaires

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

## Les autorités bosniaques demandent des garanties avant de signer un accord de cessez-le-feu

L'ONU tente d'obtenir des autorités serbes et bosniaques une trêve pour une durée de quatre mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Mais les tractations se révèlent plus difficiles que prévu. La trêve de Noël, entrée en vigueur le 24 décembre, n'a en effet pas été respectée dans la poche la plus sensible du pays, la poche de Bihac, au nord-ouest de la Bosnie, où le général britannique Michael Rose, chargé de la médiation en vue d'une cessation complète des hostilités, s'est rendu en milieu de semaine et où les bombardements se poursuivent.

L'ONU avait annoncé une accalmie vendredi 30 décembre au matin. Mais cette annonce a été aussitôt contredite par les « casques bleus » sur le terrain. Vendredi en fin de journée, ils indiquaient que la ville de Bihac a

été « lourdement pilonnée par l'artillerie serbe » et qu'un « casque bleu » bosniaque a été blessé lors des bombardements.

Faisant, vendredi, la navette entre Sarajevo et Pale, le chef des Serbes bosniaques, le général Rose n'a guère progressé. Les Serbes ont annoncé qu'ils allaient vraisemblablement signer l'accord, samedi, mais le gouvernement de Sarajevo soupçonne l'officier britannique de leur avoir fait des concessions et exige des garanties avant de signer un accord de cessez-le-feu. Les autorités bosniaques demandent notamment le retrait des Serbes de Croatie venus en renfort pour réduire la poche musulmane de

Bihac. L'envoyé spécial de l'ONU en ex-Yougoslavie, le diplomate japonais Yasuaki Akashi, devait arriver, samedi, à Sarajevo pour tenter de faire aboutir la médiation.

Par ailleurs, le chef d'état-major de l'armée croate, le général Janko Bobetko, a promis, vendredi, que Zagreb rétablirait en 1995 son autorité sur les territoires de Croatie contrôlés par les sécessionnistes serbes. Les autorités croates affirment donner la priorité à un règlement négocié. Selon des témoignages, elles procéderaient cependant à une mobilisation dans la région de Split et de Sisak, deux villes croates à proximité du front. (AFP, Reuters.)

La seconde directive de Télévision sans frontières

## MM. Sarkozy et Toubon demandent à Bruxelles le maintien des quotas de diffusion

Malgré les fêtes de fin d'année, le gouvernement français relance ses efforts diplomatiques pour que la notion de « quotas de diffusion » ne disparaisse pas définitivement du projet de la seconde directive Télévision sans frontières. Ces « quotas » qui obligent les chaînes généralistes européennes à consacrer une « proportion majoritaire de leur temps de diffusion » à des œuvres européennes (films, documentaires, téléfilms...) sont en butte à l'hostilité féroce des producteurs américains et d'une bonne partie des chaînes privées européennes.

Pour soutenir les producteurs audiovisuels (cinéma et télévision) qui se battent pour le maintien de ces quotas, Nicolas Sarkozy et Jacques Toubon, respectivement ministres de la communication et de la culture ont écrit, le 28 décembre 1994, à Jacques Delors, président de la Commission européenne, pour lui demander que Bruxelles rétablisse les quotas de diffusion pour les chaînes généralistes en Europe.

C'est le 20 décembre 1994 que Nicolas Sarkozy et Jacques Toubon avaient découvert que ces « quotas de diffusion » réservés aux chaînes généralistes avaient mystérieusement disparu de la dernière mouture du texte de la seconde directive Télévision sans frontières. Un responsable de la Commission estime aujourd'hui que les pressions du gouverne-

ment français pour faire aboutir rapidement le projet de directive ont eu pour résultat logique d'aviver également les oppositions internes à l'administration européenne. Un « compromis » a donc été élaboré entre services rivaux de la commission, lequel a en pour résultat de faire sauter les quotas, considérés par les producteurs français comme le verrou à l'invasion de l'Europe par les programmes américains. En vidant le texte d'un de ses points essentiels, certains commissaires européens espèrent-ils amener le gouvernement français à bloquer la directive ? Ces détails ont été révélés au public par le camp des « libéraux », hostiles à tout durcissement de la réglementation sur les diffuseurs.

Décidé à déjouer toute manœuvre, le gouvernement français a maintenu sa pression. De leur côté, les organisations françaises et européennes de producteurs (audiovisuel et cinéma) ont encouragé d'encourager la Commission de lettres de protestation. Tous demandent que les quotas de diffusion soient maintenus pour les chaînes généralistes.

C'est le 4 janvier à Bruxelles que l'ensemble des commissaires européens devrait adopter l'une ou l'autre des versions de la directive Télévision sans frontières.

Y. M.

Yvan Chemla remplace Georges Biannic

## Changement du directeur de l'information de l'AFP

Yvan Chemla, ancien directeur régional de l'Asie et du Pacifique remplacera Georges Biannic au poste de directeur de l'information de l'Agence France Presse (AFP), qu'il occupait depuis cinq ans. Le conseil d'administration de l'AFP a approuvé cette nomination vendredi 30 décembre. Né en 1934, M. Chemla est entré à l'AFP en 1965 avant de diriger les bureaux de New-York, Rio de Janeiro, Buenos-Aires, Moscou, Genève. De 1983 à 1986, il était directeur adjoint de l'information. Il prendra ses fonctions « dans le courant du premier semestre ». Son intérim sera assuré par Pierre Lemoine, directeur général adjoint et numéro 2 de l'AFP. Georges Biannic, âgé de 54 ans, à l'AFP depuis plus de trente ans, a été notamment directeur des bureaux de Pékin et directeur régional pour l'Asie et le Pacifique. La direction a précisé que M. Biannic serait appelé à d'autres fonctions.

Dans un communiqué, la direction a ajouté qu'« afin d'engager l'Agence dans les voies qui lui permettront d'aborder les années 2000 dans les meilleures conditions », Pierre Lemoine était également chargé « de conduire la mise au point d'un projet rédactionnel global et de prendre toutes les mesures d'accompagnement dans une optique de développement, conforme à la mission de rayonnement de l'AFP ».

Cette décision intervient deux mois après un mouvement de grève qui protestait contre le projet de transfert d'une partie du service en langue espagnole à Washington (Le Monde du 19 octobre).

L'annonce du remplacement de Georges Biannic avait suscité une certaine émotion au début du mois de décembre, car celui-ci était alors hospitalisé. Ce changement traduit la volonté du PDG, Lionel Fleury, d'aborder « les années 2000 » avec des hommes et des projets nouveaux. D'autres nominations et d'autres restructurations devraient intervenir au début 1995.

SCPMML (12,15 %) et ETARCI (9,4 %). M. Hersant était déjà propriétaire de 9 % des actions. La querelle juridique qui dure depuis 1990 devrait rebondir au printemps 1995. A cette date, la cour d'appel de Montpellier se prononcera sur la décision de la cour de cassation qui a confirmé un arrêt de la cour d'appel de Montpellier de 1992. Les actionnaires majoritaires du Midi Libre contestaient la prise de contrôle par M. Hersant de deux sociétés actionnaires du quotidien de Montpellier,

Le déficit budgétaire italien pour 1994 sera plus important que prévu

Le déficit budgétaire italien dépassera le plafond prévu initialement dans la loi de finances pour 1994, en raison des coûts occasionnés par les inondations, début novembre, dans le nord du pays, a indiqué, jeudi 29 décembre, le ministre du Trésor, Lamberto Dini. Le déficit aurait dû s'établir à 154 000 milliards de lire (508 milliards de francs). Dans un document de son ministère, M. Dini a constaté qu'« il aurait pu être atteint s'il n'y avait pas eu les inondations du mois de novembre, qui ont entraîné des dépenses immédiates et un report des encaissements ». Les coûts immédiats ont atteint 1 000 milliards de lire et le renvoi des versements fiscaux occasionnera un manque à gagner supplémentaire de 4 500 milliards de lire, a calculé le ministère. Par ailleurs, le lire, affectée par la crise politique en Italie, a atteint, jeudi 29 décembre, un nouveau record historique à la bourse de Londres, vers la fin de séance, contre 1 050,1 lire. La devise italienne s'est ensuite redressée à 1 048,6. Le précédent record, datant du 20 décembre, était de 1 049,8 lire pour un deutschemark.

Une TVA au taux de 6,5 % remplace en Suisse l'impôt sur la consommation

Une taxe à la valeur ajoutée au taux de 6,5 % remplace en Suisse à partir du 1<sup>er</sup> janvier l'impôt traditionnel sur la consommation de 6,2 %. Selon la banque nationale suisse, l'introduction de la TVA se traduira par une augmentation temporaire « inévitable » de 1,5 point de l'inflation. La banque centrale tablit en conséquence sur une hausse des prix proche de 3 % pour 1995 contre 0,9 % en 1994 et 3,3 % en 1993. Son président Markus Lusser a déclaré qu'elle interviendrait si la montée des prix « devait dépasser les strictes répercussions du nouvel impôt ». L'introduction de la TVA eidera le gouvernement à faire face à un déficit fédéral croissant, qui devrait s'élever à 6,1 milliards de francs suisses (25 milliards de francs) en 1995. La Confédération tablit sur des rentrées fiscales supplémentaires annuelles de 1,4 milliard de francs suisses (5,7 milliards de francs).

Jean-Pascal Beaufret a été nommé sous-gouverneur du Crédit foncier

Jean-Pascal Beaufret, chef du service des affaires monétaires et financières à la direction du Trésor, a été nommé sous-gouverneur du Crédit foncier de France par décret du président de la République, paru vendredi 30 décembre au Journal officiel. D'autres candidats étaient en lice pour ce poste, mais le chef de l'Etat tenait personnellement à ce qu'il revienne à M. Beaufret (Le Monde du 23 décembre).

[Né le 18 février 1951 à Nantes, Jean-Pascal Beaufret est diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales. A sa sortie de l'ENA, il est nommé, en 1977, à l'Inspection des finances avant de devenir chargé de mission à la direction du Trésor et secrétaire général adjoint du Clasi (comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles) jusqu'en 1982. Elu conseiller municipal socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique) en 1983, il fait partie du cabinet de Laurent Fabius (1984-1988) comme conseiller technique, d'abord au ministère de l'Industrie, puis à Matignon. Sous-directeur à l'administration centrale du ministère des finances, M. Beaufret devient, en 1991, directeur des assurances puis chef du service des affaires monétaires et financières à la direction du Trésor. Il est l'époux de Frédérique Bradin, ancien ministre socialiste de la jeunesse et des sports.]

DE L'EDUCATION

**NUMÉRO SPÉCIAL BAC**

JANVIER 1995 - 25 F

UNE PUBLICATION DU MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Le Monde**

EN POCHÉ

**Le Monde**

YUGOSLAVIE

CRIMES D'UNE GUERRE

37 F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

**Tout le cinéma**

**3615 LEMONDE**